

L'Iran frappé de toutes parts et menacé de chaos

- L'attaque lancée le 13 juin par Israël s'est poursuivie les jours suivants, tuant au moins 224 personnes, selon un bilan officiel
- Les bombardements visent désormais aussi bien des objectifs militaires et nucléaires que des lieux de pouvoir ou des infrastructures énergétiques
- A Téhéran, où « Le Monde » a pu joindre plusieurs habitants, cette stratégie est perçue comme une volonté de plonger le pays dans le chaos
- Les autorités ont annoncé la mort du chef du renseignement des gardiens de la révolution

PAGES 2 À 4 ET TRIBUNES PAGE 27

ÉDITORIAL UN G7 DANS LE DÉSORDRE DU MONDE

PAGE 30



A Téhéran, après des frappes israéliennes, le 15 juin. HAMID AMLASHI/WEST ASIA NEWS AGENCY

Israël : sous le feu des missiles iraniens, un pays à l'arrêt

Depuis le début du conflit, la plupart des frappes iraniennes sont interceptées, mais certaines s'avèrent dévastatrices. En trois jours, 16 personnes ont été tuées, près de 500 autres blessées. Des infrastructures militaires et portuaires ont été ciblées, et parfois touchées

PAGE 3

« Faire tomber le régime de Téhéran est le véritable objectif »

Dans un entretien au « Monde », Jeffrey Lewis, expert américain en non-prolifération nucléaire, analyse le conflit

PAGE 4

Europe - Etats-Unis : la longue histoire d'un divorce

► Alors que se tient au Canada un sommet du G7 suivi, les 24 et 25 juin, de celui de l'OTAN à Bruxelles, « Le Monde » consacre une série en cinq volets aux relations entre les Etats-Unis et l'Europe

► Le récit, sous un jour nouveau, des crises des deux dernières décennies éclaire les profondes divergences actuelles avec le pays de Donald Trump, en particulier à propos des conflits en Ukraine et à Gaza

► Le premier volet porte sur un épisode marquant du divorce transatlantique : l'invasion de l'Irak, en 2003, menée en dépit de l'opposition de la France et de l'Allemagne.

PAGES 22-23

Aéronautique
Au Bourget,
un salon 2025
placé sous le signe
de la défense

PAGES 16-17

Reportage
Le quotidien
sous tension
des gardiens
d'immeubles

PAGES 12-13

Entretien
Rachida Dati
défend la réforme
de l'audiovisuel
public

PAGE 14

VU PAR ADENE (FRANCE)

CARTOONING FOR PEACE



XIX^e SIÈCLE



XXI^e SIÈCLE

Etats-Unis L'assassinat d'une élue du Minnesota

Melissa Hortman, figure démocrate dans cet Etat, a été tuée chez elle, ainsi que son mari, dans la nuit du 13 au 14 juin. Un suspect au profil intrigant a été arrêté

PAGE 5

Automobile Renault face au départ inattendu de son DG

Luca de Meo rejoindra en juillet le groupe de luxe Kering, contrôlé par la famille Pinault. Une surprise totale pour l'état-major du constructeur

PAGE 15

magniflex

SEULS LES CHAMPIONS POSSÈDENT
LES ATOUTS POUR GAGNER



Giorgio Chiellini
Champion italien
de football

LE N°1 DE LA LITERIE EN ITALIE	40	60+	10 000	100
millions de clients dans le monde	Des années d'histoire	matelas produits par jour	pays où Magniflex exporte	

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Paris 15 • 66 rue de la Convention • 75010
M° Charles Michels • 01 40 59 02 10
Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr

ATTAQUE D'ISRAËL CONTRE L'IRAN

A Téhéran, la menace montante du chaos

En plus des cibles militaires et nucléaires, l'Etat hébreu attaque des sites économiques et des postes de police

Dimanche 15 juin, la nuit est tombée sur Téhéran. L'agglomération de quatorze millions d'habitants est transformée en ville morte, déserte, hormis les longues files de voitures qui s'étirent devant les stations-service. Tout au long de la journée, les avenues et les voies rapides menant aux sorties de la capitale ont été prises d'assaut par des habitants, déterminés à se mettre à l'abri en province, loin des bombardements israéliens.

Le matin même, l'armée israélienne avait exhorté la population iranienne, dans une courte déclaration publiée sur ses comptes en persan, à «quitter immédiatement et dans un avenir proche les alentours des usines d'armement et des institutions qui les soutiennent» pour éviter de mettre leur vie en danger. «Où pouvons-nous aller?», «Comment savoir si l'on est proche de ces lieux?», «Quelles zones, quelle ville?», avaient réagi avec inquiétude les internautes iraniens, dans des commentaires publiés sous le post de l'armée israélienne.

La nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, prélude à un week-end estival, s'annonçait pourtant calme et paisible. Samira (le prénom a été changé pour des raisons de sécurité), Téhéranaise de 43 ans, était rentrée tard avec son mari après une soirée festive chez des amis. Vers 3 heures du matin, heure locale, «un bruit immense» l'a réveillée. «C'était comme si un poids lourd s'était abattu sur le sol depuis le ciel», explique-t-elle, jointe par WhatsApp. S'en suivent des cris, des pleurs et les abolements des chiens errants. L'immeuble situé en face de leur domicile vient d'être frappé de plein fouet par un projectile israélien.

ÉPAISSES FUMÉES NOIRES

Depuis le balcon du sixième étage, en feu, des habitants appellent à l'aide. «Nos yeux et notre gorge brûlent à cause de la fumée blanche», se souvient Samira. Elle apprend par des voisins descendus dans la rue que l'étage touché abritait Mohammad Mehdi Tehranchi, un scientifique nucléaire qui a travaillé sur le programme atomique iranien. Les équipes de secours dépêchées sur place, aidées de pompiers, lui ont plus tard confié qu'au moins douze corps avaient été retrouvés.

«D'après eux, il est impossible d'avoir un décompte précis, car certains restes mortuaires ne permettent pas une identification des victimes», explique Samira. Selon le ministère de la santé iranien, 224 personnes ont été tuées depuis le début de l'attaque israélienne commencée dans la soirée du 13 juin, et 1277 autres personnes



Après une attaque israélienne contre le dépôt pétrolier de Shahran, au nord-ouest de Téhéran, le 15 juin.
GETTY IMAGES VIA AFP

ont été hospitalisées. «Quatre-vingt-dix pour cent des victimes sont des civils», insiste l'institution. Le bilan semble sous-estimé eu égard du nombre important de frappes et de leur intensité. L'organisation iranienne Human Rights Activists, basée à Washington mais dotée d'un important réseau de sources dans le pays, recensait pour sa part, le 15 juin, un minimum de 406 victimes.

Signe de la fébrilité des autorités, qui redoutent des rassemblements trop importants de population où la situation leur échapperait, les stations de métro de Téhéran, censées servir d'abri, sont finalement restées fermées dans la nuit du 15 au 16 juin, alors que plus aucun quartier de la ville n'est épargné par les bombardements. Le président du conseil municipal de Téhéran, Mehdi Chamran, a pourtant admis que la capitale, tout comme d'autres villes du pays, ne comptait pas d'abris, laissant les habitants démunis face au feu israélien.

Celui-ci s'intensifie, plongeant le pays dans l'incertitude et un début de chaos. Les attaques ont visé

des sites de grande valeur stratégique, en particulier le ministère de la défense de Téhéran, des bases militaires et des installations de production de missiles, notamment celles de Parchin et Khojir, situées dans les alentours de la capitale. La base d'Ispahan, utilisée par l'armée de l'air, a elle aussi été ciblée, tandis que des installations souterraines dans l'ouest de l'Iran, utilisées de longue date pour le déploiement de missiles balistiques, ont été bombardées.

Au-delà des cibles militaires, des infrastructures énergétiques vitales sont désormais méthodiquement attaquées, telles que le dépôt pétrolier de Shahran, au nord-ouest de Téhéran. L'objectif recherché est de provoquer des pénuries de carburant et des coupures d'électricité. La raffinerie de Fajr Jam, dans la province de Bouchehr, ou le champ gazier de South Pars, l'un des plus grands gisements de gaz naturel au monde, ont également été touchés, provoquant des explosions en chaîne, des incendies et des coupures de production. Le danger environnemental se conjugue aux dégâts

économiques : les réservoirs en feu de la raffinerie de Chahr-e Ray, au sud de Téhéran, laissent s'échapper dimanche d'épaisses fumées noires. Le pétrole brut iranien contient une concentration élevée de soufre et de métaux lourds, ce qui le rend particulièrement dangereux à inhale.

Dimanche 15 juin, au cœur de la capitale, des postes de commandement de la police ont été pris pour cible. Ces frappes soulignent le changement de stratégie d'Israël, qui s'en prend de plus en plus directement aux lieux de pouvoir, comme les ministères et les bureaux des services de sécurité. Téhéran a annoncé dimanche la mort du chef du renseignement des gardiens de la révolution, Mohammad Kazemi, et de son adjoint, Hassan Mohaghegh. Ces assassinats surviennent après la mort, le 13 juin, d'une vingtaine des plus haut gradés du pays et de neuf scientifiques du programme nucléaire. Les gardiens de la révolution de Téhéran, l'armée idéologique du régime, ont annoncé que la cérémonie d'enterrement des responsables tués lors des récentes attaques, prévue mardi 17 juin, a été annulée.

Elle avait, par le passé, essayé de faire évoluer le système de l'intérieur en votant, lors d'élections pourtant étroitement encadrées en République islamique, pour des candidats perçus comme les plus modérés. En vain. Elle est également descendue dans la rue en septembre 2022, après la mort de Mahsa (Jina) Amini, décédée pendant sa garde à vue en raison d'un voile «mal ajusté». «Depuis la mort de Mahsa, je n'ai plus porté le voile [pourtant obligatoire]. J'avais beaucoup d'espoir que ce mouvement apporte un changement réel, que le régime recule face à la volonté du peuple et se réforme. Cela ne s'est pas fait. Voilà où nous en sommes, à cause de ces dirigeants. Mais tout cela ne change pas le fait qu'aujourd'hui, c'est Israël qui tue des innocents à Gaza. C'est Israël l'agresseur. Et je ne me rangerai jamais du côté de l'agresseur.»

Dans son entourage ou parmi les personnes qu'elle croise, les avis sont partagés. Dans son quartier, touché par les frappes israéliennes, elle a discuté avec un coursier et un employé d'épicerie – «appartenant donc plutôt aux couches les

moins favorisées», précise-t-elle. Eux estiment, selon Samira, qu'«Israël ne vise pas les citoyens ordinaires» et que «tout le monde n'a ni les moyens ni la permission d'habiter dans les immeubles où vivent des gardiens de la révolution ou des scientifiques nucléaires». «Ils se disent impatients d'être débarrassés de ce régime».

Dès le début des bombardements israéliens, le parquet et les services de sécurité ont demandé aux habitants de s'abstenir de diffuser des images ou des informations relatives aux frappes. Les 13 et 14 juin, les médias d'Etat ont rapporté l'arrestation de plusieurs Iraniens accusés d'avoir publié des images des attaques ou «être réjouis des attaques israéliennes». Le 14 juin, Motahareh Gounei, une militante étudiante, a été arrêtée par les forces de sécurité à Téhéran en raison de messages qu'elle a publiés. «Cet enfer a peut-être eu de nombreux porteurs de bois, mais un seul démon l'a allumé : le despote religieux», avait-elle écrit dans son dernier message sur X.

Sur les réseaux sociaux, se multiplient les annonces de la mort de victimes civiles, accompagnées de photos et de vidéos retraçant des bribes de leur vie. Parmi elles, Saleh Bayrami, graphiste connu ayant travaillé dans de nombreux journaux et magazines iraniens, a été tué le 15 juin, alors qu'il traversait la place Tajrish de Téhéran.

Depuis Israël, dans un message publié sur X lundi 16 juin au matin, le ministre de la défense, Israel Katz, a menacé de s'attaquer à la population iranienne de façon indiscriminée. «Le dictateur arrogant de Téhéran est devenu un meurtrier lâche qui tire [sur le front intérieur civil] en Israël pour dissuader l'armée israélienne de poursuivre l'attaque qui détruit ses capacités. Les habitants de Téhéran en paieront le prix, et bientôt.» ■

GAZAL GOLSHIRI ET MADJID ZERROUKY



ISW, Liveuamap, Le Monde

Israël subit les premières contre-attaques de l'Iran

Les attaques lancées par Téhéran ont touché plusieurs villes israéliennes et fait 16 morts et près de 500 blessés

JÉRUSALEM - correspondance

Israël semble avoir retrouvé l'incertitude des jours qui avaient suivi le 7-Octobre, il y a vingt mois. Les routes vides, les visages inquiets, les magasins, les écoles, les entreprises fermées. Depuis le début d'une nouvelle guerre contre l'Iran, vendredi 13 juin, le pays est de nouveau à l'arrêt. Les salves de drones ou de missiles balistiques lancés depuis l'Iran menacent l'ensemble du territoire.

Celles-ci sont signalées par des alertes stridentes sur les téléphones. Ensuite commence le hululement des sirènes. Enfin résonnent dans le ciel les explosions des projectiles interceptés. Le jour, elles laissent des traces blanches dans le ciel; la nuit, elles éclatent comme des flashes orangés. L'écho des détonations se propage, faisant vibrer portes et fenêtres. Puis le silence revient, alors que le pays entier tente d'identifier les dégâts. La plupart des attaques sont stoppées. Certaines passent. Elles sont alors dévastatrices. Seize personnes ont été tuées en trois jours. Près de 500 ont été blessées.

Noam Zion Malkiel émerge d'un tas de gravats de ce qui était encore, la veille, la maison de ses grands-parents, dans un quartier de la ville de Rishon LeZion, entre Jérusalem et Tel-Aviv. Quatre maisons ont été ravagées par la chute d'un missile balistique. Titubant, tremblant, il tient à la main une tapisserie représentant des jeunes gens insouciants dans une Renaissance fantasmée. «Ce tableau? hésite Noam. Je ne connais pas son origine. Je l'ai toujours vu chez mes grands-parents. C'est l'une des seules choses qui a survécu à l'explosion. Quarante ans viennent de s'écrouler», dit le musicien de 23 ans, frêle, petites lunettes, cheveux bouclés. Ses grands-parents, âgés de plus de 70 ans, ont été parmi les premiers à s'installer, il y a quelque quarante ans, à Rishon LeZion, l'une des plus grandes villes d'Israël avec près de 300 000 habitants.

Installé à Tel-Aviv, il était venu vendredi soir leur rendre visite. C'était le début de la contre-attaque de l'Iran. «Pour une fois, mon grand-père a accepté d'aller dans l'abri, poursuit le jeune homme. Je suis parti dans la soirée. A 5 heures du matin, il y a eu une alerte. Ils sont allés dans la pièce protégée, mais n'ont pas pu fermer la porte. Le missile est tombé. Tout a explosé. Puis ils ont réussi à sortir et sont allés à l'hôpital. Ils sont choqués, mais vont bien.»

Tous n'ont pas eu cette chance. Deux Israéliens ont été tués à Rishon LeZion, sur les trois morts dénombrés samedi. Le bruit se répand que ce sont les seuls à ne pas s'être rendus dans les abris. La violence de l'impact a été telle que le missile a partiellement détruit le quartier entier, brisant les fenêtres, déformant les toits, pliant les voitures à 100 mètres à la ronde.

La deuxième nuit, de samedi à dimanche, 13 autres personnes ont été tuées. A Bat Yam, ville côtière au sud de Tel-Aviv, un immeuble résidentiel de 14 étages a

été soufflé par un missile. Cinq personnes de nationalité ukrainienne, dont trois enfants, font partie des victimes. Dans le nord du pays, un autre projectile s'est abattu sur Tamra, une ville palestinienne d'Israël, tuant quatre personnes. Plus loin, c'est Haïfa qui a été visée, et notamment ses installations portuaires ainsi que sa raffinerie. Lundi, dans une nouvelle salve, au petit matin, un autre immeuble a été touché dans une frappe iranienne à Petah Tikva. Trois personnes ont été tuées, et 100 blessées. Cette dernière salve a légèrement endommagé la branche de l'ambassade américaine à Tel-Aviv, sans faire de victime.

Les médias iraniens affirment que la République islamique a aussi visé des sites militaires, comme Tel Nof, l'une des principales bases des forces aériennes israéliennes, avec celle de Neavtim dans le désert du Néguev, ciblée elle aussi. Ce qui a été confirmé par des responsables politiques et militaires israéliens cités dans la presse: selon eux, 10 % des missiles iraniens visaient la population civile et 90 % des cibles militaires et autres. L'armée israélienne reconnaît que sept soldats ont été blessés dans la nuit de vendredi à samedi après la chute d'un missile balistique dans le centre du pays. Ils ont été évacués à l'hôpital et renvoyés chez eux. L'institut Weizmann des sciences, dans la ville de Rehovot, dans le sud, a lui aussi été détérioré dans la nuit de samedi à dimanche. C'est un centre de recherche de pointe, entre autres dans les champs du nucléaire, de l'intelligence artificielle et des drones, intégré au complexe militaro-industriel israélien.

Le QG militaire visé

Mais le coup le plus dur a été porté au centre névralgique de l'armée israélienne, dit «la Kirya», abritant son quartier général et le ministère de la défense, en plein centre de Tel-Aviv. Vendredi soir, un missile a frôlé la tour Marganit, au cœur de l'enceinte militaire, malgré les intercepteurs lancés avant l'impact. Il a explosé non loin, éraflant la façade d'un immeuble dominant le complexe de la Kirya.

John (un nom d'emprunt), 36 ans, se souvient d'un moment «effrayant»: «J'ai entendu une immense explosion. Tout le bâtiment a tremblé. Tout de suite après, les alarmes anti-incendie ont sonné. On est descendus en trombe au parking», confie-t-il samedi après-midi, au pied de cet immeuble, tandis qu'il attend son taxi, avec ses paquets, pour se rendre chez des amis qui vont l'héberger. Malgré le choc, John, en jean et tee-shirt, barbe et cheveux longs, soutient l'attaque israélienne contre la République islamique: «L'Iran représente une menace, pour nous. Il faut passer à l'action. C'est dur pour les civils, mais c'est ainsi. J'espère qu'Israël en sortira plus en sécurité.»

Malgré l'état d'alerte, nombre de passants défilent devant la Kirya. Les visages sont inquiets, stupéfaits. Le lieu représente un double

symbole: à la fois le cœur battant de la puissance militaire israélienne et le centre d'une contestation qui dure depuis plus de cinq ans contre Benjamin Nétanyahou. Un mouvement qui est parfois surnommé «Kaplan», du nom du boulevard qui longe la Kirya, un lieu de promenade populaire, avec des espaces verts, des commerces. L'Iran, en visant cet endroit, a frappé un lieu de pouvoir, de mobilisation et de passage connu de tous les Israéliens.

«Je suis sous le choc. C'est quand on voit les dégâts qu'on se rend vraiment compte de ce qui est en train de se passer», témoigne un jeune homme, qui lui aussi souhaite rester anonyme. Comme si, après avoir détruit en majeure partie la bande de Gaza, ou lançant une attaque fulgurante contre l'Iran, Israël se découvrait de

«Consensus» depuis le 7-Octobre

Le massacre perpétré par le Hamas a changé la vision d'Israël. «Il y a un consensus dans le pays depuis le 7-Octobre. Si des régimes ou des organisations terroristes disent ouvertement qu'ils vont détruire Israël, et commencent à agir en ce sens, on n'a plus le temps

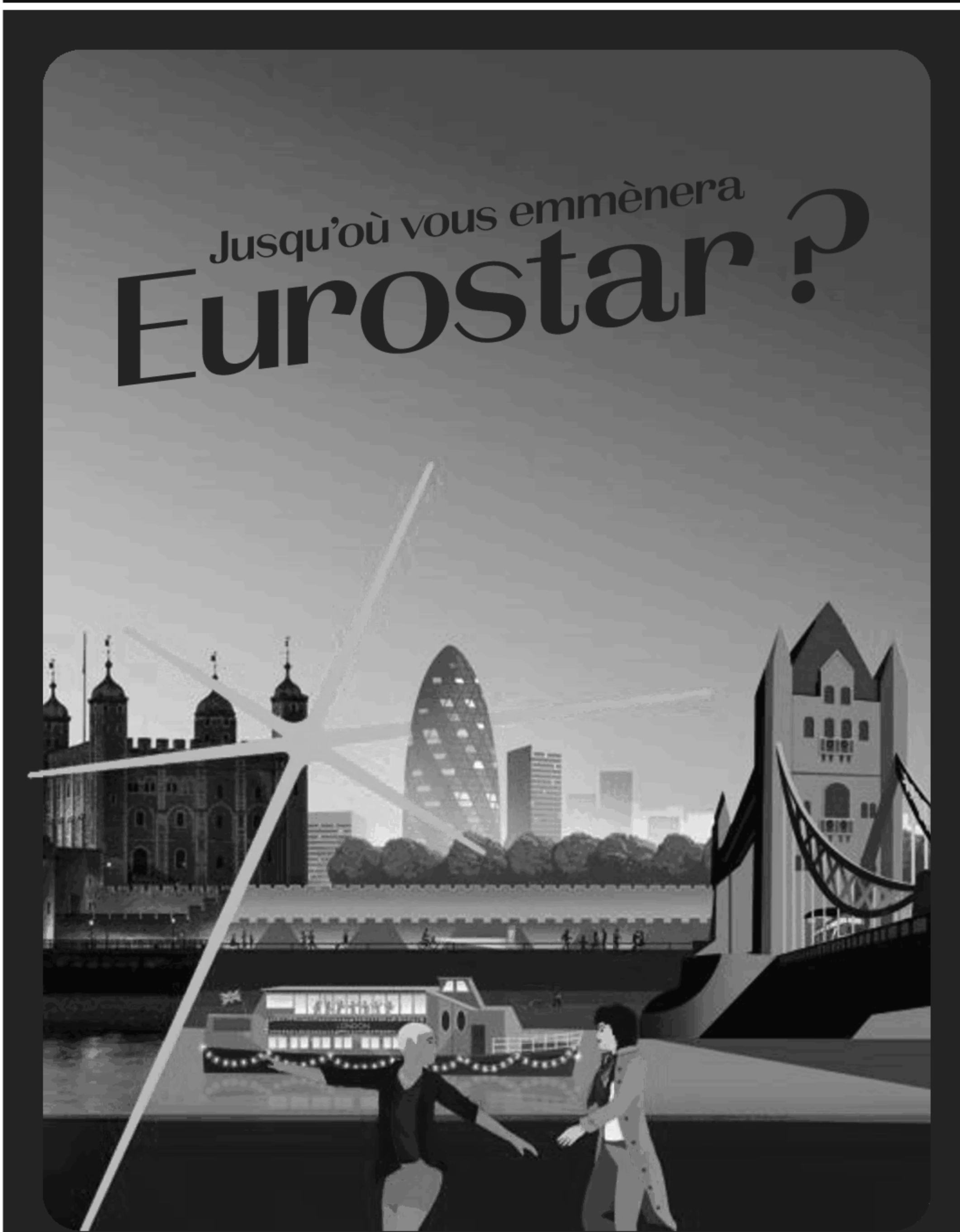
SELON ISRAËL, 10 % DES MISSILES IRANIENS ONT VISÉ LA POPULATION, 90 % DES CIBLES MILITAIRES ET AUTRES

pour une politique du type "attendre et observer"», a commenté dans le podcast israélien «Call me back» le journaliste israélien Nadav Eyal, spécialiste des affaires militaires.

En attaquant l'Iran, l'Etat hébreu tente de réduire, voire d'éliminer une double menace: celle du programme nucléaire iranien et celle du développement des missiles

balistiques. Selon de hauts responsables cités par la presse israélienne, la République islamique projetait de fabriquer 8 000 missiles pour 2026 et 20 000 dans deux ans. Au jour de l'attaque israélienne, Téhéran détenait quelque 2 000 missiles. Beaucoup ont été neutralisés. Les quelques centaines qui ont été tirés sont des modèles transportant 200 à 500 kilogrammes d'explosifs. Selon des sources citées par des journalistes israéliens, l'Iran n'a pas encore tiré le Khorramchahr, un missile balistique de moyenne portée dont la version la plus récente porte une charge de 1 500 kilos d'explosifs. Les missiles de croisière n'ont pas été lancés non plus. Cette guerre ne fait que commencer, et le pire est peut-être à venir. ■

SAMUEL FOREY



Londres

eurostar

EIL SA immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles n°2462001, Kings Place, 90 York Way, Londres N1 9AG, Royaume-Uni. THI FACTORY SA, BE0541.696.005, Place Marcel Broodthaers 4 – 1060 Bruxelles, Belgique.

Le Qatar et Oman informés que l'Iran ne négociera pas «tant qu'il est attaqué»

Les médiateurs du Qatar et d'Oman ont été informés par l'Iran qu'il ne négocierait pas «tant qu'il est attaqué», a déclaré, dimanche 15 juin, une source diplomatique, en référence à un éventuel cessez-le-feu. «Les Iraniens ont indiqué qu'ils n'entameraient de véritables négociations qu'une fois leur riposte aux frappes préventives israéliennes achevée, tout en précisant clairement qu'ils ne négocieraient pas sous les attaques», a précisé cette source sous couvert de l'anonymat. Elle a par ailleurs démenti les informations selon lesquelles l'Iran aurait sollicité Oman et le Qatar pour demander aux Etats-Unis de négocier un cessez-le-feu, voire de relancer les pourparlers nucléaires avec Washington.

ATTAQUE D'ISRAËL CONTRE L'IRAN

« Faire tomber le régime iranien est le véritable objectif d'Israël »

Jeffrey Lewis, expert américain en non-prolifération nucléaire et en géopolitique, analyse l'attaque lancée par Israël sur l'Iran

ENTRETIEN

Jeffrey Lewis, directeur du programme de non-prolifération nucléaire en Asie de l'Est à l'Institut d'études internationales de Middlebury à Monterey (Californie), revient sur l'offensive israélienne contre les infrastructures nucléaires et militaires iraniennes.

Les missiles israéliens ont touché Natanz en Iran, l'un des principaux sites d'enrichissement nucléaire du pays. Israël a aussi tué certains des meilleurs spécialistes nucléaires iraniens. A quel point le programme nucléaire iranien est-il affaibli ?

Je ne crois pas que le programme nucléaire iranien soit significativement endommagé. Israël a été incapable de détruire les installations profondément enfouies dont dispose l'Iran à Natanz ou à Ispahan. L'usine d'enrichissement de Fordo n'a pas été touchée. Israël a détruit des bâtiments en surface, a perturbé le courant à Natanz et a tué des scientifiques. Mais il y a encore des centaines de kilogrammes d'uranium enrichi et des milliers de centrifugeuses, qui sont sans doute entreposées en toute sécurité sous terre. A moins qu'Israël ne tue tous les scientifiques et ne détruise ces centrifugeuses et tout le stock d'uranium, on pourra dire que le programme nucléaire iranien a été retardé, mais pas éliminé.

Israël affirme que cette guerre était préventive parce que la menace nucléaire était immédiate après que l'Iran a enrichi

plus de 400 kilos d'uranium, assez pour fabriquer dix bombes. De combien de temps disposait l'Iran pour se doter d'une bombe ?

L'Iran avait, comme le disait le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, un an ou quelques mois pour se doter de la bombe. C'est une préoccupation. Mais on ne peut pas dire que c'était imminent. Cela fait quinze ans que l'Iran est à quelques mois de la bombe nucléaire.

Alors pourquoi ces frappes maintenant ?

Ce qu'Israël a réellement ciblé, c'était le leadership militaire du pays et sa capacité à riposter avec des missiles. Pour Israël, le sujet n'est pas tant les armes nucléaires que le régime. C'est une « opération de décapitation ». Les frappes sur les sites nucléaires sont comme une feuille de vigne déposée sur les véritables motivations d'Israël : faire tomber le régime.

Ce qui a rendu cette attaque imminente, ce sont les calculs politiques du gouvernement israélien. Benyamin Nétanyahou est isolé depuis le conflit à Gaza. S'attaquer à l'Iran n'avait plus de coût réel pour sa réputation internationale. Le premier ministre israélien devait attendre les négociations sur le nucléaire entre les Etats-Unis et l'Iran. Donald Trump avait parlé de soixante jours. Quand les négociations se sont terminées, une fenêtre s'est ouverte. Et le soixante et unième jour, Israël a attaqué.

Trois sites nucléaires sont répertoriés par les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Que l'AIEA n'aît plus la trace de ces sites est dangereux...

Certains experts parlent d'un quatrième site inconnu...

Compter les sites déclarés est un exercice compliqué. Natanz compte pour deux. Puis il y a Fordo. L'Iran a indiqué avoir construit un troisième site d'enrichissement avec des centrifugeuses et en avait informé l'AIEA [chargée de superviser le programme]. On ne sait pas où est ce site. Peut-être à Natanz où il y a une installation souterraine sous une montagne qui n'a pas été touchée. Peut-être ailleurs. Et puis il y a d'autres installations à Ispahan, où l'uranium est transformé en gaz, puis le gaz enrichi y est transformé en métal. Cette installation a été légèrement endommagée. Mais il y a là aussi des installations souterraines qui n'ont pas été touchées.

Puis il y a d'autres installations, comme un réacteur nucléaire en construction près de l'Irak. Ce qu'a dit l'Iran, c'est qu'il y avait une nouvelle installation souterraine mais qu'elle ne contenait pas de centrifugeuses. Mais l'AIEA n'a pas d'informations à ce sujet. L'Iran a donc des installations que l'on ne connaît pas. Peut-être sont-elles anodines, peut-être pas.

Que voulez-vous dire ?

Le pari d'Israël est risqué car, si l'opération ne porte pas ses fruits et que le régime tient, il n'aura que peu d'incitations à ne pas ter-

« IL Y A ENCORE DES CENTAINES DE KILOGRAMMES D'URANIUM ENRICHIS ET DES MILLIERS DE CENTRIFUGEUSES, SANS DOUTE SOUS TERRE »

miner le programme d'armes nucléaires. Imaginez le groupe de personnes qui débattent de ce sujet en Iran : lors de leur prochaine réunion, les anciens membres ne seront pas là. Les nouveaux vont se demander pourquoi toutes ces personnes sont mortes. Ils vont se dire en substance : « Tous ceux qui ont pris la décision de ne pas aller jusqu'à l'arme nucléaire il y a six mois ont tous été assassinés, alors peut-être devrions-nous fabriquer des armes nucléaires. »

Quelle importance à la site de Fordo pour le programme nucléaire iranien ?

Fordo fait double emploi avec l'installation de Natanz. Le site est capable à lui seul de produire de l'uranium de qualité militaire. Israël ne l'a pas attaqué, et aurait dit aux Etats-Unis qu'il ne pouvait pas l'attaquer sans eux. L'accord nucléaire stipulait que l'Iran n'était pas autorisé à s'engager dans l'enrichissement à Fordo, car les Etats-Unis pensaient déjà à l'époque qu'ils auraient du mal à le détruire. Peut-être que les Israéliens ont un plan. Mais c'est un objectif vraiment difficile à atteindre.

Une bombe antibunker est-elle nécessaire pour le détruire ou existe-t-il d'autres solutions ?

L'installation est enfouie très, très profondément. Israël pourrait essayer de détruire les sources d'alimentation et de couper la ventilation pour la rendre dysfonctionnelle. Mais la faire exploser serait assez difficile. Il est possible d'imaginer une cyberattaque, des commandos-suicides. Utiliser l'arme nucléaire pour faire exploser le bunker est une autre option, mais cela aurait d'immenses conséquences, notamment sur les voisins d'Israël.

Quelles ont été, selon vous, les conséquences du retrait de Donald Trump de l'accord de Vienne en 2018, le Joint Comprehensive Plan of Action, le plan d'action global commun ?

L'abandon de l'accord par les Etats-Unis est à l'origine de tout. Pour ceux qui, aux Etats-Unis, visaient un changement de régime en Iran, comme l'a toujours souhaité Nétanyahou, cet accord était mauvais car il levait les sanctions et replaçait l'Iran au sein de la communauté internationale. Le plus important était à leurs yeux de maintenir les sanctions plutôt que de résoudre le problème nucléaire. Voilà la racine du problème. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE GATINOIS



Affiche du défunt commandant en chef du corps des gardiens de la révolution, à Téhéran, le 14 juin. MAJID ASGARIPOUR/VIA REUTERS

Des sites pétroliers et gaziers visés, les marchés dans l'incertitude

L'Etat hébreu a ciblé plusieurs complexes iraniens d'hydrocarbures, et les cours de l'or noir ont bondi de plus de 10 % dès vendredi 13 juin

Les frappes meurtrières sont encore montées d'un cran au Moyen-Orient, et, avec elles, une crainte d'une autre nature, exprimée par les marchés pétroliers : l'Iran sera-t-il encore en mesure d'extraire son or noir au rythme attendu, et d'en exporter une partie vers ses clients chinois ? La question n'est pas anecdotique, puisque le pays a produit 3,4 millions de barils de brut par jour en avril, d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Ce qui en fait le troisième acteur le plus important parmi les 12 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) – derrière l'Arabie saoudite (près de 9 millions de barils chaque jour) et l'Irak (4,2 millions). Selon le dernier classement disponible de l'Energy Institute, en 2023, la National Iranian Oil Company pesait pour près de 5 % de l'offre pétrolière à travers le monde.

Accusant l'Iran d'avoir financé les attaques du Hamas le 7 octobre 2023, mais aussi de vouloir se doter de l'arme nucléaire, le gouvernement israélien du premier ministre Benyamin Nétanyahou a désormais étendu ses frappes aériennes, entre autres cibles, à des installations pétrolières et gazières de la République islamique, samedi 14 juin. « Cette nouveauté montre qu'Israël veut s'attaquer à l'ensemble de l'Iran, donc pas seulement au programme nucléaire, mais également aux infrastructures économiques », synthétise le géographe Bernard Hourcade, directeur de recherche émérite au CNRS et grand connaisseur du territoire iranien.

L'armée de l'Etat hébreu a touché deux sites pétroliers aux alentours de Téhéran : le dépôt de Shahran, en proie à d'impressionnantes flammes, et le stockage de la raffinerie de Chahr-e Rey. « La situation

est parfaitement sous contrôle », a vite répondu le ministère iranien du pétrole, cité par l'agence de presse Shana.

Consommation intérieure visée

Sur la côte sud, les attaques ont visé le plus vaste complexe de production gazière au monde. L'armée iranienne a incendié une usine de traitement de gaz dans la ville portuaire de Kangan, poussant l'Iran à mettre en pause au moins l'une des plateformes marines de South Pars. Ce gisement se trouve en partie dans les eaux territoriales du Qatar, qui l'appelle North Field. Israël veut « élargir la guerre au-delà de l'Iran », selon les propos, rapportés par l'Agence France-Presse, du ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi. Non loin de là, toujours du côté iranien, une explosion a touché la raffinerie de Fajr Jam, spécialisée dans le gaz de pétrole liquéfié.

A ce stade, les attaques visent d'abord la consommation intérieure des Iraniens. Leur approvisionnement énergétique total est encore largement tributaire du gaz : à hauteur d'environ 72 % en 2022, selon l'AIE, y compris pour générer de l'électricité. En revanche, les offensives de ces derniers jours ont épargné l'île de Kharg, dans le golfe Persique, à environ 25 kilomètres des côtes.

C'est par ce terminal que transite l'essentiel des navires exportant le pétrole iranien. Soit environ la moitié de sa production, ces derniers temps. Et ce, grâce à une flotte « fantôme » contournant les sanctions décrétées par les Etats-Unis. En 2023, la majorité (89 %) de ces exportations en brut et en condensat est allée vers la Chine, le restant vers la Syrie, les Emirats arabes unis et le Venezuela, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie.

Difficile, en l'état, d'estimer l'effet des bombardements sur la production pétrolière ou gazière de l'Iran. « Je ne pense pas qu'ils lui porteront un coup majeur », relativise Jorge Leon, analyste pour le cabinet Rystad Energy.

Vendredi 13 juin, les cours du baril de brent de mer du Nord avaient déjà bondi de plus de 10 %, en réaction aux bombardements israéliens sur des sites nucléaires. La référence européenne du brut avait dépassé les 78 dollars (68 euros), avant de retomber quelque peu. Lundi, les cours grimpent à nouveau : + 1 % en tout début de journée, à près de 75 dollars.

Au contraire, un facteur aurait plutôt tendance à les tirer vers le bas. En avril, pour regagner des parts de marché, l'OPEP et ses alliés ont promis d'injecter 411 000 barils de plus dès le mois de mai. Avant d'en faire de même

en juin, puis en juillet. Ce surplus permettrait déjà de contrebalancer toute baisse hypothétique de la production iranienne. Autre effet baissier sur les cours, la guerre commerciale du président américain Donald Trump qui pèse sur la demande mondiale.

Reste un scénario catastrophe. Les prix pourraient franchement s'envoler si l'Iran barrait l'accès au détroit d'Ormuz, où circule d'ordinaire environ un cinquième de l'offre mondiale – chaque jour, près de 20 millions de barils. « Cela ne s'est jamais produit », tempère Jean-Pierre Favennec, professeur à l'université Paris-Dauphine dans le domaine de l'énergie, malgré des bateaux coulés durant la guerre avec l'Irak (1980-1988). Car l'Iran tient avant tout aux revenus de son industrie pétrolière, dont la nationalisation repose sur une décision de 1951. ■

ADRIEN PÉCOUT

Etats-Unis : arrestation de l'assassin présumé d'une élue démocrate

Le meurtre de Melissa Hortman, membre de la chambre des représentants du Minnesota, atteste de la recrudescence de la violence politique dans le pays

WASHINGTON - correspondant

A près quarante-huit heures de traque, le Minnesota respire et peut faire son deuil. L'étau policier s'est resserré autour de Vance Luther Boelter, dans la soirée du dimanche 15 juin. soupçonné d'avoir commis un assassinat politique contre Melissa Hortman, une élue locale démocrate, cet homme de 57 ans sans passé criminel, à l'engagement chrétien fervent et au parcours intrigant a été arrêté sans résistance, mais armé, à proximité de sa maison à Green Isle, dans un comté rural situé à environ une heure de Minneapolis. Une voiture lui appartenant avait été retrouvée dans la matinée non loin de là. Les crimes dont il est accusé sont d'une pré-méditation claire, posant une nouvelle fois la question de la sécurité des élus aux Etats-Unis, dans un contexte de polarisation incandescente.

Dans la nuit du 13 au 14 juin, vers 2 heures du matin, une patrouille de police avait répondu à un appel signalant une fusillade dans la banlieue de Champlin. Elle a découvert à leur domicile John Hoffman, sénateur démocrate au Sénat de l'Etat du Minnesota, et son épouse Yvette, gisant blessés. Atteints par neuf et huit balles, ils ont été hospitalisés, mais leur vie n'est pas en danger. Arrivée en renfort, une autre voiture de police a décidé, par acquit de conscience, de vérifier si la plus célèbre personnalité politique de cette banlieue, Melissa Hortman, était en sécurité. Ils arrivèrent trop tard, mais leur réflexe a sans doute permis de sauver d'autres vies et de perturber la trajectoire de l'assassin.

Melissa Hortman, 55 ans, fut la présidente démocrate de la Chambre des représentants du Minnesota entre 2019 et 2024. Elle vivait avec son mari à environ 15 kilomètres de la première attaque. Lorsque les policiers arrivèrent sur place, vers 3h30 du matin, ils découvrirent une voiture ressemblant à leur propre véhicule, garée devant l'entrée, avec ses feux d'alerte allumés. Un individu présentant l'apparence d'un policier sortait de la maison. Il ouvrit le feu, se retrancha à l'intérieur, puis parvint à s'enfuir à pied, selon les enquêteurs.

Melissa Hortman et son mari Mark avaient été tués. L'élue avait travaillé sans relâche en faveur d'une limitation de la circulation des armes, ainsi que de la cause environnementale et des droits des femmes. Elle avait promu un agenda progressiste remarqué au niveau national.

Plusieurs médias ont interrogé un homme en larmes, se présentant comme un ami du suspect, lisant devant la caméra un message de ce dernier, s'attendant à mourir, envoyé après les faits.

Dans la voiture devant le domicile de Melissa Hortman ont été

retrouvés plusieurs éléments matériels : une pile de petites feuilles marquées « No kings » (« pas de rois »), le slogan de la journée de mobilisation nationale contre Donald Trump le 14 juin ; un carnet qui recenserait des réflexions du suspect, et une liste d'environ 70 noms, constituant des cibles potentielles, dont des défenseurs du droit à l'avortement, des médecins, des employés du Planning familial, et des élus démocrates du Minnesota.

Multiplication des activités

Une gravité particulière est tombée sur les manifestants rassemblés samedi devant le Capitole de l'Etat, à Saint Paul. Malgré les appels des autorités à éviter ces mobilisations antigouvernementales, ils étaient des milliers au rendez-vous. La police craignait que le suspect ne prenne pour cible l'un de ces rassemblements. Une photo extraite d'une caméra de surveillance située à Minneapolis, diffusée par la police, le montre coiffé d'un chapeau de cowboy, attestant que Vance Luther Boelter était parvenu à quitter la banlieue de Brooklyn Park.

Chrétien fervent et proslyte, mais sans signe clair de bascule dans la radicalisation violente, Vance Boelter a multiplié les activités ces dernières années, travaillant jusqu'en février dans une entreprise de pompes funèbres. Sur le réseau LinkedIn, il se présente comme le patron d'une société appelée « Red Lion Group ». Il apparaît aussi comme directeur des patrouilles sur le site d'une société privée de sécurité dans le Minnesota, Praetorian Guard Security Services, dont la directrice serait son épouse. C'est ainsi qu'il aurait eu accès à une voiture semblable à celle des policiers.

Selon le site, l'homme aurait été impliqué dans des « situations de sécurité » dans le monde entier, et notamment au Liban sud, en Cisjordanie et à Gaza. Impossible de vérifier ces informations qui ne figurent pas sur sa page LinkedIn. En revanche, il est établi qu'il a été nommé par deux gouverneurs successifs au sein du Workforce Development Board, un conseil consultatif réunissant des personnalités de différents horizons pour améliorer le développement économique local. Le sénateur John Hoffman en faisait aussi partie.

Il y a un mois, Vance Boelter écrivait sur LinkedIn qu'il voulait « revenir dans l'industrie alimentaire américaine », après avoir conduit des projets en République démocratique du Congo, ces trois dernières années. Le Monde a identifié, sur le site d'un centre évangélique francophone congolais - La Borne Matadi - l'intervention en 2021, 2022 et 2023 du « pasteur » Vance Boelter devant les fidèles. Il prêchait avec ferveur, esquissant parfois des pas de danse. Avant cela, il avait été manager d'un magasin de la chaîne d'épicerie

**Vance Luther Boelter,
chrétien fervent
de 57 ans,
n'a pas de
passé criminel**

rie 7-Eleven, à Minneapolis. Au début des années 2000, il avait travaillé pour le Groupe Nestlé.

Très ému, peu avant minuit dimanche, le gouverneur Tim Walz, ancien colistier de Kamala Harris lors de l'élection présidentielle de 2024, a confirmé l'arrestation du suspect. « Ce ne peut pas être la norme », a-t-il dit à propos du crime. « Ce ne peut pas être la façon dont nous réglons nos différences politiques. » La violence politique a souvent jalonné l'histoire du pays, de l'assassinat d'Abraham Lincoln (14 avril 1865) à celui de John Fitzgerald Kennedy (22 novembre 1963), puis plus récemment, en 2011, avec l'attaque contre la représentante Gabrielle Giffords, dans l'Arizona.

En juin 2017, un homme hostile au président Trump avait ouvert le feu lors d'un match de baseball, à Alexandria (Virginie), auquel participaient des élus républicains. Au cours de la campagne présidentielle en 2024, Donald Trump a été victime de deux tentatives d'assassinat : un tireur lors d'un meeting à Butler (Pennsylvanie), en juillet, a touché frôlé l'oreille du candidat ; puis un autre homme, en septembre, dissimulé le long d'un parcours de golf à West Palm Beach, en Floride, attendant que le président s'approche à distance de tir.

Ces dernières années, la nouveauté tient à la fois à la multiplication de ces épisodes, le plus souvent dus à des hommes seuls et radicalisés, et à la difficulté à obtenir une condamnation bipartisane élémentaire, sans qu'un camp n'accuse l'autre.

L'assaut du 6 janvier 2021, donné par les partisans de Donald Trump contre le Capitole, est devenu un cas d'espèce. Malgré les dizaines de policiers blessés par les émeutiers, ces derniers ont été transformés en « prisonniers politiques » après leurs condamnations judiciaires, par le monde MAGA (Make America Great Again). Ils ont bénéficié d'une grâce présidentielle dès le retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

En octobre 2020, six hommes avaient été arrêtés pour avoir formé un projet d'enlèvement contre la gouverneure du Michigan, la démocrate Gretchen Whitmer. Récemment, Donald Trump a envisagé de leur accorder une grâce présidentielle, avant que la gouverneure ne l'appelle, pour tenter de l'en dissuader. En 2022, un homme de 42 ans, imprégné de théories complotistes, a pénétré dans la maison de la démocrate Nancy Pelosi à San Francisco. Il a attaqué au marteau l'époux de la speaker de la Chambre des représentants.

Plus récemment, le 13 avril, le gouverneur de Pennsylvanie, le démocrate Josh Shapiro, a dû évacuer sa résidence en flammes, à Harrisburg, avec sa femme et leurs quatre enfants. Un homme s'était introduit la nuit, pour déclencher l'incendie. ■

PIOTR SMOLAR



ESCP
BUSINESS SCHOOL

N°1 MONDIAL
pour la 3^e année consécutive



**MASTERS IN
FINANCE**
2025 RANKING

FINANCIAL
TIMES

**BRAVO ET MERCI À TOUTE
LA COMMUNAUTÉ ESCP !**



IT ALL STARTS HERE*

BERLIN | LONDON | MADRID | PARIS | TURIN | WARSAW

*Tout commence ici

Avant le G7 au Canada, Macron fait une halte au Groenland

Le président français a déclaré que le territoire autonome danois, convoité par les Etats-Unis, n'est « ni à vendre ni à prendre »

NUUK - envoyé spécial

Le Groenland n'est ni à vendre ni à prendre» : la petite foule rassemblée sur les quais de Nuuk applaudit la formule d'Emmanuel Macron pour défendre «l'intégrité territoriale» du territoire autonome danois convoité par Donald Trump. A l'issue de sa visite de quelques heures dans l'île, dimanche 15 juin, le chef de l'Etat tient une conférence de presse aux côtés de la cheffe du gouvernement danois, Mette Frederiksen, et du premier ministre groenlandais, Jens-Frederik Nielsen.

Quelques centaines de personnes entourent, dans le dos des journalistes, leurs trois pupitres installés sur le front de mer. «*Viva Macron*», crient des passants, sur cette jetée où le soleil vient de faire son apparition, la première de la journée. «*Vous n'êtes pas seuls*, leur lance le chef de l'Etat. La situation du Groenland est un signal d'alerte pour les Européens.»

L'ombre du président américain plane sur les lieux, lui qui menace de prendre le contrôle, de ce vaste désert de glace. «*Ce n'est pas comme cela que l'on doit se comporter entre alliés*», a lancé Emmanuel Macron dès sa descente d'avion tandis que ses hôtes le remerciaient d'avoir fait le déplacement. Le matin même, juste avant l'atterrissement de la délégation

française, un premier vol commercial direct entre New York et Nuuk est arrivé dans l'île, un symbole à l'heure où les Etats-Unis revendentiquent le territoire, sans que l'on sache vraiment si les menaces de Trump seront un jour prochain suivies d'effets.

Tout a d'ailleurs été fait pendant les quelques heures passées à Nuuk et dans ses environs pour se démarquer du président américain, non sans chercher à apaiser le feu qui couve entre Washington et Copenhague. A peine arrivé, Emmanuel Macron est accueilli à bord d'une frégate porte-hélicoptères de l'armée danoise, le *Niels Juel*, dépêchée quelques jours plus tôt par Copenhague. Afin de contrer l'un des arguments mis en avant par Donald Trump pour justifier une éventuelle annexion, le royaume cherche à montrer qu'il se mobilise pour assurer la sécurité de l'île, l'une des portes d'entrée vers l'Arctique que la Russie et la Chine convoitent.

A bord du *Niels Juel*, il est question de coopération sécuritaire. La France, dont deux navires sont venus croiser dans les eaux groenlandaises les jours précédents, propose d'organiser plus fréquemment des exercices militaires dans la région avec les Etats baltes, le Canada, voire les forces américaines. «*Nous voulons renforcer nos relations avec les Etats-Unis. Mais la coopération doit être*

ménée de manière respectueuse. Et nous devons réarmer l'Europe», assure Mette Frederiksen, autrefois parmi les dirigeants européens les plus atlantistes.

Renforcer l'ancrage dans l'UE

Un peu plus tard, le trio s'envole à bord d'un hélicoptère pour rejoindre un gigantesque glacier dont la fonte s'accélère à cause du réchauffement climatique. Une façon d'aborder une problématique chère aux Européens, mais ignorée par le président américain. Un moyen aussi pour le dirigeant français de parler de coopération dans les domaines scientifique et énergétique.

Il propose entre autres d'impliquer EDF dans des projets de barrages hydroélectriques. Au passage, il s'agit de renforcer l'ancrage du Groenland à l'Union européenne, en particulier dans le secteur des matières premières stratégiques. «*Les Européens seraient fous de ne pas protéger cette terre qui possède les ressources*

pour le monde de demain», dit Emmanuel Macron.

Dans ce bout du monde, la visite n'est qu'une étape sur le chemin du chef de l'Etat vers le sommet du G7 à Kananaskis, au Canada, qui s'annonce bien plus tendu. D'ailleurs, Mark Carney, l'hôte de la réunion, ne prévoit pas de déclaration commune en raison des multiples contentieux entre Donald Trump et ses homologues, qu'il s'agisse des droits de douane, de la transition énergétique ou des questions internationales.

Les dirigeants des sept principales économies et démocraties de la planète vont surtout tenter de trouver, sans aucune garantie de succès, un terrain d'entente sur les deux grands enjeux du moment : le conflit entre Israël et l'Iran, qui s'intensifie, et la guerre en Ukraine. Deux sujets encore plus dévastateurs pour les relations transatlantiques que les velléités américaines sur le Groenland.

Tandis que Donald Trump s'est dit «ouvert» à une éventuelle mé-



Emmanuel Macron et le premier ministre du Groenland, Jens-Frederik Nielsen, à Nuuk, le 15 juin. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

«La situation du Groenland est un signal d'alerte pour les Européens»

EMMANUEL MACRON

se doter de l'arme nucléaire. Sept ans après que Trump a dénoncé l'accord de Vienne signé en 2015.

L'Ukraine sera l'autre sujet de tensions entre les alliés du G7, à quelques jours du sommet de l'OTAN, alors que les négociations de paix espérées par le président américain sont au point mort, et que l'armée russe progresse sur le front. Jusqu'ici, le dirigeant républicain a refusé d'augmenter la pression sur le maître du Kremlin et renvoie dos à dos la Russie et l'Ukraine, l'agresseur et l'agressé.

Volodymyr Zelensky sera invité lors du sommet, mardi. «*La question est de savoir si le président Trump est prêt à mettre en avant des sanctions beaucoup plus fortes à l'égard de la Russie si elle refuse de répondre à la proposition*» de ces-ssez-le-feu en Ukraine, a affirmé Emmanuel Macron juste avant de s'envoler pour le Canada, où le sommet a débuté, dimanche soir, par un dîner diplomatique. On était déjà loin du Groenland. ■

PHILIPPE RICARD

Bangladesh : le procès par contumace de l'ancienne « bégum de fer »

Sheikh Hasina, l'ex-dirigeante du pays, qui vit en Inde, est jugée pour la répression des manifestations qui ont entraîné sa chute en août 2024

NEW DELHI - correspondance

Personne ne s'attend à ce que l'ancienne «bégum de fer» se présente devant le tribunal, en dépit de l'ordre de la cour. Le procès de l'ex-première

ministre déchue Sheikh Hasina, qui vit désormais en Inde, devait se poursuivre à Dacca, lundi 16 juin, en l'absence de l'intéressée. Les demandes répétées d'extradition de la part du Bangladesh sont jusque-là restées lettre

morte, contribuant à envenimer les relations entre Delhi et Dacca, autrefois proches. Sheikh Hasina a officiellement été inculpée de crime contre l'humanité le 1^{er} juin pour son rôle présumé dans la sanglante répression du mouvement étudiant de 2024 ayant précipité sa chute. Sous la pression de la rue et lâché par l'armée, Sheikh Hasina, qui tenait le pays d'une main de fer depuis 2009, a pris la fuite le 5 août 2024 et a trouvé refuge auprès du premier ministre indien, Narendra Modi. Un gouvernement intérimaire dirigé par le Prix Nobel de la paix 2006, Muhammad Yunus, chargé d'assurer une transition démocratique, a pris les commandes du pays.

Tribunal spécial

Les procureurs accusent l'ex-dirigeante d'avoir orchestré la répression des manifestations étudiantes au cours desquelles 1400 personnes sont mortes et 20000 autres ont été blessées. «*L'accusée a mobilisé toutes les forces de l'ordre et les membres armés de son parti pour écraser le soulèvement*», a estimé le procureur général, Mohammad Tajul Islam. Cinq chefs d'accusation ont été retenus contre elle, notamment «complément, incitation, facilitation, conspiration et incapacité à empêcher les meurtres de masse pendant le soulèvement de juillet». Ces char-

ges constituent des «*crimes contre l'humanité*», avait estimé le procureur général le 1^{er} juin. Si elle est jugée coupable, Sheikh Hasina risque la peine de mort ou la prison à vie. Les accusations visent également son ancien ministre de l'Intérieur, Asaduzzaman Khan Kamal, lui aussi en fuite, et l'ex-chef de la police bangladaise Abdullah Al-Mamun, qui est en prison.

Le soulèvement de juillet 2024 fut réprimé avec une brutalité rare. Beaucoup d'étudiants sont tombés sous les balles des forces de l'ordre, parfois tirées à bout portant et d'autres ont été mutilés. «*Tant de personnes ont été gravement blessées et sont mortes parce que Sheikh Hasina était trop arrogante, j'espère vraiment que la sentence sera exemplaire, il faut lui réservé le plus haut châtiment*», affirmait Mizanur Rahman Badal, 40 ans, rencontré au mois de novembre 2024 à l'Institut national d'ophtalmologie de Dacca, où il était hospitalisé depuis trois mois. Son corps avait été criblé de 28 balles en caoutchouc, dont cer-

taines l'avaient atteint au visage le rendant aveugle à 80 %. «*Sheikh Hasina doit revenir au Bangladesh pour faire face à la justice de notre pays*», appelaient ses vœux Robin Khan, étudiant de 22 ans, lui aussi blessé début août.

La «bégum de fer» sera jugée par contumace si nécessaire, mais son procès sera entièrement retransmis en direct à la télévision, une première au Bangladesh. «*Nous voulons que le processus soit le plus transparent possible, les victimes et les familles des victimes du soulèvement de juillet réclament ce procès*», indique Azad Majumder, l'un des porte-parole du gouvernement intérimaire. Les étudiants ayant participé au mouvement, dont certains ont rejoint l'équipe dirigeante de Muhammad Yunus, ont soif de justice.

Sheikh Hasina est jugée par un ancien tribunal spécial, l'International Crimes Tribunal (ICT), reconstitué spécialement pour cette occasion. L'ICT avait été instauré en 2009 par l'ex-première ministre elle-même pour enquêter sur les crimes commis durant la guerre d'indépendance contre le Pakistan en 1971. La dirigeante s'en était servie contre ses rivaux, principalement les membres du parti d'opposition Jamaat-e-Islami, et les procès avaient conduit à l'exécution de six hommes politiques de premier plan.

Le procureur a néanmoins assuré que le procès de l'ancienne première ministre serait impartial. «*Il ne s'agit pas d'un acte de vengeance, mais d'un attachement au principe selon lequel, dans un pays démocratique, il n'y a pas de place pour les crimes contre l'humanité*», a-t-il fait valoir. Deux autres affaires visant Sheikh Hasina sont aussi entre les mains de l'ICT, dont l'une sur les disparitions forcées et les assassinats extrajudiciaires commis durant ses quinze ans à la tête du pays.

En attendant la fin du procès de Sheikh Hasina et d'autres responsables, les activités de la Ligue Awami, son puissant parti soutenu par quelque 30 % de la population, ont été interdites. La décision, prise au mois de mai, avait été durement critiquée par l'ONG Human Rights Watch, qui l'avait qualifiée d'*«atteinte aux libertés fondamentales»*, estimant qu'elle rappelait «*la répression abusive du gouvernement précédent contre les opposants politiques*». Le gouvernement intérimaire assure qu'il s'agit de protéger les témoins dans le cadre du processus judiciaire et les leaders étudiants du soulèvement. Muhammad Yunus a laissé entendre que les prochaines élections législatives pourraient avoir lieu dès février 2026. ■

CAROLE DIETERICH

RETROUVEZ CHAQUE SOIR À 20H
LES MAGAZINES DE SOCIÉTÉ.

Le mardi 20h - 21h

**DE CAUSE
À EFFETS.**

Aurélie Luneau

Le magazine
de l'environnement

En partenariat avec

Le Monde

france
culture

© Radio France Ch. Amanpour L2



À L'ÉLECTRIQUE, FAITES 4KM POUR LE PRIX D'UN.

Rouler à l'électrique, c'est 4 fois
plus économique que rouler à l'essence*.



Jusqu'au 30 juin,

**une voiture
électrique à gagner**

pour tout nouveau contrat d'électricité en offre de marché.
Infos et conditions sur edf.fr/wattmobile

RCS PARIS 552 081 317

L'ÉLECTRICITÉ, ÇA NE FAIT QUE COMMENCER

*Source R&D EDF, mars 2025. Pour un plein avec recharge en heures creuses, hors recharge sur autoroute. Base : prix moyen du SP95 en 2024 : 1,80 €/L et consommation moyenne d'une citadine essence : 5,5L/100 km ; prix de l'électricité avec l'offre Vert Électrique Auto en heures creuses : 0,1345 €/kWh. edf.fr/mobilite-electrique
L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Le PS se déchire sur sa relation avec LFI

En congrès, Olivier Faure a échoué à réunifier le parti sur la stratégie à tenir pour les prochaines élections

NANCY - envoyée spéciale

Bis repetita. Trois ans après la Nouvelle Union populaire écologique et sociale en 2022, un an après le Nouveau Front populaire en 2024, la relation des socialistes à Jean-Luc Mélenchon et à La France insoumise (LFI) a, pendant trois jours, empoisonné le 81^e congrès du Parti socialiste (PS), qui s'est tenu du 13 au 15 juin à Nancy. Pour le plus grand bonheur du triple candidat à la présidentielle, devenu la vedette inattendue de cette «pâque» socialiste. «Vous ne pourriez pas vous disputer à propos d'autre sujet que LFI ou moi?», leur a lancé, goguenard, Jean-Luc Mélenchon sur X.

Dans son discours de dimanche, Olivier Faure, fraîchement réélu à la tête du PS, a mis en garde ses camarades, qui ont voulu faire de ce congrès «un référendum pour ou contre LFI». «Tant qu'ils auront pour unique obsession LFI, ils ne feront que témoigner de la domination psychologique que la gauche radicale exerce sur eux», a-t-il poursuivi devant les militants.

Le PS s'alliera-t-il ou non avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon? La question est apparue existentielle pour les uns, anecdotique pour les autres, à quelques mois des élections municipales en 2026, de la présidentielle en 2027 et peut-être même de législatives anticipées, en cas de dissolution de l'Assemblée nationale.

Dès vendredi 13 juin, les opposants d'Olivier Faure exigent de la part du premier secrétaire qu'il consigne cette rupture, oralement actée, noir sur blanc dans un texte commun. Voilà des semaines qu'ils lui reprochent une forme d'ambiguïté. «Quand je vois les déclarations de Mélenchon comparant Rima Hassan à Victor Hugo, je saute au plaisir», s'énerve le sénateur du Nord Patrick Kanner.

«Lassitude des camarades»

Le feu couve donc depuis vingt-quatre heures quand il éclate samedi après-midi dans l'auditorium nancéen. Vers 17 heures, le député de l'Essonne Jérôme Guedj raconte à la tribune sa «meurtrissure terrible» à l'égard de son ancien mentor, Jean-Luc Mélenchon, «l'homme» qu'il a «aimé profondément», mais qui est, selon lui, «devenu un salopard antisémite». «Ne vendons pas notre âme au nom de ces huées fanatiques», enfonce-t-il devant les militants. Ferveur dans la salle qui l'applaudit chaleureusement.

Depuis le 7 octobre 2024, Jean-Luc Mélenchon fait pleuvoir les attaques à l'encontre de son ancien disciple, qui lui avait reproché de ne pas avoir qualifié les attaques du Hamas de «terroriste».



Olivier Faure, lors du 81^e congrès du Parti socialiste, à Nancy, le 14 juin. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR «LE MONDE»

Les opposants du premier secrétaire exigent qu'il consigne la rupture avec les «insoumis» dans un texte commun

Mais jusque-là, l'élu de l'Essonne s'était gardé de verser dans l'insulte. Cette sortie non prémeditée, jure-t-il en marge des débats, galvanise l'un des orateurs suivants.

A son tour, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, entre en scène. En préambule, l'opposant d'Olivier Faure promet vouloir «l'apaisement» et le «rassemblement». Mais il enchaîne les critiques à l'égard du chef de file du parti, lui reprochant «les engagements» non tenus de ces dernières années, la «lassitude des camarades» et un «parti rabougrì». «Certains croient à la mécanique, moi je crois à la dynamique», proclame-t-il.

Une attaque directe à la stratégie présidentielle que souhaite mettre en œuvre Olivier Faure, à travers une candidature commune de la gauche, résumée par la formule «de Glucksmann à Ruffin». Le chef de l'opposition, lui, rejette l'idée d'une primaire ou de tout autre processus de désignation dans un spectre aussi large, et privilégie une candidature sociale-démocrate autour de laquelle viendrait s'agréger le reste de la gauche dans le cadre d'un contrat de législature par exemple.

Devant une salle chauffée à blanc, l'édile décoche sa dernière flèche, en demandant solennellement à Olivier Faure de «dire et écrire et affirmer unanimement qu'il n'y aura pas, sous aucun prétexte, ni au plan national ni local, même en cas de dissolution, d'alliance avec LFI». Au premier rang, le premier secrétaire et ses proches sont tétanisés par l'ardeur de l'opposant. Une grande partie du public se lève, applaudit à tout rompre, couvrant les quelques sifflements de protestations.

À la sortie, le député du Calvados Arthur Delaporte, proche du premier secrétaire, se demande pourquoi l'édile de Rouen a balancé

«un jerrican d'essence», alors que des discussions avaient débuté quelques heures plus tôt autour d'un accord de gouvernance commun et d'une «adresse aux Français» entre les trois sensibilités du parti. Autre proche de la direction, le directeur du think tank Matières grises, Luc Broussy, soupçonne l'ex-sénateur de Paris David Assouline d'avoir orchestré, en ancien trotskiste, la mise en scène.

Certains militants sont circonspects. Jeannot, du Rhône, en veut à Nicolas Mayer-Rossignol d'avoir «bordelisé» le parti. Un collègue du Gard, partisan du maire de Rouen, qui n'a pas voulu donner son nom, prédit une scission comme au congrès de Tours, en référence à ce rendez-vous de 1920 qui aboutit au divorce entre socialistes et communistes. Clovis Cassan, maire des Ulis (Essonne), s'en prend à Jérôme Guedj: «C'est scandaleux ta stratégie», lui reproche-t-il. L'élu suspecte l'édile de vouloir nouer une alliance de premier tour avec les «insoumis».

Dans la foulée, la réunion qui doit se tenir entre les différents courants est ajournée. «Envoyez vos amendements», suggère l'eurodéputé Pierre Jouvet, bras

droit d'Olivier Faure, à la cheffe de la fédération PS de Paris Lamia El Aaraje et à David Assouline, qui pensaient poursuivre les discussions. Quelques heures plus tard, une requête arrive chez les fauristes. Ils veulent ajouter au texte de gouvernance l'engagement qu'il n'y ait «plus d'accord national et programmatique aux législatives pour gouverner ensemble avec La France insoumise». Vers 23 heures, Olivier Faure décroche son téléphone et appelle – pour la première fois depuis le début du congrès – Nicolas Mayer-Rossignol. Le ton est cordial, mais la réponse du premier secrétaire est ferme.

«Il a refusé cet amendement car, selon lui, il ne faut pas qu'on sorte de l'ambiguïté stratégique vis-à-vis de LFI», relate l'édile de Rouen.

Ambiance électrique

Dimanche, Olivier Faure précise qu'il n'y aura pas «d'accord national» aux élections municipales avec LFI, et une candidature à la présidentielle «de Ruffin à Glucksmann» ou de «Clémentine Autain à Marine Tondelier», mais il se garde de mentionner les législatives. Au contraire, il laisse la porte ouverte à ses anciens partenaires. «Aucun d'entre nous

n'acceptera de placer sur un plan d'égalité la gauche radicale et l'extrême droite», affirme-t-il, après avoir rappelé qu'aux dernières législatives en juillet 2024, le Nouveau Front populaire avait empêché que le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, devienne premier ministre. «L'extrême droite peut gagner dans 577 circonscriptions. Le front républicain peut se construire en dehors de LFI», rétorque le sénateur Patrick Kanner.

Sur les municipales non plus, M. Faure ne veut se priver d'aucune option. Ses opposants engrangent de voix LFI être déjà parti à l'assaut de plusieurs mairies socialistes, comme Montpellier, Val-de-Reuil (Eure) ou Lille. Pour les proches du chef de file socialiste, la mise sous tension du congrès par l'édile de Rouen et son courant traité, en réalité, les divisions internes à son courant, entre ceux qui caressaient l'idée d'entrer dans la direction, et d'autres qui préfèrent rester dans l'opposition.

En attendant, le leader du PS compte sur Boris Vallaud et ses proches, dont le courant pèse 17 % du conseil national, le «parlement» du parti, pour gouverner tranquillement. Un accord de gouvernance a bien été scellé avec le député des Landes, a fait valoir M. Faure, dimanche. Le président du groupe à l'Assemblée nationale, qui avait fait de «l'unité»

le fil rouge de sa candidature à la tête du parti, a touché du doigt la difficulté de réconcilier des pôles politiquement opposés. Dans un communiqué rageur, Boris Vallaud a toutefois réduit ces querelles à des «débats byzantins» et appelé à faire émerger «des cadres de travail communs».

C'est dans cette ambiance électrique que va s'ouvrir un travail idéologique commun en vue de la construction d'un projet pour la présidentielle 2027. Dimanche, Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol se sont toutefois embrassés et ont posé sur la photo de famille. Une façon de dire qu'en famille on se chamailler et on se rabibocher. ■

SANDRINE CASSINI

Sur les retraites, la question de la censure divise le groupe socialiste

LE PARTI SOCIALISTE vient d'achever son congrès à Nancy, dimanche 15 juin, après s'être divisé tout le week-end sur ses relations avec La France insoumise. Alors qu'Olivier Faure vient d'être réélu à la tête du parti, l'ombre d'une nouvelle scission plane déjà. Censurer ou ne pas censurer le premier ministre, François Bayrou? C'est la question que se posent les troupes socialistes, deux jours avant la fin du «conclave» sur les retraites, mardi 17 juin, présenté comme une «concession» faite aux députés socialistes, les seuls à gauche à ne pas avoir voté la censure, le 3 février, sur le budget 2025. «Nous ne sommes pas l'assurance-vie de François Bayrou», mettait en garde Olivier Faure, le 8 juin, dans *La Tribune Dimanche*.

«La censure reste très sérieusement sur la table, surtout si le premier ministre décide de ne pas revenir au Parlement. [La

retraite à] 62 ans, cela reste l'objectif et l'horizon des socialistes. Ce n'est pas un «conclave» aussi large qu'on aurait aimé. Aujourd'hui, l'attente, c'est l'abrogation de la réforme des retraites», confirme le député du Calvados Arthur Delaporte, proche d'Olivier Faure, lors du congrès.

L'accord du Nouveau Front populaire, signé entre le Parti socialiste (PS) et les autres partis de gauche en 2024, prévoyait d'abroger la réforme pour «réaffirmer l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans». L'idée d'une réunion sur les retraites est alors proposée, le 14 janvier, dans le discours de politique générale du premier ministre. François Bayrou cherche ainsi à éviter la censure de son jeune gouvernement en faisant une concession au PS.

Avant la fin du groupe de travail sur les retraites, le premier ministre a affiché un

certain optimisme sur les chances d'accord entre partenaires sociaux. Mais les numéros un de la CFDT et du Medef continuent d'afficher leurs lignes rouges, notamment sur la péénibilité. «Je pense que la possibilité existe de trouver un accord dynamique, car ce qui est en gestation, c'est le retour de la démocratie sociale», a positivé M. Bayrou selon des propos rapportés par *La Tribune Dimanche*.

«Nous ne sommes pas un syndicat»
Comment faire si la CFDT s'entend avec le Medef sans revenir sur la mesure d'âge? Le député socialiste d'Indre-et-Loire Laurent Baumel, fauriste, prédit que le groupe sera séparé en deux: il y aurait ceux qui considèrent qu'il faut suivre le syndicat réformiste parce que «le PS est la branche politique de la CFDT, et tant pis pour la mesure d'âge»; et d'autres, dont il

fait partie, qui diront qu'«il n'y a pas eu une réforme sociale que celle-là, voulue par des gens qui vont très bien et qui imposent à des ouvriers et des salariés de bosser deux ou quatre ans plus».

«La CFDT peut accepter beaucoup de choses, mais nous ne sommes pas un syndicat, mais un parti politique», ajoute M. Baumel, donc légitime pour amender un texte au Parlement. «La mesure d'âge est emblématique car il y a une majorité contre cette réforme», continue-t-il. La discussion devrait se tenir, mardi, en réunion de groupe. Encore faut-il que le gouvernement laisse aux députés la possibilité d'amender cet éventuel texte issu de l'accord. Matignon affirme «qu'à ce stade aucune mesure n'est actée» et que «les arbitrages seront rendus par le premier ministre et présentés mi-juillet». ■

MALIKA CHEKLAL

Un camping-car pour pallier le retrait de l'Etat

Dans le Var, la permanence de France Services tente d'aider les habitants dans leurs démarches administratives

REPORTAGE

CARNOULES, GONFARON, LE LUC (VAR) - envoyée spéciale

Le camping-car est posté sous les platanes, non loin du monument aux morts. Une table de camping et deux chaises ont été sorties. Le camping-car France Services, géré par la Mutualité sociale agricole (MSA), tient sa permanence sur la grande place de Gonfaron (Var), en cet après-midi de début juin. Un guichet unique mobile tenu par deux agents d'accueil, remplaçant pas moins de onze administrations dont les sigles ornent la porte du véhicule : Caisse d'allocations familiales, Assurance retraite, France Travail, finances publiques, ministère de l'intérieur, ministère de la justice, Assurance-maladie... Al'intérieur, à la place des couchettes, deux tablettes pour ordinateur portable. Sous des photos de paysages façon carte postale, une affiche contre les violences conjugales et un violentomètre, cette règle graduée permettant de repérer les signes d'une relation violente.

Dix minutes se sont à peine écoulées depuis l'installation du camion qu'un homme en treillis fleuri monte à bord, une chemise plastique sous le bras. Albert, 55 ans, viticulteur exploitant (les personnes dont le seul prénom est mentionné n'ont pas souhaité donner leur nom de famille) s'inquiète d'une cotisation sociale payée qui n'apparaît pas sur son compte Urssaf. « Il faut aussi que je fasse une déclaration de situation pour les prestations familiales mais je ne sais pas quoi mettre », explique-t-il en sortant une liasse de papiers. L'agent s'enquiert de la situation de sa femme, employée comme saisonnière pour l'ébourgeonnage des vignes : « Vous l'avez déclarée ? Il faut une photocopie du livret de famille. » Albert téléphone à sa femme pour qu'elle lui envoie une photo quand entre un homme massif accompagné de sa fillette en trottinette.

Naouel est un habitué, facilement perdu devant son ordinateur : « J'ai reçu un message par mail de l'Assurance-maladie et je ne sais pas ce que c'est. J'ai tout envoyé pourtant... » « Cela indique que votre dossier est en cours de traitement, ne vous inquiétez pas », lui répond Gabriel Peschaud, employé de la MSA. En aparté, l'agent explique que Naouel vient dès qu'un courrier électronique lui est envoyé par une administration : « Il est un peu perdu, comme beaucoup de ceux qui viennent nous voir, il a peur de se tromper. »

Une fois tous les quinze jours, Gabriel Peschaud et son collègue passent la journée à Gonfaron pour venir en aide à ces naufragés du numérique. Courrier de l'Assurance-maladie, dossier de retraite, déclaration d'impôt, demande de passeport ou formulaire de revenu de solidarité active (RSA) à remplir, les sollicitations sont aussi variées que les administrations représentées. Dans ce pays de vignes et de villages aux couleurs du Sud, la population est modeste, âgée et peu formée. Plusieurs bourgs du massif des Maures ont connu des fermetures d'administrations – ici un bureau de poste, là un centre des impôts –, et la génér-

Pour de nombreux usagers, se connecter avec un mot de passe, recevoir un SMS de confirmation est compliqué

ralisation des démarches numérisées a éloigné encore les usagers des services publics. En 2021, la Caisse d'allocations familiales et la préfecture ont décidé de mettre en place une antenne ambulante de France Services – lieu d'aide aux démarches administratives – pour tenter d'y remédier.

Pour repérer les territoires les plus fragiles, une carte de « défavorisation locale » a été établie. Avec un taux de chômage moyen de 14 %, une population âgée (37 % ont plus de 60 ans) et à 31 % sans diplôme, les besoins ont vite été identifiés. « Sur les huit communes sélectionnées, on a un problème de mobilité évident : beaucoup d'usagers n'ont pas de voiture ou ne peuvent conduire. Avec la fracture numérique aggravée par la numérisation, l'accès aux droits est devenu un enjeu », explique Lucille Brigando, responsable de la relation de service de la MSA.

Se rendre à Toulon pour régler en direct un problème qu'on n'a pas su traiter sur son ordinateur, à quarante minutes en voiture ou deux heures en transports en commun, demeure une expédition. Pour de nombreux usagers, se connecter avec un mot de passe, recevoir un SMS de confirmation pour ensuite naviguer sur des formulaires en ligne en est une autre. Le public, qui est de plus en plus nombreux à attendre le camping-car une fois tous les quinze jours, en atteste : en 2024, les agents d'accueil itinérants ont traité 3434 demandes, soit plus de dix-huit personnes reçues par jour.

« On se sent utile »

Ce 5 juin, c'est une nouvelle équipe qui amène le camion à Carnoules. Sur la petite esplanade devant la modeste salle des fêtes, Eliane Denise, 82 ans, patiente avec son cabas en tissu. Elle ne comprend pas pourquoi son compte Ameli a été désactivé. « Je voulais signaler le décès de mon mari il y a un mois... », raconte-t-elle, une fois assise à l'intérieur. Laurence Audemar, salariée de la MSA, lui demande si elle a un téléphone portable : « Non, c'est mon fils qui est à Paris qui me donne un coup de main. » « On va l'appeler », la rassure l'agente. La retraitée souffle : « Heureusement qu'elles sont là. Avant, je n'avais nulle part où aller pour me faire aider. »

Une silhouette, pantalon en jean clair et gilet assorti, se glisse dans le camping-car. Yolaine vient s'enquérir de son dossier d'allocation de solidarité. « Cela fait depuis juillet que j'envoie des papiers, et ils m'en réclament toujours un nouveau », retrace-t-elle de sa voix cassée. La fonctionnaire lui fait remarquer qu'elle a reçu le relevé de son organisme de retraite, et lui dit qu'il faut l'enregistrer en laissant la fenêtre du site ouverte.

Devant son air désemparé, l'agente lui prend son téléphone pour réaliser l'opération et lui explique qu'il faut attendre quatre à cinq mois avant que l'allocation soit versée. « Mais comment je vais faire ? Je ne touche qu'une retraite de 199 euros par mois. Et je ne peux pas travailler car je n'ai pas assez de sous pour réparer ma voiture », lâche-t-elle en détarrant son parcours heurté : secrétaire immobilière, esthéticienne, commerciale, cuisinière, ouvrière agricole... Laurence Audemar la regarde s'éloigner : « Dans ces villages, il y a beaucoup de précarité et de gens seuls. Les assistantes sociales sont débordées et nous les renvoient. »

Sa collègue, Amanda Icarts, acquiesce : « Ici, on traite de situations compliquées à démêler et on a plus de temps qu'en agence. Les gens sont tellement contents de voir quelqu'un qu'ils sont plus indulgents. On se sent utile », souligne la trentenaire. Le public entre et sort, un à un, tout au long de la journée. Un ouvrier agricole ma-

ghrébin, venu avec son fils pour mieux se faire comprendre, une artiste céramiste installée en autoentrepreneuse qui ne sait pas remplir sa déclaration d'impôts, un couple de fonctionnaires techniques de l'éducation nationale à qui il manque des trimestres... Si les deux agentes d'accueil se disent plutôt contentes d'être détachées sur la permanence ambulante deux fois par semaine – ils sont huit à tourner –, elles constatent un désert public qui s'étend sur leur territoire : « Le bus est une alternative au manque. S'ils l'ont mis en place, c'est parce que l'Etat désengage de partout. »

Vendredi, jour de marché au Luc. C'est normalement dans cette petite ville de 11 000 habitants que la permanence reçoit le plus de monde. « Ce bus, c'est notre couteau suisse. On en a un vrai besoin car le retrait des services publics est douloureux pour les plus fragiles et l'Etat se repose de plus en plus sur les collectivités lo-

« Dans ces villages, il y a beaucoup de précarité et de gens seuls. Les assistantes sociales sont débordées »

LAURENCE AUDEMAR
salariée de la MSA

cales », note Dominique Lain, maire (Les Républicains) de la commune. « Cela s'ajoute au sentiment de perte de repères que ressentent les gens, surtout les retraités », ajoute l'élu.

La frustration et l'impression de relégation revient en effet souvent dans les témoignages. Parmi les usagers du camping-car, un air lancinant de « c'était mieux

avant » qui trouve un écho dans le discours, omniprésent ici, du Rassemblement national (RN). Le Var est une de ses terres d'élection, où il a fait carton plein lors des législatives de juin 2024 : sept des huit sièges de député ont été remportés par l'extrême droite. « On sent le poids du RN ici, avec son discours binaire sur le délitement de la société française », admet le maire du Luc, qui se dit « pas très serein » pour les élections municipales de 2026. Le député RN du coin, Philippe Lottiaux, a entendu parler du camping-car mais le considère comme un « pis-aller » : « Cela ne remplacera pas les services qu'on a laissé partir. »

« Société de merde »

Dans le camping-car France Services, Sabine, 70 ans, équipée d'un appareil à oxygène, s'est installée. Elle a besoin de faire un changement d'adresse pour son dossier de handicap. « Cette permanence rend service, mais avant, on avait

des petits bureaux où se renseigner. Maintenant ils centralisent et ferment tout, c'est la débandade ! On vit dans une société de merde ! », lance la septuagénaire. « Je suis pas raciste mais faut pas parler français pour se faire aider », ajoute celle qui vient juste d'être reçue. Derrière, une dame blonde, gérante d'une société de terrassement, glisse : « Il y a moins de monde aujourd'hui, c'est l'Aïd. Ils vont faire cuire leur machin... » En face, l'agente ne relève pas, comme immunisée.

A l'entrée du camion, un Marocain de 54 ans patiente en silence dans sa chemise blanche. Il explique être venu car ses enfants encore au pays n'ont pas reçu les prestations familiales. « Vous n'avez pas assez travaillé les derniers mois monsieur... », lui souffle doucement l'employé. Le travailleur immigré lui demande d'une petite voix : « Ecris-le-moi, s'il te plaît. » ■

SYLVIA ZAPPI

Congé payé en prime.

Amazon offre à tous les nouveaux parents un mois supplémentaire de congés payés.



amazon

25 ans que vous cliquez à la bonne porte.

Sous conditions d'éligibilité.

La loi « simplification », un texte « fourre-tout »

Les députés macronistes jugent le projet de loi si dénaturé qu'ils ont décidé de voter contre, mardi

Rien n'est simple, décidément, en matière de simplification. Après plus d'un an et demi de consultations, de tractations, de préparation, de débats parlementaires entamés, abandonnés puis repris dans la douleur, le projet de loi de simplification de la vie économique a enfin été entièrement examiné par l'Assemblée nationale, vendredi 13 juin. Il avait déjà été adopté au Sénat en octobre 2024.

Impossible, pourtant, de savoir ce qui sortira de ce long tunnel. Un texte facilitant la vie des entreprises, selon l'objectif initial? Une arme antiécologique de gros calibre, comme s'en inquiète la gauche? Rien du tout? Les députés macronistes jugent le texte si dénaturé par des mois de bataille politique qu'ils ont décidé, dimanche 15 juin, de voter contre lors du vote solennel prévu mardi. Ils sont pourtant censés soutenir ce projet conçu initialement par l'ancien ministre de l'économie Bruno Le Maire, puis repris par les gouvernements de Michel Barnier et François Bayrou.

Compte tenu du poids des macronistes à l'Assemblée nationale et de l'hostilité déjà déclarée de la gauche, le projet de loi a toutes les chances d'être rejeté. Il ne sera pas forcément abandonné pour autant. Le texte pourra encore être sauvé en commission mixte paritaire - réunion à huis clos durant laquelle députés et sénateurs tenteront d'aboutir à une mouture commune - , mais sans doute seulement en septembre, du moins si rien ne se passe d'ici là.

Multitude d'idées

«Tout le monde est d'accord: le texte n'a plus rien à voir avec la version d'origine», rapporte un participant à la réunion des macronistes. Entre le saucissonnage des débats, et les nombreux amendements, la loi a perdu l'ambition qui était la nôtre au départ, et aboutit sur certains points à des régressions.» Pour de nombreux élus, il n'était pas question, en particulier, d'accepter la suppression des zones à faibles émissions (ZFE) obtenue par la droite et l'extrême droite avec certaines voix du

Le texte désormais sur la table remet en cause toute une série de mesures écologiques

«bloc central» et de La France insoumise. Le président de la République lui-même s'en est inquiété: «On ne peut pas revenir en arrière et détricoter ça», a-t-il lâché, lors d'un déplacement à Douai (Nord), mardi 10 juin.

De fait, le fruit issu des débats parlementaires manque cruellement de cohérence. Au départ, le projet visait à faciliter la vie des chefs d'entreprise et à «déverrouiller l'économie». Les macronistes au pouvoir voulaient alléger certaines procédures administratives, supprimer des formulaires, réduire le nombre de lignes sur les bulletins de paie, améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) aux marchés publics. Ou encore vérifier, avant l'adoption de toute loi, que celle-ci est bien applicable aux PME. Une sorte de «loi Macron 2», après celle de 2015.

Mais, au fil des discussions et des changements de gouvernement, le texte a été remanié en profondeur, un peu comme un couteau dont on renouvelle successivement la lame et le manche. La simplification du bulletin de paie? Oubliée. Le «test PME», présenté un temps comme la «pierre angulaire» de la loi? Abandonné, ou presque. A l'inverse, députés et sénateurs ont peu à peu injecté dans le projet une multitude d'idées, notamment pour supprimer des comités et commissions jugés inutiles et coûteux. Le texte comportait à l'origine 28 articles. Nombre d'entre eux ont été rayés. Et 77 autres ont été examinés.

Pendant ces mois de débats, il a donc été question de sobriété normative et de sobriété foncière, de droit des assurances, des antennes-relais et des éoliennes, des data centers et des crapauds, des «limites planétaires», des



Lors de l'examen du projet de loi de simplification de la vie économique, à l'Assemblée nationale, le 13 juin. AMAURY CORNU/HANS LUCAS

Architectes des bâtiments de France, de l'installation de bistrots dans les communes de moins de 3500 habitants, de la considération due au métier d'archéologue, ou encore de la possibilité de participer en visioconférence aux assemblées générales des coopératives agricoles...

Ce n'est pas sérieux

«C'est un fourre-tout, plus personne n'y comprend rien», a résumé la députée (La France insoumise, LFI) de Haute-Garonne Anne Stambach-Terrenoir, vendredi, à la réouverture de la séance. «Franchelement, ce n'est pas sérieux», a appuyé le député (Parti socialiste) de Seine-Maritime Gérard Leseul: «Madame la ministre [Amélie de Montchalin], retirez ce texte!» Sans succès. Le débat adoncrepris,

dans un Hémicycle presque vide. A peine 5 % à 8 % des députés étaient présents vendredi, signe de leur désintérêt pour ce texte que personne ne semble plus endosser complètement.

En l'état, il est surtout marqué par deux types de mesures. D'une part, la suppression d'une vingtaine d'agences de l'Etat et d'instances consultatives, comme l'Agence de financement des infrastructures de transports de France, l'Observatoire national de la politique de la ville, le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique, l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers ou encore le Comité national d'expertise de l'innovation pédagogique. Certains auraient voulu aller bien plus loin. Vendredi, le Rassemble-

ment national (RN) a encore proposé de supprimer la Haute Autorité de santé, un amendement rejeté en séance. La loi désormais sur la table remet, d'autre part, en cause toute une série de mesures écologiques. Les ZFE, mais aussi le dispositif zéro artificialisation nette, destiné à lutter contre la bétonisation des sols. Il est tant réformé qu'il se trouve «vidé complètement de sa substance, et j'en suis ravi», s'est réjoui le député RN du Gard Pierre Meurin. D'autres articles facilitent le déploiement de projets industriels et de data centers énergivores.

Vendredi, l'écologie a été au cœur de combats du même type. La droite a défendu des amendements travaillés avec la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. La gauche a ri-

posté en s'appuyant sur les travaux du Muséum national d'histoire naturelle. Elle n'a pas réussi pour autant à bloquer le vote d'un article allégeant les compensations environnementales prévues dans le cadre de projets d'aménagement: le texte permet de ne plus réaliser ces compensations dès le début des travaux.

Un grand péril pour la biodiversité, selon les défenseurs de l'environnement. Un «faucon pèlerin» dont l'habitat est détruit par des travaux, «est-ce qu'on le met au ministère de la transition écologique, en attendant de lui trouver un terrain de compensation correct?», a demandé à plusieurs reprises la députée (LFI) de Haute-Vienne Manon Meunier. Sans obtenir de réponse. ■

DENIS COSNARD

Maxime Amblard, porte-parole du lobby du nucléaire à l'Assemblée

Le député du RN, ex-ingénieur chez Framatome, croit en une relance très rapide du nucléaire, quitte à bousculer l'industrie

En juillet 2024, la CFDT de Framatome, l'équipementier pour réacteurs nucléaires, a perdu l'un de ses jeunes représentants du personnel: il a été élu à l'Assemblée nationale et siège à l'extrême droite. Exclu du syndicat réformiste, Maxime Amblard a renfilé sa veste de porte-parole, cette fois pour défendre avec acharnement l'énergie nucléaire. Le député de la Meuse devait être à l'œuvre lundi 16 juin, lors de l'examen de la proposition de loi sur la programmation énergétique.

Style soigné, fines lunettes rondes, croix de Lorraine épingle au veston malgré les racines antigaulistes de son parti, le jeune homme de 28 ans détonne sur les bancs du Rassemblement national (RN). Pas seulement parce qu'il est passé par des phases d'écoanxiété - le réchauffement climatique, s'il n'est plus officiellement contesté par le RN, y est considéré comme une menace très relative - ou qu'il juge urgent de sortir des énergies fossiles, à rebours des votes de son parti, tous orientés contre la transition énergétique. Mais aussi par son expertise: «Le RN a une tradition de juristes et de fonctionnaires,

un peu d'entrepreneurs, mais pas d'ingénieurs. Des scientifiques, cela manquait cruellement, relève Jean-Philippe Tanguy, président délégué du groupe à l'Assemblée nationale. Il est volontariste, il voit les solutions, et porte un discours écologique réaliste, qui n'est pas la décroissance mais impose de contraindre le marché, de faire des efforts, de planifier.»

C'est lui qui a soumis son nom à la commission d'investiture du parti dans les heures suivant la dissolution du 9 juin 2024, afin d'avoir à ses côtés un œil «plus technique». Dans les cercles souverainistes et pronucléaires, parfois entremêlés, Maxime Amblard a acquis une petite notoriété après la parution d'un livre (*Abondance et pénurie, Perspectives libres, 2022*) préfacé par un ancien conseiller économique de Marine Le Pen. L'ouvrage, aride et précis, vise à définir le mix énergétique idéal pour la France en combinant des critères de souveraineté, d'efficacité et de limitation des impacts environnementaux. Il promeut le nucléaire et l'énergie hydraulique au détriment du photovoltaïque, de l'éolien et, surtout, des énergies fossiles.

La perspective de mener un «nouveau plan Messmer» convainc l'ingénieur de quitter Framatome, provisoirement au moins - il est en disponibilité. Elevé en Dordogne, étudiant à Grenoble et salarié des bureaux parisiens de Framatome, Maxime Amblard est parachuté dans une circonscription de la Meuse, celle de Bure, un symbole pour l'industrie: c'est là que se développe le projet d'enfouissement des déchets nucléaires à vie longue, dénoncé par les organisations environnementales pour sa dangerosité.

Sur la ligne de la vieille garde
Du RN, dont il est électeur depuis 2019 - il ne veut pas confier ses choix précédents -, le néodéputé a la radicalité des propositions. Ses objectifs de développement du nucléaire sont très optimistes, plus rapides que ce que la filière est en mesure d'absorber, d'après ses propres dirigeants. «Ce n'est pas parce qu'elle ne veut pas le faire que ce n'est pas possible, accuse Maxime Amblard. Vous demandez à une filière de se relever les manches et de faire encore plus d'efforts, donc elle préfère dire que c'est trop difficile. Moi, j'en viens,

Le souverainiste a provoqué des haut-le-cœur en suggérant de faire appel à des fabricants de réacteurs américains ou sud-coréens

et je sais qu'il y a de grosses marges de manœuvre pour construire des réacteurs plus vite, à la fois sur les contraintes de sûreté et du côté de la construction. Le souci n'est pas la technologie, mais notre capacité à mener de grands projets industriels.»

Des propos qui pourraient heurter EDF, après que Maxime Amblard a provoqué des hauts-cœurs au sein de la filière française du nucléaire en suggérant, lors d'une conférence le 22 mai, de faire appel aux fabricants américains ou sud-coréens pour «déployer dix réacteurs le plus vite possible, donc elle préfère dire que c'est trop difficile. Moi, j'en viens,

à la montre». Une position aux antipodes de son identité souverainiste, simple «provocation» selon Jean-Philippe Tanguy, sur laquelle il rétorque: «EDF serait la priorité pour fabriquer des réacteurs d'ici à 2034. La coopération internationale est un plan C.»

Lors de cette conférence devant le lobby de l'électricité Equilibre des énergies (EDEN), largement pronucléaire, le jeune député avait frappé l'auditoire autant par son aisance que par son dédain de l'éolien et du photovoltaïque, qu'il juge trop coûteux et dont il souligne surtout les effets pervers. «Il est sur la ligne de la vieille garde nucléaire française, qui considère qu'une fois qu'on a déjà décarboné grâce au nucléaire, nul besoin de subventionner des renouvelables qui doublent la capacité de production électrique, observe le président d'EDEN, Brice Lalonde, ancien ministre écologiste de l'environnement, devenu un fervent défenseur de l'atome. Il est très, voire trop confiant dans le nucléaire, et néglige le côté dynamique de la politique de l'énergie, puisqu'on va électrifier les usages. Il faudra d'autres sources.»

Avant d'entrer à l'Assemblée, Maxime Amblard, qui s'est éduqué à la politique énergétique en écoutant des auteurs comme le théoricien de l'effondrement Pablo Servigne ou l'ingénieur Jean-Marc Jancovici, prônait une «baisse de la satisfaction de nos besoins et donc du niveau de vie de chacun, dans le seul but de se pré-munir d'un avenir chaotique», la nationalisation de toutes les «entreprises stratégiques» du secteur ainsi qu'une «fiscalité sur l'énergie plus équitable et morale», afin d'aller vers une déconsommation des énergies fossiles. Trois ans plus tard, il prône, avec le RN, un ralentissement de la transition vers les véhicules électriques - au profit de l'hybride -, l'autorisation de prospection d'hydrocarbures dans les sols français, ou la baisse de la fiscalité sur l'essence ou le chauffage au fioul.

Entre-temps, il dit avoir «engrangé suffisamment d'informations pour [se] rendre compte qu'un chemin existait pour rester une économie industrielle qui satisfait bien nos besoins, tout en étant décarbonnée». Il a aussi rencontré ses électeurs. ■

CLÉMENT GUILLOU

Le fils suicidé, le père assassiné et le meurtrier tourmenté

Le procès d'un jeune homme qui a tué, en 2019, le père d'un ami, devait s'ouvrir lundi 16 juin

Al'origine, ces étudiants du Sud-Ouest avaient créé ce groupe Instagram pour organiser des soirées poker, lequel était rapidement devenu un de ces conversations de potes où l'on s'envoie des blagues d'Internet, des commentaires sur les séries télévisées et les derniers résultats du foot. Parmi les cinq membres, Samuel Matias Batista parlait plus que les autres. Il envoyait des « pavés » sur sa vision du monde, seul chômeur fumeur de joints au milieu de ses copains qui, eux, travaillaient, faisaient leur vie et avaient des petites amies. Le 10 février 2022, il écrit : « Je me suis jamais senti aussi léger de ma vie que quand j'ai vu la sienne quitter ses yeux. (...) On ne peut pas pousser mon pote à la mort sans que je le venge. »

En face, Benjamin, Corentin, Maxime et Arthur, les destinataires du message, paniquent : « T'es potentiellement dessoudé un mec, on est tous au courant parce que tu l'as écrit en majuscules à 20 heures sur Instagram. On doit réagir comment à ça ? » « Ça fait deux ans qu'ils cherchent comme des caves ces pigeons, s'ils avaient dû trouver ce serait déjà fait, on est pas dans The Wire [une série télévisée], sous écoute pour les cinq prochaines années parmi 250 suspects », poursuit Samuel. « Ouais enfin là ce qui se dessine pour toi c'est une piaule à Gradignan [la prison de Bordeaux] avec deux Serbes », répond Corentin. « Vous avez envie de m'envoyer en prison parce que j'ai mis un terme à la vie du mec qui a poussé notre pote au suicide ? Si oui, faites-le. Sinon je fais confiance en la vie », invoque le jeune homme, de 24 ans à l'époque.

« Elle prêche un convaincu »
Dans la foulée, Samuel supprime son profil sur le réseau social. Les autres membres se retrouvent à une soirée d'anniversaire. Sur le perron, dans le froid de février, ils débattent des heures, que doivent-ils faire ? Prendre leur copain taciturne au sérieux ? Aller voir les gendarmes et leur montrer les messages ? Le 13 février 2022, Benjamin franchit la porte de la brigade de Roquefort (Landes) et résout ainsi une enquête criminelle ouverte depuis le 26 septembre 2019 : celle de l'assassinat de Guy Lecomte, père de Danaël Lecomte, qui s'était jeté sous un train le 9 octobre 2015. Le procès de Samuel devait s'ouvrir lundi 16 juin devant la cour d'assises des Landes.

Un mois après le témoignage de Benjamin, les gendarmes interpellent tous les membres de la conversation Instagram. En garde à vue, ils racontent leur adolescence landaise, leurs années en internat au lycée de Mont-de-Marsan, où ils tissent de puissants liens d'amitié au gré des affectations de chambres. Avec eux, il y a Danaël, un jeune homme « charismatique », « mystérieux », « à l'immense sérénité », avec lequel ils vont regarder *Breaking Bad* (une autre série télévisée) dans les forêts de pins sur leur portable, et cultiver du cannabis bio dans son jardin.

L'été 2015 arrive, celui de leurs 20 ans, du permis de conduire enfin obtenu, des virées à la plage et des conversations infinies.

Danaël est la personne avec qui Samuel se sent le plus en phase. A l'automne, le jeune homme, dont les parents sont compliqués, s'assombrît, lâche ses études à Bordeaux, quitte sa copine, se rase la tête. En octobre, il s'assoit sur les rails du TGV. Pour le groupe de copains, la blessure est immense. Corentin se souvient « d'obsèques toutes pourries » où ils n'étaient que quinze. Samuel bloque sur le visage broyé et mal maquillé de son ami dans son cercueil.

Face au traumatisme, il faut un récit pour survivre. Guy, le père de Danaël incrimine le cannabis que son fils fumait avec ses amis. Samuel le prend pour lui : « Je ne peux pas compter le nombre de soirées où j'ai pleuré sa mort en me blâmant. » La mère de Danaël, qui s'est séparée de son mari après le décès, convoque les copains de son fils et déballe sa thèse. D'après elle, Guy est indirectement « l'assassin de son fils » : peu de temps avant son suicide, la mère et le fils avaient découvert que Guy menait une double vie.

Féru de chemsex (du sexe sous drogue), il était adepte de pratiques extrêmes avec des partenaires homosexuels. « Son raisonnement était simpliste et elle ne nous a pas apporté de preuves. Samuel, lui, a pris cela au pied de la lettre. Elle prêchait un convaincu », se souvient l'un des copains qui a assisté aux révélations.

Samuel promet de faire payer le responsable du suicide de son ami, et rumine pendant quatre années dans sa chambre spartiate, chez sa mère. Il se noie dans son ordinateur, ses séries, les forums, les lectures alternatives, et le cannabis. « Ce qui est fou c'est qu'il passe à l'acte après tout ce temps. Psychologiquement, il avait une faille. Le problème de Samuel, c'est qu'il n'avait pas d'activité sociale, ni professionnelle. Je me dis que par cet acte, il s'est peut-être trouvé une raison d'exister. Dans sa tête, il s'est pris pour un justicier je pense », explique un de ses amis aux gendarmes.

Samuel est un meurtrier particulier, « à l'intelligence supérieure », selon les experts, de ces assassins diserts, aux longs procès-verbaux et aux riches échanges avec la juge d'instruction. Dix mois avant son passage à l'acte, en novembre 2018, il revoit une dernière fois, seul, la mère de Danaël, ce qui fait flamber sa tristesse. « C'était dû à quoi cette tristesse, selon vous ?, demande la magistrate.

« C'est le sentiment de voir toutes ces personnes avec qui j'avais un lien fort, ce cercle, s'éclater, ce sentiment de ramer dans la vie, ce sentiment d'injustice tout le temps, de voir les meilleurs partir en premier, c'est un tout. »

Le 26 septembre 2019, il se réveille à 11 heures avec un pressant besoin de réponses. Il prend un bain, mange un peu, enfourche son vélo et roule pendant plus

Samuel est un meurtrier particulier, « à l'intelligence supérieure », selon les experts



d'une heure jusqu'à Commensacq, où vit Guy Lecomte. Le père de Danaël accueille cet ancien ami de son fils, lui sert un verre de jus d'orange. La discussion s'éternise dans le salon. « Une phrase revenait sans cesse c'était d'oublier le passé, c'est une phrase qu'il a répétée du début à la fin mais sans jamais nommer son fils », décrit Samuel, pour justifier l'explosion de sa tension psychique.

C'est un crime homophobe

Au moment de partir, le jeune homme bascule. Dans les yeux de Guy Lecomte, il perçoit « un air de suffisance, un air narquois comme s'il se moquait de moi, de ses actions, de ce qu'il a pu faire ». Cette perception s'entremêle aux images du visage rafistolé au maquillage de Danaël, dans son cercueil. « Je revois aussi sa mère qui me parle du fait qu'il a essayé de la pousser, elle aussi, au suicide, se souvient l'un des copains qui a assisté aux révélations.

Samuel sort son Opinel numéro 12 de sa poche, vise la gorge de Guy Lecomte et lui assène en tout trente-deux coups de couteau. Lui reste silencieux quand sa victime « [lui] a juste parlé deux fois pour dire la même chose : "Ne me tue pas" ».

Il n'a aucun souvenir de ce nombre très élevé de plaies : « J'arrête de donner des coups de couteau quand il perd la vie et arrête de se débattre. C'était tellement long et traumatisant que je voulais que ça se termine. » Il regarde le cadavre du père de Danaël, puis se dirige vers les clichés de son ami de lycée qui le toise depuis les cadres du salon. Il s'en approche, demande pardon aux photos : « Lui avait fait le choix d'écourter sa propre vie et n'avait probablement aucune envie de commettre un paricide. » Samuel tente d'effacer son ADN du verre de jus d'orange et d'un robinet, laisse tomber des gouttes de sang sur le sol car dans la lutte avec Guy Lecomte il s'est blessé à la main, puis s'enfuit.

Le lendemain, les gendarmes, prévenus par le compagnon inquiet de la victime, trouvent un corps à la chemise tachée de sang. Ils auditionnent les voisins : l'une a remarqué, la veille, un vélo neuf déposé contre la maison, l'autre a entendu crier « Déconne pas, déconne pas ! ». Ils extraient un ADN des taches de sang et le font analyser : inconnu des fichiers. Ils établissent un portrait-robot génétique de son propriétaire, à la peau claire, aux yeux bleus et aux cheveux châtains. Les caractéristiques physiques de Samuel.

Les enquêteurs cherchent le meurtrier dans le passé aux pratiques sexuelles agitées de Guy Lecomte, qui fréquentait Coco.fr et d'autres sites spécialisés, ainsi qu'un prêtre de la région, partenaire de chemsex. En avril 2021, ils investissent la salle des fêtes de

Commensacq et prélèvent l'ADN de 400 personnes vivant aux alentours – une opération infructueuse. Les gendarmes transmettent ensuite le dossier à leurs collègues du département des sciences du comportement, qui rendent un rapport : « Il concluait qu'il avait été tué par un homme qu'il connaissait et qui ressentait à son égard beaucoup de haine et de colère, soit à cause d'un conflit personnel (suicide de son fils, conflit de travail ou relations de son compagnon), soit en raison des pratiques sexuelles de la victime. »

Pourtant, l'enquête patine et il faudra le témoignage de son ami pour que Samuel soit arrêté. En prison, il devient ce détenu modèle participant à toutes les activités, étudiant par correspondance d'une licence d'anglais, conscient qu'avec son procès s'ouvre « le temps de payer l'addition ».

En face, Mme Alexandre Novion, en partie civile pour la mère, le frère et la sœur de la victime, compare Samuel à Raskolnikov, l'antihéros de *Crime et Châtiment* : « Il m'a tout de suite fait penser au

jeune étudiant un peu fou et très intelligent de Dostoïevski, convaincu qu'il fait le bien en tuant quelqu'un à la vie immorale et en vengeant son ami. En ça, c'est un crime homophobe. » Une dimension récusée par Mme Julien Plouton, avocat du jeune homme : « Moi, j'y vois surtout le geste d'un deuil pathologique, d'une dépression qui l'a amené à tuer Guy Lecomte pour ne pas se tuer lui-même. » La cour d'assises des Landes aura trois jours d'intenses débats avec Samuel pour trancher. ■

LORRAINE DE FOUCHER

IONOS

LE CLOUD EUROPÉEN DE RÉFÉRENCE

250 000 clients ont déjà choisi le Cloud IONOS.
Développé en Europe, opéré en France.

caritas BVB 09 INTERSPORT FUJITSU VARTA Atos

G DATA CyberDefense Acronis PROALPHA Computacenter HCLSoftware

SCAFE ABYLSEN APSIDE ACI SEIDOR Ke

.msg CGM DX Stay Open CGI ALICAP

IONOS Sites Internet · Domaines · Cloud

+33 1 76 54 37 46 cloud@ionos.fr cloud.ionos.fr

dataport univention ATENCA Skribble EVOEN NORDIX

SÉCURITÉ

Les organismes HLM prennent la sécurité à bras-le-corps

Les bailleurs sociaux déploient des moyens grandissants pour assurer la « tranquillité résidentielle », tout en dénonçant le désengagement de l'Etat

Lundi 12 mai : quatre agents et un maitre-chien s'enfoncent dans le parking souterrain d'un HLM du 19^e arrondissement de Paris, faisant fuir des jeunes qui squattaient une voiture. Leurs talkies-walkies crachotent sur leurs uniformes bleu marine, lessés de tonfas, de bombes lacrymogènes et de menottes. S'il n'y avait la mention – obligatoire – « sécurité privée » au dos de leurs gilets pare-balles, un œil non averti les prendrait pour des policiers. Ils font, en réalité, partie des 200 membres du Groupement parisien inter-bailleurs de surveillance (GPIS), dont 170 « de terrain », mobilisables sept jours sur sept, de 17 heures à 5 heures du matin, après appel d'un locataire ; sur demande d'un des douze organismes HLM financeurs ou de leur propre initiative.

« Nous intervenons plus sur des perturbations du quotidien – occupations de parties communes, nuisances sonores – que sur des sujets de narcotrafic, qu'on va seulement déstabiliser, décrit le directeur général du GPIS, Alain Bessaha. Nous restons sur place jusqu'à ce que les fauteurs de troubles se découragent. En cas d'escalade verbale, on appelle le 17. Des opérations conjointes avec la police

« L'INSÉCURITÉ TOUCHE TOUJOURS LES PLUS FRAGILES. SI L'ON FAIT L'AUTRUCHE, LES GENS SE TOURNENT VERS L'EXTRÊME DROITE »

MICHAËL DELAFOSSE
maire (PS) de Montpellier

sont parfois organisées, pour mettre fin à des nuisances récurrentes. Selon Nathalie Chébaut, gardienne au sein d'une barre HLM de la rue Curnovsky, dans le 17^e arrondissement, « le GPIS fait sortir les jeunes du hall, puis ceux-ci reviennent... Mais il y a moins d'occupations, moins d'agressivité. Sans lui, ce serait mille fois pire. Ma mère vit dans une petite résidence privée, il faut voir ce qu'il y a en bas ! »

L'implication des organismes HLM face aux incivilités et à la délinquance va croissant depuis le début des années 2000. En tant qu'employeurs, ils doivent assurer la sécurité de leurs personnels ; en qualité de bailleurs, ils doivent garantir une jouissance paisible des logements. « La jurisprudence montre que nous avons

une obligation de résultat, et pas seulement de moyens », explique Fella Allal, directrice générale de Patrimoine SA Languedocienne, un bailleur toulousain.

« On est passé, dans certaines résidences, d'un sentiment d'insécurité à de l'insécurité, mais la police n'intervient pas, ou très peu. L'Etat se désengage, et nous demande de prendre en charge ces sujets », avance aussi Bertrand Serp, vice-président (Les Républicains) de la métropole de Toulouse et président de son office public HLM. « La sécurité joue sur l'attractivité, et donc sur la performance économique des bailleurs sociaux, ce qui les incite à se saisir de ce sujet », complète Virginie Malochet, sociologue à l'Institut Paris Région.

PRESTATIONS PRIVÉES

Selon l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui fédère les organismes HLM, 60 % d'entre eux sont désormais dotés d'un référent « tranquillité résidentielle », contre un quart en 2012. Ces référents se focalisent sur la prévention, avec les gardiens, l'accompagnement social et le renforcement d'éducateurs et/ou de médiateurs, mais aussi « en travaillant sur les aménagements : moins de barres, de tours et de coursives, des halls revus pour éviter le squat, plus d'éclairage et de badges d'accès », expose Camille Gosselin, urbaniste à l'Institut Paris Région.

Bon nombre d'organismes HLM recourent à des prestations de sécurité privée. Toulouse Métropole Habitat y a consacré 1,3 million d'euros en 2024, et se félicite des résultats obtenus : 18 693 évictions des parties communes, en baisse de 36 % en un an ; 196 appartements vides dont le squat a pu être évité. S'y ajoutent quelques groupements de

sûreté interbailleurs, plus coûteux : après le GPIS parisien, créé en 2004 avec le soutien du maire socialiste de l'époque, Bertrand Delanoë, quelques bailleurs toulousains se sont lancés en 2018, suivis en 2023 et 2024 par Montpellier et Nice, qui ont investi politiquement ce sujet.

Plusieurs autres édiles ont lancé des initiatives en ce sens. Le groupement de sûreté résidentielle interbailleurs, à Montpellier, était

une promesse de campagne du maire (Parti socialiste), Michaël Delafosse. « L'insécurité touche toujours les plus fragiles. Si l'on fait l'autruche, les gens se tournent vers l'extrême droite », argumente-t-il. A Nice, le maire (Horizons) Christian Estrosi a assuré que son groupement d'agents interbailleurs contre les désordres et les abus allait « semer la terreur chez les dealers, dans un quartier qui aspire à la tranquillité ».



Dans l'Oise, les gardiens d'immeubles font « rempart »

Entre relation avec les locataires et traque des jeteurs d'ordures, ces employés tentent de préserver un cadre de vie correct dans leurs tours

REPORTAGE

BEAUVAIS, CRÉPY-EN-VALOIS (OISE) - envoyée spéciale

Auparavant, il a occupé un poste de programmeur sur machine numérique en Belgique. Et puis il est arrivé, en 2016, à Kennedy, un quartier prioritaire de la politique de la ville de Crépy-en-Valois (Oise), pour devenir gardien d'immeubles HLM. Bruno (les gardiens, cités par leur prénom, n'ont pas souhaité donner leur nom), 61 ans, nous emmène dans une de ses barres, de longs bâtiments gris de quatre étages, et nous glisse de ne pas prendre de photos des jeunes à côté de l'entrée. « Ils n'aiment pas, prévient-il. Je ne suis pas copain avec eux, loin de là, mais je m'entends bien avec eux, et je préfère que ça reste comme ça. » Le trafic de drogue, il préfère faire comme s'il ne le voyait pas.

Après une vie vécue à la campagne, l'acclimatation n'a pas été immédiate. « On ne savait pas qu'il y avait autant de monde, ici, raconte-t-il. Ma femme ne se sentait pas rassurée. Et puis, en fait, c'est calme. Maintenant, on se sent en sécurité. » Partant du constat que « ni la police ni la gendarmerie ne peuvent faire grand-chose contre le trafic », le gardien employé par l'office public d'aménagement et de construction (OPAC) de l'Oise, premier bailleur social du dépar-

tement, s'est fixé une ligne directrice : « Tant que ça ne crée pas de désordre, ils font ce qu'ils veulent. » L'important, pour lui, est qu'ils ne viennent plus dealer dans les immeubles. « On en a eu. Depuis deux ou trois ans [en 2022 ou 2023], j'ai fait monter des caméras ; depuis, c'est fini, dit Bruno. Ils sont à l'extérieur, sur les marches devant, ils sont autorisés. Les locataires de la barre semblent si peu agés en appui sur sa bêquille... chacun vaque à ses occupations en saluant le gardien. Les squats des parties communes sont devenus rares, et les habitants peuvent désormais faire appel à une société de sécurité, Ippon Sécurité, mandatée par l'OPAC de l'Oise. « Pour ce service, on a rajouté 1,50 euro chaque mois aux locataires sur leur quittance de loyer, explique Fabrice. Ils ne sont pas armés, mais ils peuvent faire sortir des jeunes des cages d'escalier ou faire appel à la police. » L'organisme HLM a également mis en place une unité prévention-sécurité, « avec du personnel qui réagit dès qu'on fait des signalements », détaille le gardien : « On a une application sur le téléphone, on signale tous les problèmes. »

Aucun écart n'est toléré. A une heure de route de là, au pied d'une tour de 14 étages, dans le quartier Argentine, à Beauvais, Fabrice, 53 ans, dont dix années comme gardien, constate le chemin parcouru. « En 2015, les tours A13 et A12 étaient énormément squattées par des dealers. Ils faisaient leur business. Je croisais le vendeur assis sur sa chaise dans la cage d'escalier, les gens consommaient dans l'immeuble, ils urinaient, laissaient leurs emballages de kebab, leurs mégots de cigarettes... », se souvient-il. Puis il y a eu le travail de la police. « Petit à petit, d'année en année, ça s'est quasi arrêté. On est présents, on fait rempart, avance Fabrice. C'est aussi parce que les dealers n'ont plus besoin de se cacher, c'est à la vue de tout le monde devant le PMU aujourd'hui, à 50 mètres de là »

En cette matinée ensoleillée du mois de mai, la tranquillité règne. Adolescents, mères de famille avec poussinettes, locataire âgée en appui sur sa bêquille... chacun vaque à ses occupations en saluant le gardien. Les squats des parties communes sont devenus rares, et les habitants peuvent désormais faire appel à une société de sécurité, Ippon Sécurité, mandatée par l'OPAC de l'Oise. « Pour ce service, on a rajouté 1,50 euro chaque mois aux locataires sur leur quittance de loyer, explique Fabrice. Ils ne sont pas armés, mais ils peuvent faire sortir des jeunes des cages d'escalier ou faire appel à la police. » L'organisme HLM a également mis en place une unité prévention-sécurité, « avec du personnel qui réagit dès qu'on fait des signalements », détaille le gardien : « On a une application sur le téléphone, on signale tous les problèmes. »

Aucun écart n'est toléré. Pour ces gardiens, « la propreté amène la propreté ». Une variante de l'hypothèse de la vitre brisée» née de deux professeurs de sciences politiques et de criminologie aux Etats-Unis dans les années

1980 – si une fenêtre d'un bâtiment est cassée et non réparée, toutes les autres suivront rapidement – pour souligner les répercussions des incivilités sur le sentiment d'insécurité et la dégradation des quartiers. Un signallement, c'est un rappel à l'ordre au locataire indélicat ou sa convocation. Pour les cas les plus graves, cela peut mener à son expulsion.

« Il faut s'imposer »

Campé à quelques pas de sa tour, sur une pelouse plantée d'arbres, Fabrice montre un objet blanc en train de chuter d'un étage élevé alors même qu'il évoquait les jets d'objets et de détritus par les fenêtres. Un sujet à mettre en haut de la pile pour tous les gardiens de la cité.

Mohammed, 51 ans, gardien de la tour voisine depuis 2019, raconte que tous les matins, lors de la première ronde autour du bâtiment, il trouve du pain, des assiettes, des essuie-tout, des couches, des jouets d'enfant... « On essaye de retrouver les auteurs. Ils ne sont pas toujours très malins, certains jettent des papiers avec leur nom dessus. »

Il y a quelques mois, à l'arrière d'une troisième tour adjacente, un locataire avait pris l'habitude de jeter, tous les week-ends, des bouteilles de Ricard par sa fenêtre. « J'ai fait mon enquête, j'ai observé et, un jour, je vois qu'il rentre

dans le hall avec un sac plein de ces mêmes bouteilles, explique Eric, 60 ans, le gardien de l'immeuble depuis 2022. J'ai fait une fiche, il a reçu un courrier. Depuis ce jour-là, ça s'est arrêté. » C'est pour avoir jeté des déchets par la fenêtre qu'une famille du quartier a dû quitter son HLM, en 2024, après plusieurs rappels à l'ordre.

Eric est arrivé à Argentine après une vie à travailler dans le bâtiment et les espaces verts. « Il n'y avait plus de gardien depuis plus d'un an, raconte-t-il. Il faut s'imposer, quand on arrive, sinon on est mangé. Je peux serrer les mains, sourire aux locataires. Mais s'ils dévient, ils vont se faire aligner, et ils le savent. » Son principal problème concerne le dépôt sauvage d'encombrants, laissés sur la pelouse de son bâtiment par des gens « de l'extérieur ». « La nuit ou le matin très tôt, un véhicule passe et dépose des cochonneries », dit-il en désignant un vieux matelas et un siège pour bébé. « L'idée, c'est que, là où vivent des pauvres, devant les HLM, on peut aller déposer des déchets, des canapés, des meubles, des frigidaires. Ils savent que l'OPAC fait ramasser les encombrants, soupire Fabrice. C'est le combat du moment. »

La journée des gardiens se déroule en deux temps : le ménage et les menuis peintures le matin ; l'administratif et le relationnel avec les locataires l'après-midi.

« Avec l'explosion du prix du gaz, beaucoup de locataires sont venus nous voir en nous disant : « Il y a une erreur sur ma facture, ce n'est pas possible que je paye autant. » C'était compliqué, se souvient Fabrice. On a vu alors des impayés de loyer. » Depuis avril, les gardiens de l'OPAC ne sont plus chargés des relances. « C'est un soulagement, décrit-il. Ce n'est pas évident d'aller réclamer de l'argent quand on sent que les gens sont en réelle difficulté. »

Eric sait « tout de la vie de certains, qui ont besoin de parler », de leurs factures en retard ou d'un prochain divorce. Les personnes âgées, laissées à leur solitude, aiment aussi le retenir sur le palier « pour un brin de causette ». « Ce qu'on va me confier, rien ne sort. Même à ma femme, je ne le raconte pas », affirme le gardien. Dans sa loge, on lui apporte des petits gâteaux quand c'est le ramadan, et du chocolat à Noël. « J'ai du retour. Et ça progresse par rapport à quand je suis arrivé. On me dit : « Vous le méritez », raconte-t-il.

Comme Bruno, Eric venait de la campagne avant de devenir gardien à Beauvais. « L'hiver, c'était triste. Ici, c'est toujours vivant : on voit des gens, il y a des commerces à côté, ça bouge. Je ne pourrais pas repartir là-bas, assure-t-il. Le matin je me lève, je suis content d'aller au boulot. » ■

VÉRONIQUE CHOCRON



Eric, 60 ans, gardien d'immeubles depuis 2022. A droite, une tour du quartier Argentine. Ici, à Beauvais, le 20 mai. AGNÈS DHERBEYS / MYOP POUR «LE MONDE»

Christian Estrosi a, par ailleurs, renouvelé et élargi aux autres bailleurs sociaux du territoire, début mai, la convention signée avec l'office public Côte d'Azur Habitat, la police et la justice. De tels accords sont devenus fréquents, surtout depuis que les organismes HLM sont autorisés à faire assemer certains de leurs collaborateurs, qui peuvent ainsi verbaliser en cas de dégradations ou de dépôts d'ordures. Mais Nice s'était distinguée, en 2021, par la publicité donnée à sa convention: premier adjoint de Christian Estrosi et président de Côte d'Azur Habitat, Anthony Borré avait obtenu l'expulsion d'une locataire dont le fils avait été condamné pour trafic de stupéfiants, une première en France. «Quand on a la chance que la République tende la main pour donner un loyer modéré, c'est une raison de plus pour bien se comporter», affirme l'élu, qui fait état de 183 expulsions en 2024, contre 26 en 2020, sur un parc d'environ 14 000 logements.

UNE VRAIE QUESTION

Les bailleurs et leurs locataires sont aussi sous la pression grandissante de l'Etat. La loi sur le narcotrafic, votée le 29 avril, élargit les motifs de résiliation de bail et prévoit que les préfets puissent intimider aux organismes HLM de la demander en justice, dans le cas où un fauteur de troubles est impliqué dans le trafic de stupéfiants.

Le préfet des Hauts-de-Seine et ex-directeur de cabinet de Gérald Darmanin au ministère de l'intérieur, Alexandre Brugère, se félicitait sur CNews, le 18 avril, d'avoir signé une convention avec les bailleurs sociaux priorisant l'expulsion du territoire des étrangers en situation irrégulière qui troublent l'ordre public et qui sont locataires du parc social. «Les bailleurs n'étaient pas demandeurs de cette disposition, qui ne les engage pas», précise la directrice générale de leur fédération francilienne, l'Union sociale pour l'habitat d'Ile-de-France, Anne-Katrin Le Doeuff. Les personnes sans-papiers n'étant pas éligibles aux HLM,

CLAUDE ANÉ

seuls les locataires dont le titre de séjour n'est pas renouvelé pourraient être visés.

Certains préfets ont aussi mis en avant les aspects sécuritaires lors des récentes négociations relatives au fléchage du produit de l'abattement de taxe foncière dont bénéficient les bailleurs sociaux dans les quartiers de la politique de la ville. «Un préfet a demandé de consacrer 50 % de l'abattement à de la vidéosurveillance. Mais s'il n'y a pas de problèmes, ce n'est pas la peine...», défend Thierry Asselin, directeur des politiques urbaines et sociales à l'USH.

Pour Marie-Laure Vuittenez, à la tête de Habitat & Métropole, à Saint-Etienne, «s'investir dans ce domaine est une vraie question: nous sortons de notre métier traditionnel, et nos locataires se retrouvent à financer un sujet qui relève de la sécurité publique». Son office HLM est confronté, sur certains sites, à du narcotrafic, mais voit ses moyens financiers limités par la vacance d'une partie de ses logements. Il a été décidé de solliciter un prestataire de sécurité quand les locataires votent pour, et de les faire participer à hauteur de 2 euros par mois.

«Il y a une tentation de vouloir que l'on fasse tout, et de nous embarquer dans des considérations politiques. Mais c'est à la police de rendre les services de police. Et notre rôle n'est pas de surveiller nos locataires, qui n'ont ni plus ni moins de droits que ceux du privé», recadre la directrice générale de Paris Habitat et présidente du GPIS, Cécile Belard du Plantys. C'est dans ce contexte que la fédération des bailleurs sociaux va de mettre à jour, fin mai, sa doctrine sur la sécurité, qui précise «jusqu'où aller» et pose des «lignes rouges». Elle a prévu d'envoyer ce document aux collectivités, ainsi qu'aux préfets. ■

Les «pressions contradictoires» autour des notes du baccalauréat

Entre contrôle continu, épreuves terminales et Parcoursup, le chantier de l'évaluation du bac, dont les épreuves ont débuté lundi, apparaît inachevé

Plus de 531 000 élèves de terminale générale et technologique s'apprent à vivre une semaine intense avec le passage de l'épreuve de philosophie, lundi 16 juin, puis des épreuves des enseignements de spécialité, de mardi à jeudi. Leur restera ensuite le grand oral avant, pour la plupart, de quitter le lycée pour rejoindre les études supérieures. Leur stress est cependant moindre que pour les générations antérieures : leur note aux épreuves terminales aura peu d'incidence sur la suite de leur parcours : 40 % de la note finale du baccalauréat provient du contrôle continu et les jeux sont déjà faits sur Parcoursup.

Six ans après la réforme du baccalauréat, cette nouvelle donne a placé les notes attribuées par les professeurs de 1^{re} et de terminale au carrefour de multiples enjeux, voire d'injonctions contradictoires : évaluer la progression d'un élève, établir une partie de sa note finale au bac, mais aussi constituer le dossier qui permettra aux formations du supérieur de décliner les élèves.

Les évolutions, année après année, de l'architecture du baccalauréat, pour contrecarrer ses défauts de conception ou s'adapter à la situation pendant les «années Covid», ont fini par donner aux bulletins scolaires un poids qu'ils n'avaient pas à l'origine, sans pour autant permettre de lancer une réflexion d'ampleur. Ce chantier de l'évaluation reste en grande partie inachevé et la priorité est aujourd'hui à la stabilité, alors que la session 2025 est la seule à se dérouler suivant les mêmes modalités que la précédente session depuis 2019.

«On se retrouve dans une double impasse avec, d'un côté, un bac qui a beaucoup bougé et qu'il faut stabiliser et, de l'autre, un contrôle continu qu'on a voulu rendre collectif alors même que l'exercice de notation reste profondément un travail individuel chez les enseignants», remarque Alexis Torchet, secrétaire national de la CFDT-Education formation recherche publiques.

Une étude du service statistique du ministère de l'éducation nationale, publiée en avril, vient pourtant questionner à nouveau les enjeux de notation. Pour la première fois, la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance a comparé les notes obtenues tout au long de l'année aux notes le jour de l'épreuve terminale, dans sept enseignements de spécialité et en philosophie. Il en ressort des écarts de notation selon les disciplines, les établissements et les enseignants.

Dans ce panel, les mathématiques font figure d'exception : c'est la seule matière où les notes du contrôle continu sont inférieures aux notes des épreuves terminales dans les trois quarts des lycées. A l'inverse, les notes obtenues tout au long de l'année sont souvent supérieures à celles

Les évolutions de l'architecture du baccalauréat ont fini par donner aux bulletins scolaires un poids qu'ils n'avaient pas à l'origine

des épreuves terminales en philosophie et en histoire, géographie, géopolitique, sciences politiques (HGGSP).

Plus largement, dans toutes les disciplines, «plus la note moyenne à l'épreuve terminale de l'établissement est élevée, plus l'établissement sous-note les élèves en contrôle continu», remarque l'étude. Un constat qui se révèle particulièrement prégnant en mathématiques : pour une moyenne de 15 à l'épreuve terminale, les écarts de notation entre le contrôle continu et l'examen varient de 0 à -4. Les établissements privés sous contrat et les lycées publics huppés des métropoles ont tendance à davantage sous-noter dans cette discipline. A l'inverse, les établissements ruraux sont globalement plus généreux au contrôle continu par rapport aux résultats des épreuves terminales. Cette diversité de notation se retrouve au sein d'un même lycée, constate cette enquête.

Stratégies d'évitement
Ces différences sont moins bien acceptées que par le passé, tant le poids du contrôle continu s'est renforcé. Les parents sont plus prompts à contester une note si elle doit plomber la moyenne de leur enfant ; les élèves peuvent mettre en place des stratégies d'évitement des évaluations dès lors que leur moyenne leur apparaît satisfaisante. Ces angoisses ont, en outre, fait naître une concurrence entre les enseignements de spécialité. «Il existe une obsession autour de la notation et, en parallèle, une absence de réflexion systémique sur la signification des pratiques d'évaluation», observe le sociologue Pierre Merle.

Conscient du caractère sensible du sujet, le ministère de l'éducation nationale prend au sérieux ces écarts de notation. «Tout est fait pour mettre en place le plus d'équité possible», assure la directrice générale de l'enseignement scolaire, Caroline Pascal. Le travail s'affine et s'améliore au fur et à mesure du recul que prennent les équipes», affirme-t-elle, même si «les enseignants, généralement aussi correcteurs du bac, évaluent de manière juste».

A bas bruit néanmoins, le ministère scrute les lycées où les écarts de notation sont jugés trop importants. Enseignante de mathématiques dans l'académie de Créteil, Sophie (qui souhaite rester anonyme) en a été témoin : des inspecteurs d'académie sont venus dans son établissement – socialement favorisé – pour conduire un travail autour de l'évaluation. En cause : une différence de plus de 2 points entre les notes tout au long de l'année et l'examen de terminale.

«La démarche est très culpabilisante, estime l'enseignante. L'épreuve ne reflète pas l'entièreté du programme et donc ce qu'on évalue pendant toute l'année.» Cette professeure ne propose pas toujours «des devoirs aussi formatés que ceux du bac», car elle veut aussi préparer ses élèves aux études supérieures et travaille sur leur progression en alternant petits exercices et grands devoirs. Sophie ne comprend pas, dès lors, pourquoi la note à l'épreuve terminale servirait de mètre étoilé.

Cette question reste sans réponse. «Il s'exerce aujourd'hui des pressions contradictoires sur la note. On en attend des objectifs qu'elle ne peut pas cumuler», analyse Thibaut Poirot, professeur d'histoire-géographie. «La note

Une étude du ministère de l'éducation montre des écarts de notation selon les disciplines, les établissements et les enseignants

en cours d'année devient certificative et ne peut plus être totalement formative. Cela brouille les fonctions de l'évaluation», abonde la coprésidente de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales, Amandine Oullion.

La préoccupation autour de l'évaluation revient de manière lancinante depuis les débuts du nouveau bac. Lors des discussions autour de la réforme de l'examen, en 2018, le contrôle continu était jugé inégalitaire et peu garant d'un examen national par nombre d'enseignants. Leur syndicat majoritaire, le SNES-FSU, avait porté cette opposition.

Après l'échec, en 2020, des épreuves communes de contrôle continu, prévues pour objectiver cette notation tout au long de l'année, mais véritable usine à gaz en matière d'organisation, le ministère de l'éducation avait demandé à chaque lycée d'établir un projet d'évaluation pour l'établissement qui cadre le contrôle continu. Là encore, ce document n'a pas eu l'effet escompté. Jugé «contraire à la liberté pédagogique des enseignants» par le SNES-FSU notamment, il est le plus souvent resté cantonné à de grands principes assez vagues.

«C'est pourtant une solution pour faire de la notation un enjeu

collectif et clarifier les règles pour les familles», affirme Pierre Mathiot, concepteur avec Jean-Michel Blanquer de la réforme du baccalauréat. Pour l'enseignant-chercheur, «il faudrait distinguer contrôle continu et livret scolaire et ne pas prendre en compte toutes les notes de l'année pour le baccalauréat.» Adrien Misson, professeur d'espagnol à Nantes et référent lycée général et technologique au SE-UNSA, avance, lui, l'idée d'une banque de sujets nationaux, largement fournis et dotés de correction, dans laquelle chaque enseignant pourrait piocher tout au long de l'année.

Nouveaux enjeux

Mais aujourd'hui, après une période agitée et dans un contexte politique peu porteur, la volonté de statu quo domine du côté de la ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne, même si la question d'une évaluation globale de la réforme se pose. De nouveaux enjeux pourraient néanmoins rouvrir le dossier plus rapidement que prévu.

L'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public vient ainsi de lancer une grande réflexion autour de l'essor de l'intelligence artificielle et de ses conséquences. «On ne peut plus noter les devoirs faits à la maison car ils sont tous réalisés avec ChatGPT», explique Marie Perret, enseignante dans l'académie de Versailles. Dans le même temps, on ne peut plus organiser de devoirs sur table de quatre heures car l'emploi du temps des lycéens ne le permet plus.» Une impasse dont ces enseignants veulent sortir et qui pourrait, à nouveau, modifier l'équilibre, déjà difficile à trouver, de ce «nouveau bac». ■

SYLVIE LECHERBONNIER

Le Monde | Ateliers

DE LA NAISSANCE À L'ÂGE ADULTE :

COMMENT AMÉLIORER SON SOMMEIL ?

avec Armelle Rancillac,
chercheuse en neurosciences

COURS EN LIGNE

À travers ce cours en ligne, Armelle Rancillac, chercheuse en neurosciences au Collège de France, vous aide à comprendre le fonctionnement du sommeil pour mettre en place de bonnes stratégies. Pourquoi se souvient-on de nos rêves ? Comment endormir son bébé ? Quel rôle joue la caféine ? La sieste est-elle vraiment efficace ? Découvrez les douze modules vidéo à regarder depuis chez vous.



ATELIERS.LEMONDE.FR



Audiovisuel public : « Le statu quo n'est pas une option »

La ministre de la culture, Rachida Dati, défendra, à la fin du mois, la réforme visant à réunir France Télévisions, Radio France et l'INA au sein d'une holding dès janvier 2026

ENTRETIEN

Même ses partisans l'ont surnommée « la réforme mauvaise ». Après deux tentatives avortées en juin et décembre 2024 (dissolution de l'Assemblée et chute du gouvernement Barnier), puis en avril (faute de temps pour l'examiner), la ministre de la culture, Rachida Dati, s'apprête, à partir du 30 juin, à défendre dans l'Hémicycle le texte portant la réforme de l'audiovisuel public. Objectif : constituer, dès le 1^{er} janvier 2026, une holding exécutive, appelée « France Médias », qui réunirait France Télévisions, Radio France et l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Déterminée à venir à bout du rejet que cette proposition de loi suscite parmi les députés de gauche, mais aussi, parfois, du centre, Mme Dati a confié, en mars, une mission d'accompagnement à une alliée de poids. Laurence Bloch, ex-directrice de France Inter, est en effet convaincue que l'audiovisuel public périra de n'être pas réuni. Son rapport devait être remis aux députés lundi 16 juin. C'est dans ces dix-sept pages que ceux-ci trouveront les justifications à cette organisation en entreprise unique, dans laquelle France Télévisions et Radio France seront des filiales, au même titre que l'information de proximité (Ici) et l'information en continu (Franceinfo).

Dès mardi, la représentation nationale en débattra en commission des affaires culturelles. Pour le ministère de la culture, où l'on considère l'approbation des députés comme acquise, le vote conforme des sénateurs, à la rentrée, clôt cette saga parlementaire. L'audiovisuel public, lui, entrera alors dans une nouvelle ère.

Pour la quatrième fois en un an, la proposition de loi sur l'audiovisuel public que vous soutenez est programmée à l'Assemblée nationale les 30 juin et 1^{er} juillet. Est-ce que cette fois sera la bonne ?

La réforme était dans le programme d'Emmanuel Macron en 2017. Le texte a rencontré divers obstacles dont aucun n'était de nature politique, comme lorsque le projet de loi de Franck Riester a été arrêté par la pandémie en 2020, puis par la dissolution et la censure. Cette réforme, qui a pour objectif de regrouper l'audiovisuel public pour le renforcer, est attendue. Des coopérations, des rapprochements entre les marques France Télévisions, Radio France et l'INA ont déjà commencé. Mais entre 2017 et aujourd'hui, le contexte médiatique, technologique, politique, géopolitique, a profondément changé. Cela a impacté l'information, les médias. Les usages des Français ont évolué. Face à ces bouleversements d'une ampleur inédite, il faut que l'audiovisuel public soit en phase avec la façon dont les Français aujourd'hui s'informent et se distraient.

Par qui cette réforme est-elle attendue ?

Par les professionnels. J'ai reçu la présidente de France Télévisions,

Delphine Ernotte, la présidente de Radio France, Sibylle Veil, les syndicats, des journalistes, des collectifs d'usagers... et tout le monde est d'accord pour dire que l'audiovisuel public est un outil de citoyenneté, d'intégration, d'émanicipation et de liberté, en particulier pour ceux qui n'ont pas accès à cette éducation à l'information, à la culture et à la vie publique. Et que pour cela, il doit être renforcé.

Il y a un an, lors de la commission d'enquête sur la TNT, cinq de vos prédecesseurs assuraient qu'une loi serait inutile...

Je ne suis pas sûre que si les anciens ministres étaient auditionnés aujourd'hui, ils diraient la même chose. Honnêtement, je n'y ai pas vraiment prêté attention. Ils n'ont pas vu ni le dernier texte présenté ni l'étude d'impact d'ailleurs.

Les syndicats de France Télévisions et de Radio France y sont toujours opposés.

Je les ai reçus et rassurés sur les objectifs de la réforme. Il ne s'agit pas de démantèlement, ni de privatisation. Il ne s'agit pas non plus d'opposer France Télévisions et Radio France. Il y a eu beaucoup de désinformation politicienne sur ce sujet, notamment du côté des députés socialistes. A part eux, tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut une réforme. Il est nécessaire d'avoir un PDG unique et une stratégie partagée, afin d'éviter des divergences opérationnelles telles qu'elles peuvent exister entre ces sociétés, qui ralentissent les rapprochements et coopérations indispensables.

Que retenez-vous du rapport de Laurence Bloch ?

Il confirme la nécessité de la réforme. Il montre que les usages ont évolué, que la consommation de la radio et de la télévision s'effondre chez les jeunes puisque 62 % des Français s'informent sur les réseaux sociaux. La concurrence est mondialisée. Les concurrents de l'audiovisuel public ne sont plus TF1, M6, RTL, ou Europe 1, mais YouTube, TikTok, Prime et Netflix... L'irruption de l'intelligence artificielle a accéléré ce processus et va évidemment l'amplifier. Mme Bloch démontre clairement que le statu quo n'est pas une option. L'organisation en filiales autour des quatre plateformes existantes (Ici, Franceinfo, Radio France, France.tv) permettra d'articuler les enjeux de coopération entre les structures et le développement d'offres éditoriales renforcées pour s'adresser à tous.

Ce constat sur l'évolution des usages n'est pas nouveau...

Alors si les CSP – (catégories socioprofessionnelles moins favori-

sées) et les jeunes ne s'intéressent plus à l'audiovisuel public, il faudrait abandonner la partie ? Si on veut un audiovisuel public fort, et justifier son financement par l'argent public, il faut pouvoir toucher cette jeunesse et ceux qui vivent sur des territoires très isolés.

Des offres d'information communes, comme Franceinfo, ou Ici sur la proximité, n'existent-elles pas déjà ?

C'est parce que j'ai demandé aux dirigeantes d'accélérer dans la mise en œuvre des coopérations qui leur étaient demandées. Quand je suis arrivée au ministère en janvier 2024, seulement un tiers d'entre elles était abouties ! Je suis allée sur le terrain, et j'ai constaté qu'il y a des endroits où France 3 et France Bleu vivent chacune dans leurs locaux sans jamais travailler de manière concertée ! Autre exemple : quand une information est donnée par la radio, la télé ne la reprend pas forcément, et inversement. Les dirigeantes étaient demandeuses d'un appui de ma part pour réussir ces collaborations, or le rapport de Laurence Bloch préconise de donner un cadre sécurisé à ces collaborations. Mon rôle est de provoquer une impulsion politique, afin de protéger l'audiovisuel public. Je vous rappelle que les ministres changent, et que certaines forces politiques veulent le privatiser ou le priver de ressources.

La future holding est-elle de nature à contrecarrer le projet de privatisation qu'entendent effectivement mener le Rassemblement national (RN) s'il arrive au pouvoir ?

Indépendamment de ce risque, il y a urgence à rassembler les différentes entreprises, car leur dispersion les fragilise. Même la gauche en est consciente. Regrouper les moyens et partager une stratégie financière constitueront une protection ultime contre la priva-



La ministre de la culture, Rachida Dati, à l'Assemblée nationale, le 4 mars.

EDOUARD MONFRAIS - ALBERTINI/HANS LUCAS/AFP

tisation, y compris au regard du droit des concentrations.

Ne serait-il pas alors contradictoire que cette loi passe grâce aux voix du RN, ou à son abstention bienveillante ?

Lors des débats en commission des affaires culturelles début avril, l'article premier du texte qui crée la holding exécutive et dont découlent les articles suivants, a été adopté à une large majorité. Il n'y a pas de raison que cette majorité ne se confirme pas dans l'Hémicycle.

Selon le rapport, la holding disposerait d'un directeur de l'information placé sous l'autorité directe du président de France Médias. N'est-ce pas un risque pour son indépendance ?

Cette organisation plus centralisée a été imaginée par souci d'efficacité, pour que l'information soit rapidement et efficacement partagée aux auditeurs, aux téléspectateurs et sur le numérique. Par ailleurs, il n'y a pas de mainmise du pouvoir politique sur l'audiovisuel public : le PDG sera nommé, avec un projet et une équipe, par une autorité indépendante, soit un mode de nomination semblable à celui qui a cours actuellement, et qui est indépendant du politique.

Après la diffusion, le 5 juin, d'un numéro de « Complément d'enquête » qui vous était consacré, vous auriez réclamé le « scalp » de Mme Ernotte. C'est une façon de faire pression...

Je n'ai jamais dit quoi ce soit ni appelé qui que ce soit, et ce n'est pas mon vocabulaire. Ces attaques sont inacceptables et ces allégations ont d'ailleurs été clairement démenties par France Télévisions et par les personnes mêmes qui étaient supposées avoir rapporté ces propos... Comme souvent, je fais l'objet d'attaques ciblées et injustifiées de mes opposants politiques !

La future structure serait organisée en quatre filiales, ce qui fait craindre aux personnels une révision de leurs statuts...

Si nous avions opté pour une fusion, cela aurait rendu cette révision inéluctable. Dans le cas de figure retenue de la holding exécutive, rien n'empêche les personnels de conserver leurs contrats actuels, et donc leurs droits et statuts. Mais cette question se pose de toute façon, avec ou sans la réforme.

Il y a un besoin d'adaptation des métiers de la radio et de la télévision face aux nouveaux enjeux et aux nouveaux usages. La présidente de Radio France, Sibylle Veil, a d'ailleurs déjà porté des aménagements, et à France Télévisions, Delphine Ernotte vient d'annoncer la réouverture de l'accord collectif de 2013. Les choses ne se feront pas du jour au lendemain, ni sans dialogue social. Adapter les métiers aux nouveaux enjeux, ça n'est pas revenir sur l'essence même du rôle des salariés de l'audiovisuel public : produire et distribuer des programmes pour tous les Français.

France Médias peut-elle être créée à coûts constants ?

Oui, car notre choix est de la réaliser à coût zéro. On ne prévoit pas d'acheter de nouveaux locaux ni d'embaucher de nouveaux dirigeants.

Que proposez-vous pour freiner l'exode des publics des médias traditionnels vers les plateformes numériques ?

L'enjeu essentiel de cette réforme, c'est aussi d'aller chercher les jeunes là où ils se trouvent, avec des contenus de qualité sur des formats adaptés pour le numérique. Quant aux médias traditionnels, et surtout à la défense du pluralisme et d'une information de qualité, c'est une réflexion que je porte dans un texte inspiré des réflexions issues des Etats généraux

« Les concurrents de l'audiovisuel public ne sont plus TF1, M6, RTL ou Europe 1, mais YouTube, TikTok, Prime et Netflix »

de l'information que je présente-rai en conseil des ministres avant la fin de la session parlementaire.

Je vise un examen en première lecture avant la fin de l'année. Si les parlementaires le souhaitent, ils pourront se saisir de ce texte pour traiter les questions que la proposition de loi Lafon [à l'origine de la réforme en cours] abordait dans sa deuxième partie, et qui concernait les médias privés. Comme par exemple la réduction du délai de vente d'une chaîne de la TNT après l'octroi d'une autorisation de diffusion, qui est actuellement de cinq ans.

Si vous deviez être renvoyée devant le tribunal correctionnel dans l'affaire Ghosn, cela remetttrait-il en question votre participation au gouvernement ?

Cela ne remettait rien en cause, car je suis déterminée sur tout.

« Complément d'enquête » et « Le Nouvel Obs » ont révélé que vous aviez reçu 299 000 euros de la part de GDF-Suez, par le truchement d'un cabinet d'avocats, alors que vous étiez députée européenne. Pourquoi ne pas leur avoir répondu ?

Cela n'entre pas dans le débat qui nous occupe. Je porte la réforme de l'audiovisuel public, qui, si elle est adoptée, sera une vraie avancée pour le pays. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AUDE DASSONVILLE ET BRICE LAEMLE

De Renault à Kering, les coulisses du transfert de Luca de Meo

Le départ effectif du directeur général est prévu pour le 15 juillet. Il devrait ensuite rallier le groupe de luxe

Deux trophées « Car of the year » et puis s'en va! Deux années de suite, Renault, sous la direction de Luca de Meo, a remporté le prestigieux prix européen de la voiture de l'année. Un triomphe et puis... patatas. Jeudi 12 juin, le directeur général a annoncé au président de Renault, Jean-Dominique Senard, son intention de quitter le groupe. L'information de son départ, tenue secrète quelques jours, a été rendue publique par le constructeur automobile dimanche 15 juin dans la soirée, avec la date de son départ : le 15 juillet.

Luca de Meo devrait rejoindre le groupe de luxe Kering, selon *Le Figaro*. Prise de court, l'entreprise contrôlée par la famille Pinault n'a pas confirmé l'information dimanche. Mais c'est déjà un secret de polichinelle. A 58 ans, Luca de Meo, qui après trente ans dans l'automobile, a redressé les marques Fiat et Seat avant de piloter Renault, se réorientera et change de secteur. Un mouvement inattendu et inhabituel.

Au sein de l'état-major de Renault, l'annonce a provoqué une forme de sidération, suivie d'un certain dépit. Jeudi, Luca de Meo avait présenté au conseil d'administration les grandes lignes de son plan « Futurama ». Celui-ci fixe la stratégie du constructeur pour les cinq prochaines années, définissant le plan produit (les futures voitures), ainsi que les pistes de diversification, notamment dans l'industrie de la défense. Sitôt présenté, sitôt lâché. Une douche froide pour certains administrateurs.

A l'ouverture de la Bourse de Paris, lundi 16 juin, l'action Renault perdait presque 6 %, alors que le titre Kering montait de plus de 7 %. Craignant que l'information ne fuite, Jean-Dominique Senard a réuni le conseil d'administration de Renault dimanche vers 18 heures pour préparer la suite et informer actionnaires et salariés. Quelques heures plus tôt, il s'était entretenu avec le ministre de l'économie et des finances, Eric Lombard. Avec 15,01 % du capital de Renault, l'Etat français reste le premier actionnaire, suivi par Nissan.

Le président de Renault est rompu aux crises. Jean-Dominique Senard, 72 ans, a pris cette fonction en janvier 2019 à la suite de l'arrestation de Carlos Ghosn. Il a dû restructurer Renault en supprimant 15 000 postes, faire face au Covid-19 et annoncer en 2020, l'année où Luca de Meo l'a rejoint, une perte historique de 8 milliards d'euros. Le groupe a aussi dû vendre avec une lourde perte sa filiale en Russie. Avec son directeur général, il a réussi un retour spectaculaire. Mais au moment où Renault parvient à afficher une des meilleures marges opérationnelles du secteur et de son histoire, Luca de Meo, l'homme qui avait remobilisé l'entreprise, s'en va.

Pour prendre les devants et tenter de rassurer les marchés financiers, mais aussi les salariés et les

fournisseurs de Renault, le conseil d'administration a annoncé « lancé le processus de désignation d'un nouveau directeur général sur la base du plan de succession déjà défini ». Une liste de remplaçants potentiels est établie. Un cabinet de chasseur de têtes doit être désigné pour assister le conseil d'administration.

Trois noms de candidats internes circulent déjà : François Provost, l'actuel directeur des achats, poussé par Luca de Meo mais peu apprécié par les équipementiers automobiles ; Denis Le Vot, populaire et sympathique patron de Dacia ; Fabrice Cambolive, discret dirigeant de la marque Renault. En externe, un nom se détache : celui de Maxime Picat, directeur des achats de Stellantis, préparé par Carlos Tavares mais pas choisi par John Elkann, le président du constructeur. Jérémie Papin, l'actuel directeur financier de Nissan, est aussi cité.

Reste une question essentielle : pourquoi Luca de Meo part-il maintenant ? « Il arrive un moment dans sa vie où l'on sait que le travail est accompli », explique-t-il dans le communiqué, arguant de son souhait de « vivre d'autres aventures ». Il laisse certes Renault en bien meilleure forme qu'il ne l'a trouvé, mieux armé face à l'avenir, mais les défis sont énormes. La stratégie d'augmentation des marges et des résultats par la hausse de prix a touché ses limites. Les acheteurs ne suivent plus et les ventes patientent, en particulier sur le marché français (- 2,1 % sur les cinq premiers mois de l'année).

La concurrence chinoise
Les volumes de production de voitures électriques, les seules, hors utilitaires, qui sont encore fabriquées en France, ne décollent pas au rythme espéré, et certainement pas à celui exigé par les objectifs européens de réduction des émissions de CO₂. La concurrence chinoise se fait sentir sur les marchés d'Amérique latine et d'Asie et menace en Europe. A plusieurs reprises, le directeur général de Renault a appelé l'Europe à changer la réglementation pour aider les constructeurs. Jette-t-il l'éponge parce qu'il n'y croit plus ? C'est l'hypothèse que Jean-Dominique Senard veut conjurer en nommant vite son successeur.

Une autre se dessine. Renault étant plus petit que Stellantis ou Volkswagen, et comptant l'Etat français à son capital, les émoluments de son directeur général ne sont pas les plus élevés du secteur. Les actionnaires de Renault, l'Etat en tête, ont pourtant fait de gros efforts pour satisfaire Luca de Meo. Sa rémunération a atteint 12,8 millions d'euros en 2024, grâce à une forte hausse de son salaire fixe et variable, mais aussi à une distribution d'actions de performance « exceptionnelle » de 4,37 millions d'euros liée au succès de son premier plan stratégique « Renaulution ». Un geste des actionnaires pour le fidéliser. Sans doute pas assez. A défaut d'avoir pu rejoindre Stellantis et d'espérer atteindre la rémunération d'un Carlos Tavares, il se dirige donc vers le secteur du luxe.

François-Henri Pinault aurait eu un coup de cœur pour Luca de Meo. Le PDG de Kering a vu dans le patron italien, collectionneur de montres, l'homme idoine pour le seconder et réaliser la scission des fonctions de président et de directeur général qu'il cumule depuis 2005. L'idée serait venue

de Sylvie de Vésinne-Larue, directrice du cabinet de chasseur de têtes Jouve et associés. La nomination de Luca de Meo serait annoncée lundi 16 juin, après la clôture de la Bourse de Paris. Interrogé par *Le Monde*, le groupe Kering, qui a annulé une réunion d'analystes financiers prévue lundi, n'a pas souhaité commenter.

Ce projet de scission des fonctions de président et de directeur général était voulu par les investisseurs financiers depuis plusieurs années, et notamment poussé par Bluebell Capital, actionnaire activiste entré au capital de Kering en 2023 et qui,

d'après nos informations, en est sorti. Ce fonds demandait la nomination d'un ou d'une « pro » du management, un profil expérimenté dans le secteur, pour diriger le groupe de luxe aux côtés de M. Pinault, âgé aujourd'hui de 63 ans, qui, depuis une dizaine d'années, vit à Londres, avec sa femme, l'actrice Salma Hayek.

M. Pinault a longtemps résisté à cette injonction. En septembre 2023, il a choisi de créer deux postes de directeur général adjoint et d'y promouvoir deux anciens cadres de Kering : l'Italienne Francesca Bellettini, ancienne PDG de Saint Laurent, chargée du développement des maisons, et Jean-Marc Duplaix, ancien directeur financier, directeur général adjoint du groupe chargé des opérations et des finances.

« Pure player du luxe »
La rencontre avec Luca de Meo, observateur attentif des codes du luxe, et les crises polymorphes auxquelles Kering est confronté auraient incité François-Henri Pinault à évoluer. Son groupe est devenu un « pure player du luxe », comme M. Pinault aime le rappeler, après avoir cédé La Redoute, Conforama, Le Printemps et CFAO, les principaux actifs du

conglomérat fondé par son père, François Pinault, aujourd'hui âgé de 88 ans. Mais l'entreprise aux 47 000 collaborateurs fait face à des vents mauvais : la consommation plonge en Chine, l'un de ses premiers marchés, et l'incertitude gagne les Etats-Unis, premier débouché au monde des articles de luxe.

M. Pinault doit aussi gérer une escadrille de problèmes internes. Gucci, qui en 2023 représentait près de la moitié du chiffre d'affaires de Kering, soit 9,9 milliards d'euros, et deux tiers de son résultat opérationnel, s'est gravement enfonce dans la crise. Les ventes de la marque italienne ont chuté de 21 % en 2024 et de 25 % au premier trimestre 2025. Après le départ de son directeur artistique, Alessandro Michele, en 2022, le groupe a peiné à trouver un remplaçant. Son choix s'est porté sur un inconnu du secteur, Sabato de Sarno, avant de s'en séparer en février et de confier la maison italienne, le 13 mars, à Demna Gvasalia, l'actuel directeur artistique de Balenciaga, filiale du groupe.

Ses premières collections ne seront dévoilées qu'à la fin 2025. Autre pilier de Kering, Saint Laurent n'est pas non plus dans une situation confortable. Dès lors, la di-

rection du groupe de luxe a prévu le 23 avril, lors de la publication de son chiffre d'affaires du premier trimestre, que la chute serait analogue au deuxième trimestre, « à deux chiffres ».

La situation financière de Kering, dont l'action a plongé de plus de 60 % en deux ans, est devenue un sujet de préoccupation. Le groupe a signé en janvier un accord avec le fonds d'investissement Ardian pour la cession d'actifs immobiliers ; l'opération doit lui apporter 837 millions d'euros de liquidités, qu'il affectera à la réduction de son endettement. De surcroît, le 20 mai, il a annoncé l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 750 millions d'euros. Le secteur s'interroge aussi sur la capacité de Kering à réaliser ses ambitions. Notamment celle de Kering Beauty, groupe de produits de beauté lancé en 2023, lors de l'acquisition des parfums Creed pour un montant évalué à 3,5 milliards d'euros. Autant dire que Luca de Meo aura fort à faire pour affronter la conjoncture et préserver la rentabilité ainsi que les ressources financières du groupe présidé par François-Henri Pinault. ■

SOPHIE FAY
ET JULIETTE GARNIER



UNE AUTRE BANQUE EST POSSIBLE

L'ÉCOLOGIE N'EST PAS UNE PUNITION C'EST UNE SOURCE D'INSPIRATION

BÉATRICE
DELPECH

Directrice générale adjointe

enercoop
L'énergie
militante



Nous sommes fiers d'accompagner Enercoop depuis plus de 10 ans dans son projet militant.

Premier fournisseur d'électricité exclusivement renouvelable et produite en France, Enercoop propose une offre portée par un modèle coopératif, comme le nôtre, à des particuliers, professionnels et collectivités. Un partenariat de long terme qui se concrétise par des financements permettant d'atteindre des objectifs ambitieux : déjà propriétaire de 55 sites de production en France, Enercoop compte plus d'une centaine de projets en développement sur tout le territoire.

Notre engagement, c'est de les aider à accomplir le leur. Jour après jour.

UN AVENIR.
UNE BANQUE.

Devenez client



www.credit-cooperatif.coop

Coût de connexion selon votre opérateur.

DOCUMENT À CARACTÈRE PUBLICITAIRE ET SANS VALEUR CONTRACTUELLE - Crédit Coopératif - Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable - RCS Nanterre 349 974 931 - APE 6419Z - N° de TVA intracommunautaire FR06 349 974 931 - Intermédiaire en assurance (courtier, mandataire d'intermédiaire d'assurance, mandataire d'assurance) ORIAS 07 005 463 - Siège social : 12, boulevard Pesaro - CS 10002 92024 Nanterre cedex - Téléphone : 01 47 24 8500 - www.credit-cooperatif.coop Crédit photo : Amandine Ramet - Typographie : Artus - La Suite - andCo

DÉFENSE

Un salon du Bourget à la coloration très militaire

Le rendez-vous international de l'aéronautique, qui ouvre le 16 juin, est percuté par la guerre en Ukraine et les conflits au Moyen-Orient. La défense occupe une plus grande place dans les allées

Depuis sa création, au début du XX^e siècle, le Salon international de l'aéronautique et de l'espace, le plus ancien et plus grand rendez-vous aérospatial au monde, a toujours mêlé secteurs civil et militaire, très proches l'un de l'autre dans le monde aérien. Mais pour sa 55^e édition, du 16 au 22 juin, la défense occupe une plus grande place dans les allées du parc des expositions du Bourget (Seine-Saint-Denis).

Sila guerre en Ukraine avait percuté l'édition de juin 2023, le contexte géopolitique s'est encore durci. Les menaces de Donald Trump d'arrêter le soutien militaire américain à Kiev ont conduit l'Union européenne à engager, en mars, un plan de réarmement. La guerre à Gaza et l'escalade des frappes aériennes entre Israël et l'Iran, depuis la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, alourdissent un peu plus le climat entourant le salon.

Le président socialiste du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, et l'ensemble des députés du département, tous de gauche, ont annoncé leur refus de participer à l'inauguration du salon, lundi, du fait de la présence d'entreprises israéliennes. «On ne peut pas, d'un côté, se dire attaché aux droits humains, et de l'autre, dérouler le tapis rouge à un Etat mis en cause par la Cour pénale internationale

alertant sur le risque d'actes génocidaires», a écrit, le 12 juin, sur X, Stéphane Troussel.

Mardi 10 juin, le tribunal judiciaire de Bobigny avait rejeté la requête d'un collectif d'associations qui lui demandait de bannir les entreprises israéliennes du Bourget au nom du risque de perpetuation de «crimes internationaux». Neuf entités israéliennes exposent sur le salon, dont la direction de la coopération internationale en matière de défense du ministère des armées. Des manifestations sont aussi annoncées par le collectif Guerre à la guerre, du 20 au 22 juin, pour les journées du salon ouvertes au grand public.

2400 EXPOSANTS

Pour le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas), l'organisateur du Bourget, ces tensions internationales ont pesé sur l'agenda. «L'environnement géostratégique nous amène à consolider» la partie consacrée à la défense. «point qui était en second plan les années précédentes», a reconnu Frédéric Parisot, le délégué général du Gifas, lors d'une conférence de presse, le 5 juin. Sur les 2400 exposants venus de 48 pays, 926 sont directement affiliés au secteur de la défense. Ce dernier est l'une des six grandes thématiques du salon et trois autres sont directement liées : cyber, intelligence artificielle et quantique ; drones ; espace. De quoi faire de l'ombre à la thématique réservée à la mobilité

aérienne durable, le thème phare des éditions précédentes.

2025 est «l'année du spatial», domaine lié à la défense, a insisté, jeudi 5 juin, Guillaume Faury, PDG d'Airbus et président du Gifas. La création d'un «Space Hub», un pavillon de 2500 mètres carrés «incarne», selon lui, «une ambition renouvelée de promouvoir une filière spatiale française et européenne». Lors de sa visite, programmée pour le vendredi 20 juin, Emmanuel Macron devrait réserver une partie de son discours au spatial et à la nécessité pour la France et l'Europe de retrouver leur souveraineté dans ce domaine.

L'espace est devenu une nouvelle zone de conflictualité. Sa militarisation avait franchi un premier pas avec la destruction, le 15 novembre 2021, par le tir d'un missile russe, d'un satellite hors d'usage. En Ukraine, la multiplication des brouillages des systèmes de navigation et de positionnement (GPS ou Galileo) et les attaques cyber contre des satellites ont confirmé la position stratégique de l'espace. Ce conflit a aussi démontré la dépendance de l'Europe à la constellation de satellites de télécoms d'Elon Musk, Starlink, l'istant, en mars 2023, à lancer la construction d'une infrastructure souveraine Iris², dont la mise en service est espérée à partir de 2030.

ATTENDU LE 18 JUIN, LE MINISTRE DES ARMÉES, SÉBASTIEN LECORNU, S'ATTARDERA SUR L'AVANCÉE DU PLAN DE LA FRANCE POUR REVENIR DANS LA COURSE AUX DRONES

Autre thématique forte du Bourget : les drones. Attendu le 18 juin, le ministre des armées, Sébastien Lecornu, s'attardera sur l'avancée du plan de la France pour revenir dans la course. Il s'agit de «ne pas chercher à rattraper notre retard», de l'ordre de «quinze à vingt années (...), car c'est vain, mais de faire en sorte qu'en 2029-2030, on ait fait un saut technologique d'une génération», avait expliqué M. Lecornu, le 27 février, lors de la visite, sur l'aérodrome de Blois-le-Breuil (Loir-et-Cher), des ateliers de Turgis & Gaillard, une société qui développe un drone moyen altitude longue endurance. Baptisé Aarok, cet appareil est exposé au Bourget.

Ce grand drone sert de modèle au ministère des armées pour pousser les industriels à changer

de méthode, pour produire plus vite, en masse et moins cher. C'est pour cela qu'il appelle aussi à une plus grande collaboration entre industries militaires et civiles, à l'image du projet de coopération entre un fabricant de drones et le constructeur automobile Renault révélé le 8 juin.

Selon un schéma similaire, le fabricant de missiles MBDA annonce, dès l'ouverture du Bourget, le projet de fabrication d'un drone armé de longue portée avec un équipementier automobile français, dont le nom n'est pas dévoilé. Il sera assemblé en France. Selon Stéphane Reb, le directeur général de MBDA France, la forme de ce drone, baptisé pour l'instant «One Way Effector», «peut rappeler celle d'un Shahed», le drone iranien, utilisé massivement par les Russes en Ukraine. «L'objectif est de pouvoir produire en masse, autour de 1000 exemplaires par mois avec un coût unitaire très bas», ajoute-t-il. MBDA et son partenaire pourraient démarrer la production début 2027.

CONTRAINTE BUDGÉTAIRE

S'ils répondent aux attentes du gouvernement, et de «l'économie de guerre» promue depuis mai 2022 par Emmanuel Macron, ces projets sont menacés par les contraintes budgétaires de la France, mettant en risque la bonne exécution de la loi de programma-

tion militaire 2024-2030, comme l'a souligné un rapport de la commission des finances du Sénat, publié le 14 mai. Plusieurs industriels ont commencé à tirer la sonnette d'alarme.

«Il n'y a pas eu en 2025 de commandes de la part du ministère des armées. Ce qui pose un problème aux entreprises, qui doivent faire tourner leur outil de production sinon elles risquent de disparaître», s'est inquiété le sénateur Cédric Perrin, président (Les Républicains) de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, dans un entretien à *La Tribune* le 4 juin. «Nous avons plus d'un milliard d'euros de commandes chez nos fournisseurs sans contrat de nos clients. On joue un rôle tampon mais cela ne peut pas durer indéfiniment», illustre M. Reb.

Dans ce climat tendu, un périlleux sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme est délimité, permettant la mise en œuvre de mesures exceptionnelles étatiques et privées. Dans les airs, le salon est protégé par une base aérienne projetée installée sur l'aéroport, qui accueille près de 500 aviateurs. Deux dispositifs y sont activés : une veille antiaérienne et une lutte antidirones, menée par l'armée de l'air et de l'espace, avec l'appui de la gendarmerie, de la police nationale et du groupe ADP. ■

OLIVIER PINAUD



Sur le stand de Dassault Aviation, au Salon du Bourget (Seine-Saint-Denis), dimanche 15 juin. SIMONE PEROLARI POUR « LE MONDE »

ArianeGroup pousse les feux dans les armes hypersoniques

Le fabricant de la fusée Ariane devait dévoiler, lundi 16 juin, un concept d'arme de frappe dans la profondeur hypersonique

C'est une maquette présentée discrètement, dans un coin du stand d'ArianeGroup, mais à la portée symbolique, illustrant le mouvement de réarmement de la France et de l'Europe. Pour son retour depuis l'édition 2017 au Salon international de l'aéronautique et de l'espace, qui se tient au Bourget (Seine-Saint-Denis) du 16 au 22 juin, le fabricant de la fusée Ariane dévoile un concept d'arme de frappe dans la profondeur hypersonique.

Peu de pays maîtrisent cette technologie, qui permet d'atteindre des vitesses au-delà de Mach 5 (cinq fois la vitesse du son), soit plus de 6 000 kilomètres à l'heure. La Russie a tiré ce type de missiles contre l'Ukraine, dont l'Orechnik, fin 2024. La

Chine expose le Dongfeng 17 depuis 2021 et les Etats-Unis ont procédé, fin avril, à un nouvel essai de leur Dark Eagle.

Le concept sur lequel travaille ArianeGroup pourrait parcourir plus de 1 000 kilomètres, volerait à environ 20 000 kilomètres à l'heure (Mach 16), ce qui lui permettrait d'atteindre l'espace, à une altitude supérieure aux satellites en orbite ou à la Station spatiale internationale, avant de revenir dans l'atmosphère puis frapper sa cible, ce qui rendrait très difficile son interception. Ce missile emporterait une charge conventionnelle, non nucléaire. Il pourrait être transporté sur une plateforme de lancement terrestre mobile pour être facilement déployé.

Chez ArianeGroup, on estime que ce missile pourrait être déve-

loppé en quelques années, car il utiliserait des savoir-faire technologiques des autres programmes du groupe, dont le M51, le missile mer-sol balistique à tête nucléaire qui équipe les quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de la force océanique stratégique française.

Ce nouveau concept hypersonique s'ajoutera au projet, encore plus high-tech, de planeur V-MAX, dévoilé lors d'un premier tir, le 27 juin 2023, depuis le centre d'essais de la direction générale de l'armement (DGA) à Biscarrosse (Landes). Un deuxième démonstrateur est en préparation. Le calendrier de ce nouveau tir reste secret. Contractualisé en 2019, ce programme d'essai est financé par la DGA. De la taille d'un homme, avec une forme de

fer à repasser aplati, le V-MAX est fabriqué à partir de matériaux complexes, comme le composite carbone/carbone ou du titane imprimé en 3D, ce qui lui permet de résister à des très grands flux de chaleur. Comme tout planeur, il n'a pas de moteur, simplement un peu d'énergie pour faire fonctionner son électronique.

Moins cher et plus rustique
Envoyé dans l'espace grâce à une fusée-sonde, il surfe à vitesse hypersonique sur les hautes couches de l'atmosphère, à la manière d'un galet en ricochet sur l'eau, peut changer de direction, suivre des trajectoires aléatoires, avant de plonger sur sa cible. Sa très grande vitesse et sa manœuvrabilité le rendent quasiment impossible à intercepter. Là encore, la France re-

joint un club fermé. Seuls les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et, possiblement, la Corée du Nord travaillent sur des planeurs hypersoniques.

Pour réaliser ce type d'essai, la DGA et ArianeGroup dépendent de fusées-sondes fabriquées par des industriels étrangers, notamment américains, ce qui ne permet pas de maîtriser les délais, ni la souveraineté du dispositif. D'où le développement, en cours de finalisation, de Sylex (système de lancement d'expériences), dérivé et adapté des technologies du M51 (tuyères, propulseurs...), en moins cher et plus rustique. Sylex sera à terme le transporteur du V-MAX si ce dernier voit le jour. Il sera aussi proposé à des clients civils privés, potentiellement étrangers, ou à des institutions pour

réaliser, par exemple, des expériences en micro-gravité.

Surtout connu pour sa fusée Ariane, le groupe spatial, détenu à parts égales par Airbus et Safran, pousse, depuis le Covid-19 et la guerre en Ukraine, les feux dans la défense, domaine pour lequel il réalise environ la moitié de son activité. Comme les autres fabricants d'armes français (MBDA, Thales, KNDS...), ArianeGroup connaît une pression forte de l'Etat pour accélérer sa production. Il a multiplié par deux la cadence de ses usines de la région bordelaise en 2024, pour être en capacité de répondre à la prochaine entrée en service du M51.3, la troisième version du missile nucléaire. La date des premières livraisons reste secrète. ■

O. PI.

Une pluie de commandes attendue dans le civil

Avionneurs et motoristes sont portés par la hausse continue du trafic aérien mondial

Un voile noir va nicher la 55^e édition du Salon international de l'aéronautique et de l'espace, qui se tient jusqu'au 22 juin sur l'aérodrome du Bourget (Seine-Saint-Denis). Une manifestation endeuillée par le crash, jeudi 12 juin, à Ahmedabad, en Inde, d'un Boeing 787 d'Air India qui transportait 242 passagers et membres d'équipage. Sans attendre, le patron du groupe américain a décidé d'annuler sa venue. «Stephanie [Pope, responsable de l'aviation commerciale] et moi avons annulé nos projets d'assister [au Salon] pour rester avec nos équipes et consacrer notre attention à notre client et à l'enquête», a indiqué le directeur général, Kelly Orthberg, dans un message envoyé dans la nuit de jeudi à vendredi à ses équipes.

Les avionneurs et motoristes pourraient, quelques jours seulement après la catastrophe aérienne, décider de modérer ou même de reporter leurs communiqués triomphants habituellement publiés lors de chaque commande. Car de nombreux contrats sont espérés lors de ce deuxième salon post-Covid. Notamment chez Airbus. Air Asia serait en cours de finaliser une commande d'une centaine d'Airbus dont un grand nombre d'A220, selon l'AFP, citant des sources industrielles. Un contrat qui ferait entrer pour la première fois le petit moyen-courrier dans la flotte de la compagnie malaisienne.

Toujours pour la famille A220, Airbus pourrait également finaliser la vente de vingt exemplaires à Royal Air Maroc. Même chose avec la compagnie à bas prix vietnamienne Vietjet, en discussion pour une commande 100 appareils de la famille A320, a indiqué,

mercredi, l'agence Bloomberg. Selon cette dernière, Airbus négocie avec la Chine une importante commande d'avions (200 à 500 appareils), mais celle-ci pourrait être annoncée en juillet, lors de la visite à Pékin de plusieurs dirigeants européens

Cinq milliards de passagers

Le salon et ses 2 400 exposants doivent illustrer la montée en puissance des pays qui veulent s'imposer comme des hubs puissants du transport aérien dans les prochaines années. Au Moyen-Orient, par exemple, l'Arabie saoudite a l'objectif de tripler son trafic aérien pour atteindre 330 millions de passagers d'ici à 2030. Les compagnies saoudiennes veulent venir concurrencer Emirates et Qatar Airways, les deux leaders de la région. Pour y parvenir, Riyad puise presque sans compter dans ses revenus pétroliers. En moins de deux ans, l'Arabie saoudite a commandé près de 370 appareils. Au Bourget, la nouvelle compagnie Riyadh Air ainsi que le loueur Avilease pourraient poursuivre leurs emplettes, notamment de gros-porteurs.

Cette frénésie de commandes est le signe de la bonne santé d'un secteur, les compagnies aériennes devant transporter cette année près de 5 milliards de passagers, selon l'Association du transport aérien international. Un chiffre qui doit permettre aux compagnies de réaliser 975 milliards de dollars (844 milliards d'euros) de revenus.

Les transporteurs, principalement les compagnies régulières, ont un autre motif de satisfaction : depuis la sortie du Covid, une nouvelle clientèle de passagers fortunés remplace les busi-

nessmen, qui sont en moins grand nombre. «Nos avions transportent beaucoup de jeunes, des artistes, des champions sportifs ou des acteurs des cryptomonnaies», explique Cédric Renard, directeur général d'Emirates France. Le taux de remplissage de nos premières et de nos business classes est supérieur à celui de nos classes éco.» L'arrivée de ces nouveaux clients redonne une seconde jeunesse à l'A380.

Toutes les compagnies, à l'exemple d'Emirates, de British Airways ou de Lufthansa, qui utilisent encore l'avion préféré des passagers, veulent non seulement le conserver mais aussi le rénover. Si elles gardent leurs flottes c'est aussi en raison d'un allongement des délais de livraison : il faut plus de sept ans d'at-

tente, en moyenne, entre la prise commande d'un appareil et sa mise à disposition. Airbus et Boeing, freinés par les ratés de leurs chaînes de sous-traitants, livrent les avions avec retard et en moins grand nombre que prévu.

Raisonnablement optimistes

Malgré les menaces d'instauration de droits de douane, les constructeurs se veulent raisonnablement optimistes. «La demande est toujours très forte dans toutes les régions du monde pour de nouveaux avions, des monocouloirs et des long-courriers», signale Joost van der Heijden, vice-président du marketing d'Airbus. Invité du Paris Air Forum, colloque organisé par le quotidien *La Tribune*, vendredi, Guillaume Faury, PDG d'Airbus, a rappelé

que tous les acteurs du transport aérien, notamment les Européens et les Américains, étaient «déterminés à ramener les tarifs douaniers à zéro». Le patron de l'avionneur a martelé que la prospérité de «l'industrie [aéronautique] repose depuis 1979 sur un accord qui met les droits de douane presque à zéro». Avant de s'exclamer, «quand on met soudainement des barrières tarifaires, c'est pénalisant et d'abord pour les entreprises américaines».

Cette année, l'avionneur européen veut livrer 820 appareils, soit 7 % de plus qu'en 2024. A Toulouse, l'objectif de M. Faury est de sortir 75 monocouloirs par mois d'ici à 2027. Mais les sous-traitants peinent à suivre le tempo. CFM International, filiale commune de Safran et de Gene-

ral Electric sur les moteurs d'avions moyen-courriers, n'aurait pas la capacité industrielle pour accompagner le rythme souhaité par Airbus, Boeing ou par le chinois Comac. La seule solution pour Safran serait d'augmenter son outil de production. Sachant qu'il faut de trois à quatre ans pour qu'une nouvelle usine soit opérationnelle.

Enfin, industriels et compagnies affirment la main sur le cœur qu'ils parviendront à la neutralité carbone en 2050. Pour lutter contre le réchauffement climatique, M. Faury veut «tenir l'objectif qu'à la fin de la prochaine décennie tous les aéronefs puissent voler avec 100 % de carburant d'aviation durable [SAF]». Reste que les SAF sont encore trop rares et très chers. ■

GUY DUTHEIL



L'Arabie saoudite se rêve en hub régional

Le royaume veut devenir la principale destination touristique de la péninsule

Sans doute pressé, AviLease, le loueur d'avions saoudien, n'a pas attendu le Salon international de l'aéronautique et de l'espace, organisé au Bourget (Seine-Saint-Denis) du 16 au 22 juin, pour passer commande. Il s'est offert auprès de Boeing vingt moyen-courriers 737 et a ajouté une option pour dix autres. Un contrat évalué à 3,6 milliards d'euros au prix catalogue. Cette commande, annoncée le 13 mai, n'a plus rien d'extraordinaire pour le pays.

Ces deux dernières années, l'Arabie saoudite s'est engagée dans un véritable sprint pour s'imposer d'ici à 2030 comme la principale destination touristique de la péninsule arabique et aussi comme une plaque tournante, un hub, du transport aérien. Alors que sa flotte n'était composée que de 200 appareils, depuis 2023, les compagnies du pays ont commandé près de 400 avions, dont au moins 285 Airbus. Fin avril, Saudiia Group, la compagnie nationale, a été reçue en grande pompe au siège de l'avionneur européen à Toulouse, à l'occasion d'une commande de 10 long-courriers A330 et d'une dizaine d'autres en option pour 1,15 milliard de dollars (1 milliard d'euros). «Avec cette commande, nous en sommes à 191 livraisons en attente, pour une flotte de 192 appareils», a dit Khalid Tash, directeur marketing de

Saudia Group, qui ambitionne de transporter 55 millions de passagers en 2030 (35 millions en 2024).

L'Arabie saoudite voit grand. D'ici à 2030, elle table sur 150 millions de touristes par an et vise l'arrivée de 330 millions de passagers dans ses aéroports. L'objectif est tout simplement de tripler le trafic aérien actuel. En 2024, l'Arabie saoudite a ainsi accueilli 128 millions de passagers, dont 69 millions venus via des vols internationaux, soit une progression de 15 % en un an. La pétromonarchie n'a pas hésité à créer, en 2023, une seconde compagnie nationale, baptisée Riyadh Air, qui veut rompre avec l'image un peu vieillie de la Saudia Airlines.

Pour faire du pays un carrefour obligé de l'aérien, l'idée est d'installer plusieurs hubs sur le territoire dans quatre des plus grandes villes du pays, à Riyad, Médine, Djedda et Dammam. Le pays aura fort à faire pour s'imposer comme le leader régional face aux compagnies du Golfe déjà bien installées, telles Emirates ou Qatar Airways. Et il devra aussi compter avec des puissances montantes comme la Turquie, qui se voit comme un hub entre l'Asie et l'Europe. Le pays est devenu l'un des plus gros acheteurs d'avions du moment. En 2025, Turkish Airlines devrait exploiter une flotte de plus de 500 appareils. ■

PRÉPARER LE TERRAIN POUR L'AÉRIEN DE DEMAIN.

Nos aéroports sont des lieux qui rassemblent tous les acteurs de l'aérien et jouent ainsi un rôle de catalyseur dans la décarbonation du secteur. C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place pour nos aéroports parisiens une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre, intégrant des objectifs pour nos émissions directes (90% d'ici 2035)¹ et celles de nos partenaires (90% d'ici 2050)². Validés par la certification SBTi et alignés avec les accords de Paris², ils traduisent notre engagement dans la transition de tout un secteur.

Car c'est aussi sur terre que se joue l'avenir du ciel.



DÉCOUVRIR TOUS NOS ENGAGEMENTS ET NOS ACTIONS.



(1) Par rapport à l'année de référence 2019 (2)+1,5°C maximum à horizon 2100

Aéroports de Paris (ci-après Groupe ADP), société anonyme au capital de 296 881 806 euros, dont le siège social est 1 rue de France 93290 Tremblay-en-France, immatriculée sous le numéro SIREN 552 016 628 RCS Bobigny. Crédits photos : Getty Images - Crédits photos : Zoo studio pour Groupe ADP - ARTEFACT3000



Manifestations des salariés de Porsche, devant l'usine de Stuttgart-Zuffenhausen, le 29 octobre 2024.
CHRISTOPH SCHMIDT/DPA

Les syndicats allemands face à la désindustrialisation

DOSSIER

BERLIN - correspondance

Nous l'appellerons Frank Müller. Ce technicien d'une trentaine d'années travaille dans le saint des saints de l'industrie automobile allemande : l'usine historique de Porsche de Zuffenhausen, à Stuttgart (Bade-Wurtemberg), le lieu d'où proviennent les mythiques 911 au moteur vrombissant. Il a requis un strict anonymat : en principe, rien ne doit sortir du site qui ne soit validé par le service communication. Difficile, pourtant, de cacher le malaise qui se répand, depuis quelques mois, derrière les murs de Zuffenhausen. « L'ambiance s'est beaucoup dégradée sur les lignes de montage depuis que la direction a annoncé la suppression de 1900 emplois. Ils ne vont pas renouveler les contrats à durée déterminée. Cela a fait s'effondrer l'engagement des collègues. Beaucoup sont absents, raconte Frank Müller. C'était le rêve de ma vie de travailler ici. Maintenant, je me demande s'il y a encore des perspectives. Je ne me vois plus rester là très longtemps. »

On peine à y croire. Les techniciens de Porsche, comme ceux de son voisin Mercedes, ou du géant Volkswagen, forment l'aristocratie du « made in Germany ». Ils sont parmi les mieux payés au monde, avec un prestige jusqu'ici sans égal. En Bade-Wurtemberg, le revenu annuel brut moyen dans l'industrie du métal et de l'électronique est de 76 000 euros. Chez Porsche, un technicien peut gagner jusqu'à 80 000 euros par an grâce aux bonus, souvent équivalents à un mois de salaire.

BASCULE VERS L'EXTRÊME DROITE

Ces rémunérations incarnent à elles seules l'idéal social allemand, un mythe central de l'identité du pays depuis la seconde guerre mondiale : celle d'emplois de production très bien payés et protégés, répartis sur le territoire, grâce à des produits vendus à forte marge dans le monde entier, fabriqués par des entreprises où un syndicat organise le partage de la valeur ajoutée, défend les emplois et les postes d'apprenti, dans une certaine idée de l'ascension sociale. Ce contre-pouvoir construit sur l'industrie, qui représente un élément majeur du modèle social allemand, peut-il survivre au choc économique en cours ?

Car le « made in Germany » et sa promesse sociale subissent un bouleversement historique, lié au choc de la concurrence chinoise et aux prix élevés de l'énergie. Rien qu'en Bade-

Le modèle social outre-Rhin, longtemps fondé sur des emplois de production très bien payés et protégés par des syndicats puissants, connaît un **bouleversement historique** avec la fin du moteur thermique et la concurrence de la Chine

Wurtemberg, 21 000 emplois industriels ont été détruits en 2024. En Allemagne, presque 10 000 sont détruits chaque mois. Lors des élections législatives de février, les ouvriers de production ont voté à 38 % pour le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD). Même dans le très riche Bade-Wurtemberg, la formation a recueilli 19,8 % des voix, presque autant qu'au niveau national (20,6 %). Le Parti social-démocrate (SPD), traditionnellement le « parti du travail », est tombé à 16,4 %, résultant le plus faible de son histoire récente.

C'est un revers majeur pour les syndicats de l'industrie, IG Metall et IG BCE (mines, chimie, énergie), dont l'une des missions depuis 1945 était précisément d'empêcher le retour du fascisme. C'est au nom de cette lutte qu'ont été adoptées les lois sur la codécision ou « codétermination » (*Mitbestimmung*), en 1951 et en 1976, qui organisent le dialogue social et la « démocratie en entreprise ». Celles-ci accordent aux représentants des travailleurs, rassemblés dans le Be-

triebsrat (« conseil d'entreprise »), la moitié des sièges dans les conseils de surveillance des entreprises de plus de 2 000 salariés. Ce système était vu comme le moyen d'empêcher le retour du capitalisme autoritaire qui avait permis, sous la République de Weimar (1918-1933), l'ascension du nazisme. Il reste aujourd'hui unique au monde et assure aux syndicats une influence économique et sociale sans équivalent, même s'il est souvent accusé d'avoir favorisé le corporatisme et une certaine inertie allemande.

Mais, à Stuttgart comme ailleurs, les signes de fracture entre les travailleurs et leurs représentants se multiplient. Un des plus visibles est le rejet du véhicule électrique, soutenu par IG Metall, mais considéré parmi les ouvriers comme la cause du déclin de leur industrie. Frank Müller est intarissable sur le sujet. « Chez nous, tout le monde s'énerve contre cette saleté de voiture électrique. Beaucoup accusent Volkswagen de l'avoir imposée brutalement à tout le monde. Leurs voitures se vendent mal », s'emporte le technicien.

LES TECHNICIENS DE PORSCHE, DE MERCEDES, OU DE VOLKSWAGEN, FORMENT L'ARISTOCRATIE DU « MADE IN GERMANY », AVEC UN PRESTIGE JUSQU'ICI SANS ÉGAL

Outre-Rhin, la transition vers le véhicule électrique, justifiée pour des raisons environnementales et pour conquérir le marché chinois, n'a pas tenu ses promesses. Les ventes sont décevantes, et les constructeurs n'ont pas réussi à maintenir leur domination dans le pays. La Chine s'est transformée en concurrent redoutable, capable de concevoir et produire des voitures électriques et des machines-outils très compétitives.

DE FIERTÉ DU PAYS À POLLUEURS
Outre les destructions d'emplois, la transition a pour effet social majeur de baisser la valeur symbolique des techniciens spécialistes du moteur thermique, qui passent tout à coup pour des pollueurs, quand ils étaient la fierté d'un pays. « Quand tu fabiques un moteur qui coûte à lui seul de 90 000 euros à 100 000 euros avant même qu'il ait des roues ou une carrosserie, c'est une valeur que tu as, c'est évident. Mais combien de temps cela va-t-il encore durer ? », soupire Frank Müller.

Klaus Dörre, sociologue spécialiste des syndicats et du populisme de droite en milieu ouvrier, met en évidence la charge émotionnelle de la crise actuelle. « Non seulement ces travailleurs sont perdants de la transformation, mais c'est tout leur style de vie qui est remis en cause », explique-t-il. Ce monde industriel essentiellement masculin, dépositaire des vieux mythes allemands de la transformation du métal et de la technique, est ébranlé par l'impératif de décarbonation, la concurrence internationale et les bouleversements du numérique.

La querelle sur le moteur électrique n'est pourtant qu'un symptôme d'une transition plus profonde : le déclin de la production outre-Rhin. Selon une étude de l'Institut économique de Munich (Ifo), en mars, l'industrie allemande se trouve dans une transformation fondamentale vers les services. « L'industrie est en train d'adapter son modèle économique et concentre de plus en plus ses activités dans le pays à la R&D [recherche et développement] et aux services », souligne Timo Wollmershäuser, économiste à l'Ifo. Cette

Deux syndicats, allemand et américain, unis contre les droits de douane

LIBRES-ÉCHANGISTES allemands et américains, unissez-vous ! Tel était, en substance, le message de deux organisations syndicales transatlantique diffusé le 5 juin. IG BCE, le syndicat allemand des mines, de la chimie et de l'énergie (500 000 membres), et United Steelworkers (USW), le plus grand syndicat américain avec 850 000 membres, ont fait cause commune contre les droits de douane dans un manifeste paru le jour de la visite du chancelier allemand, Friedrich Merz, à la Maison Blanche. « Des droits de douane imposés arbitrairement peuvent menacer l'existence de nos industries et, en même

temps, des milliers d'emplois des deux côtés de l'Atlantique, interrompre des chaînes d'approvisionnement vitales et saper le secteur manufacturier. Nous combattrons les politiques commerciales irréfléchies qui nous nuisent à tous », proclame le texte.

« L'être humain au centre »

Les deux syndicats ont pris le contre-pied de l'actuelle administration américaine : au lieu de combattre les échanges internationaux comme source des maux des travailleurs de l'industrie, ils plaident pour leur renforcement et leur stabilisation, dans le respect de certaines règles. « Les chaî-

nes d'approvisionnement mondiales sont les artères vitales de notre industrie – elles ne doivent pas être basées sur l'exploitation, mais sur l'équité, la durabilité et le respect du travail des personnes (...) Avec USW, nous défendons une industrie qui place l'être humain au centre, avec des emplois sûrs, des salaires équitables et une transformation juste », souligne Michael Vassiliadis, président du syndicat allemand. David McCall, président d'USW, estime pour sa part que « les travailleurs du monde entier ont bien plus en commun les uns avec les autres qu'avec la classe des milliardaires – et [ils] ne [peuvent] pas laisser des entreprises avides [les] contrain-

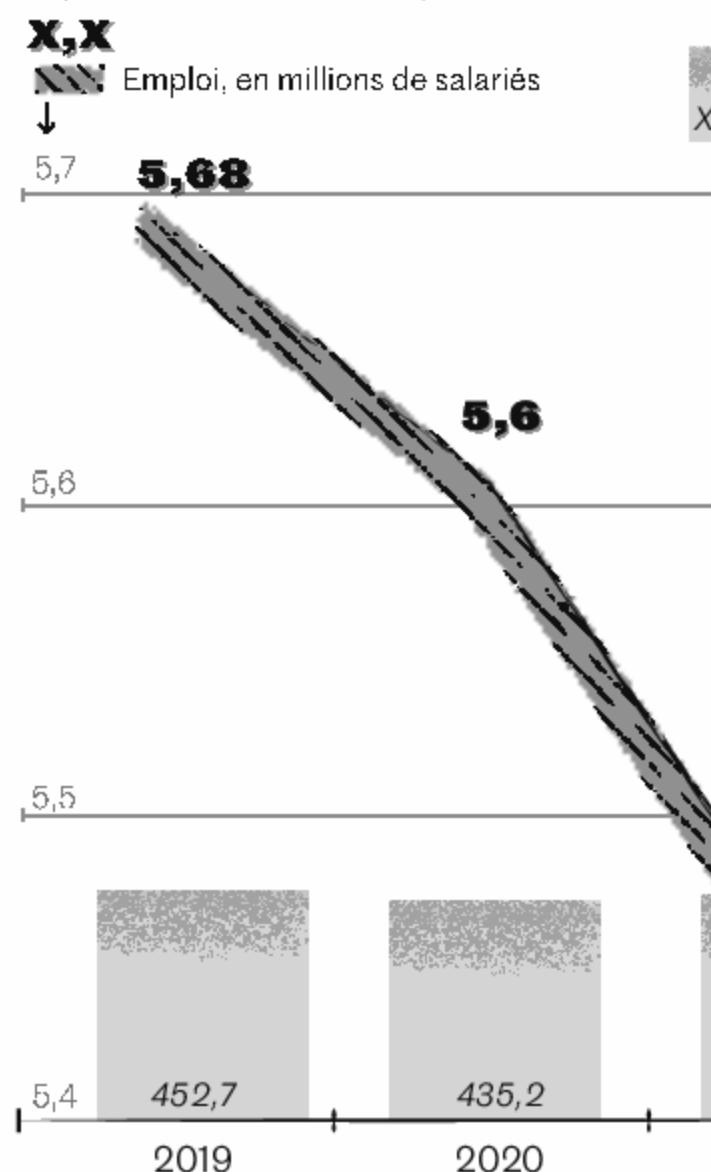
dre à une course vers le bas en matière de salaires et de conditions de travail ».

Les deux syndicats demandent notamment des investissements massifs dans les infrastructures, les énergies renouvelables, l'innovation industrielle et la « souveraineté technologique ». Un vœu pieux à l'ère de l'intelligence artificielle et des affrontements géopolitiques ? Une des rares tentatives syndicales de réponse internationale au déclin de leur influence, même si les deux organisations se gardent bien de mentionner leurs collègues chinois. ■

CÉCILE BOUTELET
(BERLIN, CORRESPONDANCE)

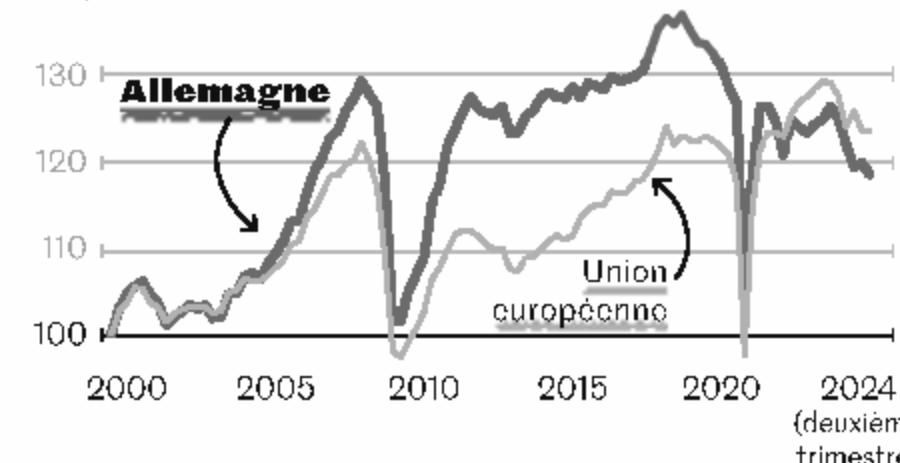
Le déclin industriel et la tertiarisation de l'emploi en Allemagne

Emploi et chiffre d'affaires de l'industrie allemande, au premier trimestre de chaque année

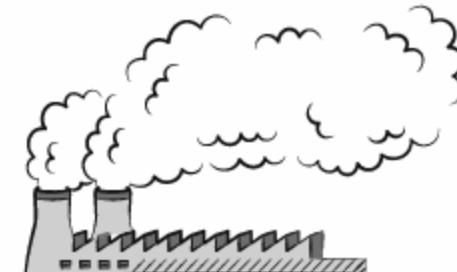
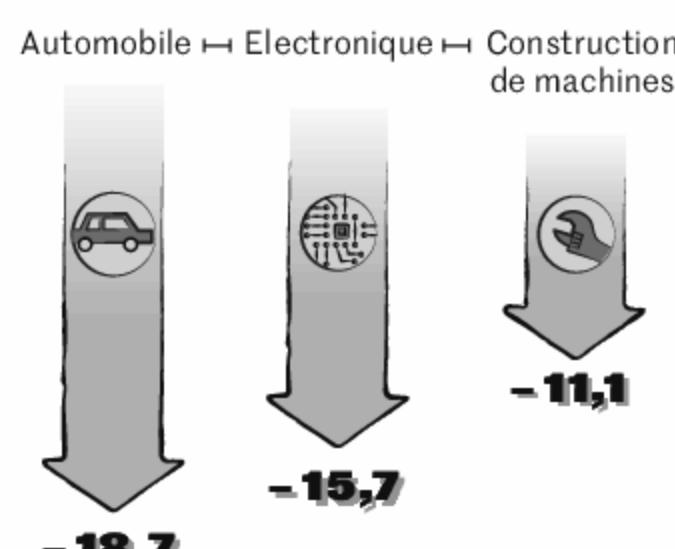


Chiffre d'affaires, en milliards d'euros

Indice de la production industrielle manufacturière, en points, indice base 100 en 2000

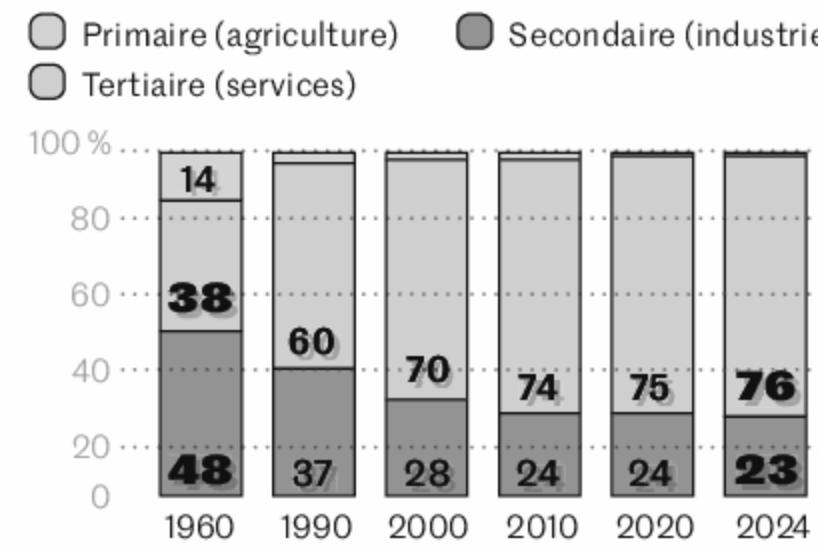


Pertes d'emplois en 2024 dans les secteurs industriels les plus touchés, en milliers



217 000 emplois industriels ont été supprimés en Allemagne depuis 2019, selon le Baromètre de l'industrie allemande, EY

Emploi allemand par secteur, en % de l'emploi total



Infographie : Le Monde ; Benjamin Martinez et Floriane Picard

Sources : Baromètre de l'industrie allemande, EY ; Eurostat ; Destatis ; Unions and employers' associations in Germany : a survey of their membership, density and bargaining coverage, Claus Schnabel ; CFDT

évolution est particulièrement visible dans l'automobile et la construction de machines, où les capacités de production classiques sont de plus en plus délocalisées à l'étranger.

C'est ce qui explique pourquoi la part de l'industrie dans le produit intérieur brut allemand est restée stable ces cinq dernières années, malgré la baisse de la production en volume. «Alors que l'indice de production a baissé de 13 % entre 2018 et 2024, la valeur ajoutée globale n'a chuté que de 3 % sur la même période», poursuit M. Wollmershäuser. Conséquence: la part de techniciens de production, même très qualifiés, se réduit dans l'entreprise. Ils sont mis en concurrence avec les travailleurs d'Europe de l'Est, les ouvriers chinois ou des machines. «*«faï des copains à l'usine AMG d'Affalterbach [la marque sport de Mercedes, en banlieue de Stuttgart] qui ont dû partir car la production a été délocalisée en Chine. Une usine du futur, où presque plus aucun humain ne travaille... Y penser me fait monter les larmes aux yeux*», détaille Frank Müller.

Dans ce contexte, les syndicats de l'industrie sont déchirés. Faut-il résister à la tendance ou se résigner à ce qu'une partie de la production soit perdue? Comment réagir à la montée de l'extrême droite parmi les travailleurs, qui cachent de moins en moins leurs opinions? En parlant avec Boris Schwürz, délégué IG Metall chez Mahle, un équipementier expert des moteurs thermiques à Stuttgart, on sent le malaise actuel. «*Nous savons qu'il y a des gens qui votent différemment par protestation, parce qu'ils veulent le retour du monde du moteur thermique. Mais on ne peut pas remonter le temps. L'électricité va jouer un rôle dans la mobilité du futur, mais il y a aussi d'autres options, si l'on reste ouvert à la technologie.*» Cette «ouverture technologique», autrement dit les carburants synthétiques ou l'hydrogène, solutions encore trop chères pour une utilisation de masse, est l'argument dominant pour tenter de sauver le moteur thermique... comme emblème de toute l'industrie allemande.

«*Les emplois industriels traditionnels subissent une énorme pression, c'est évident. Il ne faut pas se limiter à une lutte défensive permanente. Sinon, le Bade-Wurtemberg pourrait devenir la nouvelle Ruhr*», observe Enzo Weber, de l'Institut de recherche sur le travail IAB, en référence à la région charbonnière de l'Ouest qui ne s'est pas remise du déclin de la sidérurgie. «*Dans ce contexte, le rôle des syndicats devrait être de faciliter la requalification des travailleurs vers des spécialités comme l'éolien, l'hydrogène, l'économie circulaire, qui ont une forte composante technique et industrielle.*

Mais les créations d'entreprises dans l'industrie sont à un niveau historiquement faible. Nous avons besoin de plus de renouveau.»

IG Metall, premier syndicat d'Europe avec 2,1 millions de membres pour 3,9 millions de travailleurs de l'industrie métal et électronique, reste ultra-dominant dans le débat social outre-Rhin, en raison de sa forte implantation dans les grands groupes-clés du «made in Germany» (Volkswagen, BMW, Mercedes, Bosch, Siemens, ThyssenKrupp). Cette base fait aussi de lui le syndicat le plus riche: grâce aux cotisations équivalentes à 1 % du salaire brut, 642 millions d'euros ont alimenté les caisses en 2024. Celles-ci permettent, notamment, de soutenir les grèves en cas de conflit.

LE DIALOGUE, UN ATOUT MAJEUR

Mais la vague actuelle de licenciements réduit à néant l'effet des nouvelles adhésions qui avaient enrayer le déclin rapide, depuis 1991. À l'époque, le syndicat comptait 2,6 millions de membres. L'âge moyen est de 50 ans et les jeunes sont sous-représentés. Les plus syndiqués sont les travailleurs de la production, les plus attachés aux réseaux de solidarité dans l'entreprise. Dans les services alle-

CONSCIENT DU RISQUE DE PERTE D'INFLUENCE, LE SYNDICAT IG METALL TENTE D'INTÉGRER LES SALARIÉS DES START-UP ET DE RECRUTER PLUS D'INGÉNIEURS

Conscient du risque de perte d'influence, IG Metall tente, depuis quelques années, d'intégrer les salariés des start-up et de recruter plus d'ingénieurs. Ceux-ci, qui se croyaient protégés, reconnaissent être menacés par la concurrence internationale et la révolution de l'intelligence artificielle. «*Nous avons eu une hausse des adhésions chez IG Metall fin 2024, après l'annonce de la fermeture d'un site Bosch près de Stuttgart, dévolu à la conduite autonome. Les ingénieurs ont senti qu'ils devaient se mobiliser après que le groupe a décidé de renforcer ses effectifs de R&D en Chine, au détriment de Stuttgart*», témoigne Stefan Bischoff, délégué syndical chez Bosch, lui-même docteur en physique et expert en systèmes d'assistance à la conduite.

Dans ce contexte, Christiane Benner, présidente d'IG Metall depuis fin 2023, a entrepris de redéfinir le rôle du syndicat, en l'élargissant. Si elle prend davantage en compte la nouvelle économie, elle plaide pour un retour aux sources: un renforcement de la «démocratie en entreprise», qu'elle définit non comme un lieu de production, mais comme une institution sociale, où la codécision devrait être davantage ancrée. Le syndicat répète que le dialogue étroit entre salariés et direction, quel que soit le secteur, est un atout majeur pour la résilience des entreprises et de la société dans un environnement mondial incertain.

Signe d'une bascule: au mois de mai, IG Metall s'est éloigné de sa revendication de la semaine de quatre jours pour se concentrer sur des enjeux industriels mondiaux, en soutien du site de production et de la «souveraineté» européenne. Avec IG BCE, IG Metall réclame une politique industrielle active, une obligation de «contenu local» pour les groupes étrangers qui veulent vendre en Europe, et la défense des usines. En Allemagne, la lutte des classes prend aussi des allures de combat géopolitique. ■

CÉCILE BOUTELET

«L'image romantique de l'ouvrier comme avenir du pays est révolue»

SIMON JÄGER, PROFESSEUR associé à l'université de Princeton (New Jersey) et au MIT, est spécialiste de l'économie du travail.

Aujourd'hui, en Allemagne, 10 000 emplois industriels disparaissent chaque mois. Est-ce la fin du travailleur classique de l'industrie?

Le modèle industriel allemand est fortement sous pression. Mais la crise a commencé il y a longtemps, dès 2017-2018, quand a débuté la baisse de la production des industries intensives en énergie. Dans les années 2000-2010, l'Allemagne a fortement profité de l'essor industriel de l'Asie et de la Chine. Ce succès, qui s'est accompagné d'un boom sur le marché de l'emploi, a occulté beaucoup de choses, comme le vieillissement des infrastructures, l'absence d'investissement dans les technologies d'avenir, le déséquilibre de l'approvisionnement en énergie. On en paye aujourd'hui le prix. Cela pose la question de l'avenir du modèle économique allemand, qui a toujours

été fortement basé sur la production de machines de haute qualité. Le problème est qu'il n'y a plus autant de clients pour ces produits dans le monde, et que la concurrence s'est renforcée. Et, de façon générale, les emplois de production sont en déclin partout, même en Chine.

Malgré tout, les discours politiques entretiennent l'idée que l'Allemagne doit rester un «grand pays industriel»...

Pour moi, c'est un mélange de nostalgie et de surestimation de ses capacités. L'Allemagne a encore de bons facteurs d'attractivité: une population parfaitement formée, un Etat de droit qui fonctionne. Il va rester bien sûr des emplois de production, mais je pense qu'il faut se débarrasser de l'idée romantique de l'ouvrier de l'industrie qui serait la source de la valeur ajoutée et l'avenir du pays. Le train va dans l'autre sens. Aujourd'hui déjà, 70 % de la création de valeur en Allemagne se fait avec les services. Je pense que les emplois in-

dustriels du futur seront différents, avec plus d'automatisation, et un rôle plus important pour les activités non routinières.

Que devient le rôle des syndicats dans cette situation?

Ils restent des institutions importantes, même si l'affondrement des effectifs pourrait créer à terme une crise de légitimité. Les lois sur la codécision ont contribué à faire en sorte que les syndicats allemands soient plutôt modérés et coopératifs, qui se voient comme des partenaires au sein de l'entreprise, même s'ils peuvent aussi déclencher des actions de lutte collective. Les Betriebsrat («conseil d'entreprise») restent aujourd'hui les seules institutions puissantes où les cols bleus sont représentés, alors qu'ils sont quasi absents du Parlement, par exemple. Ce sont aussi les seuls endroits où tout le monde peut voter, quelle que soit sa nationalité. Cette représentativité les rend uniques. En ce sens, IG Metall a raison de parler de «démocratie vécue» en entreprise.

Peut-on contrer le déclin des effectifs des syndicats?

Dans les pays scandinaves, où les syndicats ont réussi à conserver un haut degré de participation, ceux-ci ont négocié un fort tissu de protection en échange de plus de flexibilité pour les employeurs. Ils sont aussi des prestataires de services, ce qui les rend intéressants économiquement pour les salariés. En Allemagne, le nouveau gouvernement prévoit maintenant de rendre les cotisations syndicales plus avantageuses sur le plan fiscal, donc de subventionner les adhésions.

A un moment où l'autoritarisme est au pas de la porte, voire déjà dans la maison, les syndicats sont des institutions indépendantes, capables d'influer sur le partage de la valeur ajoutée dans le changement technologique en cours... à condition qu'elles restent crédibles et représentatives. Sinon, c'est tout le système de codécision qui est menacé. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. BT.
(BERLIN, CORRESPONDANCE)

Energie : des débats cruciaux à l'Assemblée

La proposition de loi du sénateur Daniel Gremillet va fixer le cap en matière de nucléaire et de renouvelables

C' est une simple proposition de loi sénatoriale qui se retrouve amenée à fixer le cap de la politique énergétique pour les dix prochaines années. Et dans laquelle ne figure, à ce stade... aucune mention de la production nucléaire, ni actuelle ni à venir. Lundi 16 juin, les députés devaient commencer l'examen d'un texte très attendu sur l'énergie et la décarbonation. Il devrait donner lieu à de vives discussions, les différents groupes politiques affichant des positions diamétralement opposées sur la place à accorder aux réacteurs, aux éoliennes et aux panneaux solaires.

Issue d'un processus long et chaotique, cette proposition de loi « vient combler une lacune gouvernementale », a rappelé son rapporteur, Antoine Armand (Renaissance, Haute-Savoie) le 2 juin, lors de l'examen en commission des affaires économiques. Selon le code de l'énergie, le gouvernement aurait en effet dû soumettre au Parlement une grande loi de programmation énergie-climat au plus tard le 1^{er} juillet 2023, qui aurait ensuite donné lieu à sa déclinaison opérationnelle, la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Des travaux et des consultations ont bien été lancés dès 2022 et une ébauche de projet de loi mise sur la table, mais, en avril 2024, le gouvernement de Gabriel Attal a finalement renoncé à soumettre ce texte au Parlement, faute d'être certain de dégager une majorité pour le soutenir.

De nombreux élus se sont offusqués de ce contournement de l'Hémicycle et de l'adoption annoncée de la nouvelle feuille de route énergétique par décret. En avril 2024, le sénateur (Les Républicains) des Vosges, Daniel Gremillet, soumet sa propre proposition « de programmation et de simplification », adoptée par le Sénat en octobre 2024. Elle prévoit notamment le maintien d'un système électrique majoritairement basé sur le nucléaire. En mai, alors que la PPE est sur le point d'être publiée, le Rassem-

blement national (RN) agite la menace d'une motion de censure si le Parlement n'est pas consulté : le premier ministre, François Bayrou, organise alors des débats sans vote, boycottés par une partie des élus, et ouvre aussi la voie à l'examen de la proposition de loi Gremillet.

En commission, des députés de tous bords ont de nouveau regretté ces tergiversations, en rappelant que, à la différence d'un projet de loi, une proposition de loi ne donne lieu ni à une étude d'impact ni à des consultations préalables. Malgré ces limites, ils se sont entendus pour assumer la dimension programmatique du texte : ils l'ont rebaptisé « proposition portant sur la programmation nationale énergie et climat pour les années 2025 à 2035 » et ont supprimé une quinzaine d'articles portant sur d'autres sujets, tels que la protection des consommateurs. Antoine Armand, ancien épiphémère ministre de l'économie, a plaidé pour se concentrer sur l'affirmation de « grands objectifs » et pour ne pas chercher à mettre dans la loi « le rythme annuel de progression de telle ou telle énergie », qui sera défini par la PPE.

Plus de 660 amendements

Sur ces grandes orientations, les divergences entre les divers groupes sont majeures. Maximalistes, l'extrême droite et la droite poussent pour un développement très important du nucléaire et pour mettre à l'arrêt les filières solaire et éolienne. Le RN souhaite par exemple, d'ici à 2050, la construction de 70 gigawatts (GW) de nouvelles capacités nucléaires, soit plus que la capacité du parc actuel. Au contraire, les députés « insoumis », écologistes et socialistes mettent l'accent sur les renouvelables, même si le groupe socialiste a précisé être favorable à la construction de huit nouveaux réacteurs.

De manière totalement inattendue, un vote des députés du RN et de la gauche a entraîné, pour des motivations contraires, la suppression de l'article prévoyant la



Antoine Armand, député (Renaissance) de Haute-Savoie, et Aurélie Trouvé, députée (LFI) de Seine-Saint-Denis, à Paris, le 3 juin. XOSE BOUZAS

prolongation de la durée de vie du parc nucléaire actuel et la relance de la filière – des dispositions qui seront selon toute vraisemblance réintroduites en séance. A l'issue des travaux de la commission, la droite a en tout cas jugé le texte « déstructuré et sans aucune logique », le bloc central l'a décrit comme « assez bancal », et Antoine Armand a expliqué que l'article sur les renouvelables était « criblé d'incohérences ».

« Le débat se focalise sur la production d'électricité, avec une surenchère concernant les projets nucléaires, regrette Hélène Gassin, présidente de l'association néoWatt. Cela a fait disparaître des sujets tels que la sécurité d'approvisionnement, la sobriété ou l'effica-

Sur ces grandes orientations, les divergences entre les groupes sont majeures

cité. » Le contexte actuel, marqué par une surcapacité électrique, très différent du contexte de crainte de coupures de courant qui prévalait aux débuts des travaux sur la PPE, a ravivé l'idée d'une concurrence entre nucléaire et renouvelables. L'électricité représente un peu plus du quart de la consommation d'éner-

gie, encore largement dominée par le pétrole et le gaz importés.

Pour prendre en compte les engagements climatiques de la France, la proposition de loi prévoit par ailleurs de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 % d'ici à 2030 (par rapport à 1990), de diminuer la consommation énergétique finale de 30 % (par rapport à 2012), de réaliser 380 000 rénovations énergétiques performantes ou encore de baisser l'empreinte carbone du pays. Elle inscrit également la transformation d'EDF, qui est aujourd'hui une société anonyme, en établissement public à caractère industriel et commercial, et rétablit des tarifs réglementés de vente du gaz.

Vendredi 13 juin, plus de 660 amendements avaient déjà été déposés. A quoi le texte ressemblera-t-il, après les quarante heures de débat programmées à l'Assemblée ? « La façon dont le texte est sorti de commission montre que les choses sont imprévisibles », estime Bastien Cuq, chargé de plaidoyer énergie du Réseau Action Climat. C'est en quelque sorte la dernière phase de concertation autour de la PPE, dont la publication est vraiment pressante pour les acteurs du secteur, qui se joue au Parlement. » Le premier ministre, François Bayrou, s'est engagé à modifier la PPE pour prendre en compte les discussions ayant lieu à l'Assemblée. ■

PERRINE MOUTERDE

Négociations climatiques à Bonn dans un « nouvel ordre mondial »

Du 16 au 26 juin, les délégations préparent la COP30 de Belem. L'enjeu est de remobiliser les Etats, dont les efforts restent très insuffisants

Les Brésiliens l'appellent le « mutirão », soit une mobilisation collective en vue d'atteindre un objectif. Le but que vise la présidence de la 30^e Conférence des parties sur le climat (COP30), qui se tiendra à Belem (Brésil) en novembre, est l'un des plus complexes du moment : accélérer la lutte contre le changement climatique et renforcer le multilatéralisme. C'est avec ce mot d'ordre que s'ouvrent les négociations climatiques intermédiaires de Bonn (Allemagne) du 16 au 26 juin, qui préparent la COP30. Une gageure alors que ces pourparlers internationaux, les premiers organisés depuis le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, se tiennent dans un monde plus que jamais fragmenté, bousculé par les multiples crises et guerres. « Un nouvel ordre mondial en matière de climat », résume Li Shuo, directeur pour la politique climatique chinoise à l'Asia Society Policy Institute.

Ces négociations techniques et procédurales ne déboucheront pas sur des décisions, étant donné que les ministres n'y prennent pas part. Mais elles seront importantes pour « prendre la température », « voir là où les pays sont prêts à avancer » en dépit de l'ab-

sence des Américains, et « clarifier les attentes de la présidence brésilienne », explique Lola Vallejo, directrice de l'équipe climat de la Fondation européenne pour le climat. Alors que la COP29, à Bakou, en Azerbaïdjan, s'est achevée fin 2024 dans la division, avec un accord au goût très amer pour les pays du Sud, « le principal enjeu de Bonn sera de restaurer la confiance entre les pays », ajoute Hélène Van Rossum, chercheuse à l'Institut des relations internationales de Bonn (Allemagne) du 16 au 26 juin, qui préparent la COP30. Une gageure alors que ces pourparlers internationaux, les premiers organisés depuis le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, se tiennent dans un monde plus que jamais fragmenté, bousculé par les multiples crises et guerres. « Un nouvel ordre mondial en matière de climat », résume Li Shuo, directeur pour la politique climatique chinoise à l'Asia Society Policy Institute.

La présidence brésilienne de la COP30 veut passer d'une « ère de la négociation » à une « ère de la mise en œuvre ». Consciente de l'urgence climatique – le mois de mai a été le deuxième plus chaud jamais enregistré –, elle cherche à éviter les blocages, « la procasti-

La présidence brésilienne veut passer d'une « ère de la négociation » à une « ère de la mise en œuvre »

nation et le report des décisions ». Dans une lettre aux parties datée du 23 mai, le président André Corrêa do Lago a innové en proposant aux chefs de délégation de se retrouver dès dimanche 15 juin, lors d'un « jour zéro », pour une « discussion informelle » autour des principaux dossiers sur la table.

Les pays doivent d'abord progresser sur comment appliquer les engagements arrachés à la COP28 de Dubaï en 2023 : la transition hors des énergies fossiles, de manière « juste, ordonnée et équitable », le triplement des énergies renouvelables ou encore la fin de la déforestation. Ces discussions sont d'autant plus complexes que certains Etats, comme l'Arabie saoudite ou la Russie, bataillent pour ne plus évoquer la fin du charbon, du pétrole et du gaz. « Il faudrait avoir des trajectoires par type d'énergies fossiles et par pays, avec ceux développés qui en sortiraient les premiers », appelle Gaia Febvre, responsable des politiques internationales au Réseau Action Climat. Cette sortie des fossiles devrait se matérialiser dans les nouveaux plans climat, « mais pour l'instant peu de pays l'ont mentionnée », regrette-t-elle.

Les pays doivent accroître leurs engagements climatiques cette

année, comme le prévoit l'accord de Paris, qui fête ses 10 ans en décembre. Leurs nouveaux plans climat (les Nationally Determined Contributions, NDC, en anglais), qui portent à l'horizon 2035, sont censés être bien plus ambitieux, alors que les politiques actuelles mènent la planète vers un réchauffement de 3,1 °C à la fin du siècle. Mais à ce stade, seuls 22 Etats les ont envoyés à l'Organisation des Nations unies, dont 5 pays du G20 (les principaux pollueurs) : les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, le Japon et le Brésil. Et leurs plans sont encore insuffisants : ils ne permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre que de 1,4 milliard de tonnes entre 2030 et 2035, alors qu'il faudrait les abaisser de 31 milliards de tonnes pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, selon le World Resources Institute.

Manque de financements
Manquent à l'appel trois des principaux émetteurs : l'Union européenne, la Chine et l'Inde. La Commission européenne doit présenter le 2 juillet sa cible de réduction des émissions en 2040 (qui pourrait être de -90 %), de laquelle découlera sa NDC pour 2035. Cette dernière pourrait être adoptée

lors d'un conseil des ministres de l'environnement en septembre, mais les divisions restent fortes entre les Etats membres. « La grande inconnue est de savoir si la France votera l'objectif 2040. On a besoin que l'Union adopte sa NDC rapidement pour avoir un effet d'entraînement sur les autres pays », rappelle Lola Vallejo.

La Chine, le premier émetteur mondial, pourrait livrer son plan en septembre. « Elle a l'habitude de s'engager à peu, mais de dépasser ses objectifs. Ce que fait sur le terrain cette superpuissance des technologies propres compte plus que ce qu'elle dit dans les négociations officielles », assure Li Shuo.

Le renforcement des efforts, notamment celui de l'Inde, pourrait se voir entravé par le manque de financements pour le climat. A la COP29, les pays développés se sont engagés à verser 300 milliards de dollars (260 milliards d'euros) par an aux pays en développement pour financer leur transition climatique à l'horizon 2035, une somme bien inférieure à ce que ces derniers réclamaient.

A Bonn, les Etats devront alors progresser sur la feuille de route dite « de Bakou à Belem » afin de débloquer une enveloppe plus large de 1300 milliards de dollars

d'argent public mais aussi privé. « Les pays développés doivent régler la plus grande partie de la facture sous forme de financements qui n'entraînent pas d'endettement », c'est-à-dire avec des dons plutôt que des prêts, appelle le Kényan Julius Mbatia, responsable de la justice climatique dans la coalition ACT Alliance. Les négociateurs devront aussi préciser le cadre de l'« objectif global d'adaptation », l'un des articles de l'accord de Paris visant à « réduire la vulnérabilité au changement climatique », en établissant des indicateurs pour mesurer les progrès des nations. Et ils travailleront sur la « transition juste », afin de s'accorder sur comment intégrer des principes d'équité dans la décarbonation.

La présidence brésilienne a organisé de nouveaux canaux de discussions : elle a nommé 30 envoyés spéciaux pour la COP30 et créé des cercles des anciens présidents de COP, des leaders autochtones ou encore des ministres des finances. « Il faudra trouver un point d'arrivée commun, prévient Cintya Feitosa, chargée de mission à l'Institut pour le climat et la société, au Brésil. Sans quoi cette action collective risque de devenir une cacophonie. » ■

AUDREY GARRIC

Günther Uecker Artiste allemand



A Berlin, en 2005. JOCKEL FINCK/AP

L'artiste allemand Günther Uecker est mort, mardi 10 juin, à Düsseldorf (Allemagne), à l'âge de 95 ans. Trop souvent confondu avec l'un de ses procédés créatifs, l'emploi de grandes quantités de clous, il fut l'un des agitateurs des avant-gardes européennes des années 1960, puis une référence en raison de ses positions éthiques.

Il naît le 13 mars 1930 dans une famille paysanne, à Wendorf, dans le land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, près de la côte baltique. En 1945, au moment de l'effondrement du III^e Reich, selon un récit qu'il fit fréquemment, il cloue les portes et les fenêtres de la maison pour empêcher les soldats de l'Armée rouge d'y entrer et protéger du viol sa mère et ses sœurs, en l'absence de son père. Peu après, il est réquisitionné pour enterrer les cadavres de déportés après la destruction du paquebot *Cap Arcona* qui les transportait. C'est dire que, comme son contemporain Gerhard Richter, né en 1932 et un de ses plus proches amis, Uecker fait l'expérience de la guerre.

Ses études artistiques commencent en 1949, à Wismar, et continuent à Berlin, le Berlin de la République démocratique allemande, qu'il quitte pour l'Ouest en 1953 en compagnie de sa sœur, Rotraut, elle-même artiste. Il s'inscrit alors à la Kunstabakademie de Düsseldorf, déjà largement ouverte aux mouvements modernes. Les premières œuvres de Uecker, encore élève, sont donc des abstractions monochromes à la matière épaisse et marquée de traces. Dans leurs châssis, puis dans cette matière blanche, noire ou jaune, il plante de longs clous. Qu'il y ait là le souvenir de 1945 est peu douteux mais d'autres symboliques sont aussi présentes : clous de la Passion du Christ, lames de fer enfouies dans des sculptures sacrées en Afrique. Le geste lui-même, qu'il accomplit avec un marteau, est une agression. A partir de 1962, la surface picturale n'est plus seule menacée : il hérise de clous des objets du quotidien, de la simple chaise de bois au moderne poste de télévision ou aux chaussures.

En 1961, il a rejoint le groupe fondé par Heinz Mack, né en 1931, et Otto Piene (1928-2014) : le groupe Zero. Zéro, parce que l'art doit repartir de rien, après la catastrophe du nazisme, et rendre celle-ci visible à leurs compatriotes, qui préféreraient le silence et l'oubli. Richter est alors sur les mêmes positions, lui qui introduit dans ses toiles des allusions à l'his-

13 MARS 1930 Naissance à Wendorf (Allemagne)
1953 Quitte la RDA pour passer à l'Ouest
1956 Commence à utiliser des clous dans ses œuvres
1961 Rejoint le groupe Zero
1992 « L'Homme supplicié »
10 JUIN 2025 Mort à Düsseldorf

toire de sa famille, partagée entre bourreaux et victimes. Il en est de même des actionnaires viennois, qui secouent violemment la société autrichienne à partir de cette même année 1962.

Génération révoltée
Dès ce moment, la notoriété d'Uecker n'est plus cantonnée à l'Allemagne : il est l'une des figures de la génération révoltée apparue autour de 1960 dans la plupart des pays occidentaux. En France, c'est celle du nouveau réalisme, dont Uecker est d'autant plus proche que sa sœur Rotraut épouse, en 1962, Yves Klein (1928-1962), dont les monochromes bleus sont déjà célèbres. C'est aussi celle du mouvement du cinématisme, auquel ses œuvres faites d'ondes de clous sur lesquels joue la lumière, participent alors : elles sont la forme apaisée de sa création. Mais celle-ci sait retrouver sa violence initiale. Ainsi, en 1968, en duo avec Richter, Uecker invente-t-il pour la Kunsthalle de Baden-Baden le *Terrorchester* (« orchestre de la terreur »), installation très bruyante de machines, d'aspirateurs, de marteaux et de fauilles qui fait scandale.

Avec ses camarades de Zero, Uecker participe, toujours en 1968, à la Documenta 4 de Cassel, avant d'être invité en 1970 dans le pavillon allemand de la Biennale de Venise. A partir de 1974, et jusqu'en 1995, il est professeur à la Kunstabakademie de Düsseldorf. Concevant son enseignement comme un magistère moral plus que comme une formation technique, il intervient dans l'actualité. En 1986, après la catastrophe de Tchernobyl, il accomplit le cycle des *Aschebild*, peintures de cendre, où la mémoire de Hiroshima est présente. En 1992, bouleversé par des émeutes xénophobes à Rostock – en ex-RDA –, il crée l'ensemble d'œuvres *L'Homme supplicié*. En 1999, il place dans une ancienne cantine du camp de Buchenwald une sculpture nommée *1^{er} septembre 1939*. Il sera aussi, en 2000, le concepteur de la salle de prières du nouveau Reichstag de Berlin. ■

PHILIPPE DAGEN

Le Monde Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Béatrice Ajchenbaum-Boffety, sa sœur, Ses nombreux amis,

ont la grande peine de faire part de la disparition de

Pierre BOFFETY, cinéaste et documentariste,

survenue dans sa soixante-neuvième année, le 11 juin 2025.

L'on se retrouvera devant le crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, le mercredi 18 juin, à 10 h 40.

Marseille.

Ses enfants Et ses petits-enfants,

ont l'immense douleur de faire part du décès du

professeur Kenneth BROWN,

survenu le 9 juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Kenneth était un père et un grand-père magnifique, tendre et généreux.

Daniel : kianpour@hotmail.com

Les amis de l'Hydraulique

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean EVRARD, chevalier dans l'ordre national du Mérite et dans l'ordre du Mérite agricole, directeur d'EDF.

La cérémonie aura lieu le mardi 17 juin, à 15 h 45, au Puech Bleu, route de Corneilhan, à Béziers.

Monique Giannotti, son épouse, Odile, Dominique et Anne, ses filles, Diane, Louis, Pierre, Thomas et Alexis, ses petits-enfants, Ses nièces, ses neveux Et l'ensemble de sa famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Charles GIANNOTTI, directeur de recherche honoraire au CNRS,

survenu le 9 juin 2025, à Issy-les-Moulineaux, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Un hommage lui sera rendu le mercredi 18 juin, à 10 h 45, au funérarium des Batignolles, Paris 17^e.

Mont-Saint-Aignan. Paris.

Le docteur et Mme Jacques Hubert, ses parents,

Marie-Laure Hubert, Véronique et Édouard (†) Bidault, Pascale (†) et Christophe (†) Rossi, Vincent et Isabelle Hubert-Valcke, Jean-Nicolas (†) Hubert, ses sœurs, ses frères et sa belle-sœur, leurs enfants et petits-enfants, Ses neveux et nièces, Ses nombreux ami(e)s,

font part du décès, survenu le 6 juin 2025, de

Isabelle HUBERT, docteur en pharmacie, IRIS,

à l'âge soixante-trois ans.

La célébration religieuse a lieu ce mardi 17 juin, à 15 heures, en l'église de La Mailleraye-sur-Seine (Seine-Maritime).

Pompes funèbres Lamy, Duidair-Le Trait, Tél. : 02 35 37 51 93/22 93.

Sèvres.

Paul et Alan, ses fils,

François, son frère,

Ses belles-sœurs, beaux-frères, Ses neveux, nièces, Ses cousins, cousines, Sa belle-fille Et ses filleules,

Les familles Montarras, Seaver, et Damolini,

ont l'immense tristesse de faire part de la disparition de

Didier MONTARRAS,

survenue le 11 juin 2025, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Veuf de

Meg SEAVER MONTARRAS,

disparue en 2024.

Directeur de recherche à l'Institut Pasteur, il a œuvré pendant quarante ans avec passion et dévouement.

Attaché à la pratique, aux échanges et à la transmission à travers le monde, avec des collègues de toutes générations, son engagement continue de faire vivre sa contribution à l'édifice collectif de la science.

Une cérémonie se tiendra à la maison funéraire de Clamart, le 20 juin, à 16 h 30, au 104, rue de la Porte de Trivaux, à Clamart (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

paul.montarras@gmail.com

Katell, Jean-Yves, Frédérique, Maud, Arno, ses enfants et petits-enfants,

Mylène et Pierre Baillod, Anne-Marie Brossier et Theo Volkeri, ses sœurs et beaux-frères,

ont la tristesse de faire part du décès de

Gisèle PIBOUBÈS, agrégée d'histoire,

survenu le 10 juin 2025.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Courbevoie, le vendredi 20 juin, à 14 h 30.

Françoise Salmon-Ponticelli, son épouse, Laure Ponticelli, sa fille

et son compagnon, Serge Raffray, Bertille, Guillemette, Bartolomé Bonnau,

ses petits-enfants et leurs compagnons, Félix et Quentin, Gaston, son arrière-petit-fils,

le père de ses petits-enfants, Christian Bonnau,

Ses frères et sœur,

Ses neveux et nièces,

Ses petites-nièces et petits-neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

André PONTICELLI,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie d'adieu aura lieu le mercredi 18 juin, à 16 heures, au crématorium de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise).

Ni fleurs ni couronnes mais un don à l'hôpital d'Argenteuil.

Paris. Joinville (Haute-Marne).

Charline et Francine, sa fille et son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

Yves RENAUD,

survenu le 9 juin 2025, à Paris, à l'âge de soixante-neuf ans.

Amis, camarades et frères, vous êtes bienvenus aux obsèques qui auront lieu le mercredi 18 juin, à 13 h 30, en la salle de la Coupole, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Jean-Charles, Marie-Anne et Gabrielle, ses enfants,

Maud, Clara, Théodore, Émile, Raphaël, Octavio, Amanda et Antonin, ses petits-enfants,

Benjamin, son arrière-petit-fils,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père,

Bernard SARAZIN,

survenu le 10 juin 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Agrégé de Lettres classiques, professeur émérite de littérature française à l'université Paris VII, spécialiste de Léon Bloy et de l'humour fumiste, auteur de « Le rire et le sacré », Bernard Sarzin s'était engagé dans plusieurs associations dont Aux captifs la libération, Les morts de la rue, la Bagatelle, Association des Anciens Appelés en Algérie et leurs amie.s. Contre la Guerre, et fut membre de la Communauté Catholique de la Cité internationale.

Les obsèques seront célébrées ce mardi 17 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Roch, Paris 1^{er}.

Une messe et l'inhumation auront lieu en Corse à Campile, le mercredi 18 juin, à 16 heures.

Cet avis de décès fait office de faire-part.

Mahdia (Tunisie). Cannes (France).

S.E. M. Tahar SIOUD,

ambassadeur à Abou Dhabi, La Haye, Copenhague, Luxembourg et Bruxelles, ancien ministre, chevalier de l'ordre de la République tunisienne, officier de l'ordre national du Mérite français, titulaire de nombreuses autres décorations étrangères,

s'est éteint le 22 avril 2025, à l'aube de ses quatre-vingt-huit ans.

Son absence laisse un grand vide dans le cœur de

Claude, son épouse, Yasmina, Sami, Sadri, ses enfants, Selim, Skander, Kenza et Daly, ses petits-enfants, Véronique, sa belle-fille.

Que ceux qui ont eu la chance de le connaître et de l'apprécier aient une pensée pour lui et se souviennent de ses qualités humaines et de son intégrité.

Tu n'es plus là où tu étais, mais tu es partout là où nous sommes.

Bologne (Italie), le 13 juin 2025.

Colette YSMAL

nous a laissés.

Le souvenir de notre travail ensemble depuis 1982, et de notre amitié intense et chaleureuse durant toutes ces années, restera toujours dans ma mémoire.

Piero Ignazi.

Anniversaire de décès

Leurs amis Et tous ceux qui ont connu

Paul CHEMETOV, 6 septembre 1928 - 17 juin 2024.

VILNIUS, TALLINN, BERLIN - envoyée spéciale

Dans la vieille ville de Vilnius, rue Didzioji, trône un balcon de fer forgé sur la façade d'un élégant petit palais du XVII^e siècle transformé en hôtel cinq étoiles, l'Hôtel Pacai. C'est de ce balcon que Napoléon s'adressa à la population de la capitale du Grand-Duché de Lituanie en juin 1812, après avoir pris la ville à l'armée du tsar Alexandre I^r. Dans la ville, ses soldats avaient été accueillis en libérateurs. Le séjour de Napoléon à Vilnius, bref mais marquant, ouvrit ce que les historiens locaux appellent la «période française», tragiquement suivie de la retraite de Russie et de son hécatombe. Rien que dans la région de Vilnius, pendant l'hiver, près de 37 000 soldats et officiers de la Grande Armée périrent de froid, de faim ou de maladie.

Il a fallu ensuite un peu plus de deux siècles pour que la France regagne les faveurs des Lituaniens, si l'on en croit Zygmantas Paviliovis, 53 ans, député et président de la commission des affaires étrangères du Parlement de la petite République balte, qui nous raconte autour d'un café l'épisode de Napoléon au balcon: lui-même fixe la date de ce retour en grâce à 2020, lorsque le président Emmanuel Macron est venu à Vilnius et y a rencontré Svetlana Tsikhanovskaïa, dont le mari est emprisonné en Biélorussie voisine pour avoir voulu se présenter à l'élection présidentielle. Enfin, se félicite-t-il, la France, avec ce geste, renouait avec sa vocation révolutionnaire, après avoir avalé tant de couleuvres.

BESOIN D'ALLIÉS

Les couleuvres, lorsqu'on est lituanien, ont souvent à voir avec la Russie. Et aux yeux des Baltes, le fait que la France se soit retrouvée avec l'Allemagne aux côtés de la Russie dans la première grande crise transatlantique de l'après-guerre froide est inévitablement un facteur aggravant. C'était en 2003, l'administration Bush se préparait à envahir l'Irak, et les trois républiques baltes, qui devaient quelques mois plus tard rejoindre l'Union européenne (UE), étaient dans le camp opposé, celui des Etats-Unis.

Elles n'y sont pas allées tout à fait spontanément; les amis du président George W. Bush, reconnaissent d'anciens responsables, leur ont un peu forcé la main. Mais deux décennies plus tard, elles assument ce choix, malgré le fiasco sur lequel a débouché l'intervention des Etats-Unis en Irak. Et le récit de cette manœuvre diplomatique américaine qui a délibérément fracturé une Europe en cours de recomposition, opposant la «vieille Europe» à la «nouvelle Europe», éclaire d'une autre lumière le conflit que traverse aujourd'hui la relation entre une Europe plus intégrée et les Etats-Unis de Donald Trump.

Pilier de l'ordre international après la seconde guerre mondiale, la relation transatlantique, qui suppose l'unité d'un «Occident» fondé sur des valeurs et le respect des règles, est certes jalonnée de crises: «En fait, on n'a pas arrêté de s'engueuler», acquiesce avec un sourire entendu Pierre Vimont, ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis puis haut responsable de la diplomatie européenne, qui s'est trouvé au cœur de certains de ces différends.

Daniel Fried, qui a longtemps géré les relations avec l'Europe au sein de l'appareil diplomatique américain, le confirme: «Depuis Suez en 1956, la relation transatlantique est dominée par des affrontements graves, suivis de réconciliations, puis on oublie les affrontements...» Mais au XXI^e siècle, avec le recul, la crise transatlantique sur la guerre d'Irak apparaît non seulement comme la plus profonde, mais aussi comme l'annonciatrice de la crise actuelle autour de l'Ukraine: toutes deux touchent au rapport fondamental entre le droit et la force et révèlent une conception différente de ce rapport de part et d'autre de l'Atlantique.

La crise couve dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001, qui ont fait près de 3 000 morts aux Etats-Unis. Soudé autour du grand partenaire américain agressé, la communauté occidentale participe à la coalition montée par Washington pour combattre les talibans en Afghanistan, où ils offrent refuge aux terroristes islamistes d'Al-Qaida, auteurs des attaques. La France et l'Allemagne font partie de cette coalition, aux côtés de la majeure partie des pays européens.

Mais à l'Elysée, où il est réélu le 5 mai 2002, le président Jacques Chirac a compris assez vite que Bush et son équipe, dominée par les néoconservateurs Dick Cheney, le vice-président, et le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld (1932-2021), ont un autre dessein en tête, qui relève de leur vision messianique de la puissance américaine: déloger Saddam



2003 Les Etats-Unis fracturent l'Europe pour attaquer l'Irak

DIVORCE TRANSATLANTIQUE 1/5 Au lendemain du 11-Septembre, les néoconservateurs américains nourrissent le projet d'attaquer l'Irak, en dépit des oppositions française et allemande. La Maison Blanche s'appuiera sur ses alliés d'Europe de l'Est, divisant la famille européenne

Hussein à Bagdad et y installer un régime démocratique. Pour justifier cette opération, Washington affirme que le dictateur irakien détient des armes de destruction massive. En Allemagne, où l'opinion s'inquiète, le chancelier Gerhard Schröder irrite Washington en jouant sur le sentiment antiméricain et remporte un deuxième mandat en septembre 2002.

Les Français, qui, comme les Etats-Unis, disposent de l'un des cinq sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU, cherchent à trouver un terrain d'entente et discutent tout l'automne avec les Américains d'un projet de résolution prévoyant une enquête internationale sur l'existence de telles armes en Irak, réalisée à l'aide de missions d'inspection. Adoptée à l'unanimité des 15 membres du Conseil de sécurité le 8 novembre 2002, la résolution 1441 est saluée comme un succès diplomatique. Le lendemain, sur le chemin de l'église, Colin Powell, alors chef de la diplomatie américaine, appelle même son homologue français, Dominique de Villepin, pour le féliciter de

«VOUS CROYEZ QUE L'EUROPE, C'EST L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE ? PAS MOI. MOI, JE PENSE QUE ÇA, C'EST LA VIEILLE EUROPE.»

DONALD RUMSFELD
secrétaire américain à la défense en 2003

cet effort commun, se souvient Pierre Vimont, alors directeur de cabinet de De Villepin.

Mais parallèlement, le Pentagone poursuit ses préparatifs, envoie des renforts dans le Golfe. Les Français s'en inquiètent; les Américains cherchent à les rassurer – «c'est seulement pour maintenir la pression» – mais sans les convaincre. Dominique de Villepin demande une nouvelle réunion du Conseil de sécurité. D'accord, dit Colin Powell, «si vous ne nous mettez pas en difficulté». La réunion a lieu le 20 janvier 2003, mais un premier accroc se produit lorsque le ministre français des affaires étrangères, interrogé à la sortie de la réunion, laisse entendre que la France mettra son veto à une éventuelle demande d'autorisation d'une intervention militaire américaine en Irak: «En matière de respect des principes, nous irons jusqu'au bout», lance Dominique de Villepin. La France s'oppose aux Etats-Unis au Conseil de sécurité? Colin Powell l'appelle, lui signale que cette menace pose un gros problème. «Ça sentait le roussi», résume Pierre Vimont.

A partir de là, la machine va s'emballer. Car à Washington, les dés sont jetés. Lorsque le nouvel ambassadeur de France, Jean-David Levitte, a présenté ses lettres de créance à George W. Bush, le 2 décembre 2002, le président a remercié la France pour sa solidarité après le 11-Septembre puis lui a dit: «Maintenant, allons faire la guerre ensemble en Irak», se souvient le diplomate. «Je lui ai rappelé que le Conseil de sécurité venait d'adopter la résolution 1441. Il l'a balayée d'un geste de la main.» L'ambassadeur rapporte aussitôt cet échange à Paris, qui décide d'envoyer à Washington le conseiller diplomatique du président Chirac. Levitte et lui rencontrent longuement Condoleezza Rice, la conseillère de Bush pour la sécurité nationale, le 14 janvier 2003, et tentent de plaider contre la guerre. «Ne vous fatiguez pas, leur dit-elle, la décision est prise.»

L'administration Bush, dont on sait maintenant qu'elle a déjà pris sa décision, a besoin d'alliés pour légitimer sa position. A Paris et à Berlin, le 22 janvier, le président Chirac et le chancelier Schröder célèbrent le quaran-

Colin Powell, et George W. Bush,
à Prague, le 23 novembre 2002.

STÉPHANE RUET/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

nien Antanas Valionis, l'ex-conseiller du président Jimmy Carter et grand expert stratégique Zbigniew Brzezinski (1928-2017) «avait eu l'idée de proposer un des trois pays baltes à l'adhésion à l'OTAN. Pas les trois à la fois pour ne pas mettre trop de pression sur Boris Eltsine, alors président de Russie, mais au moins un, afin de briser la ligne rouge de la frontière soviétique». Le problème, c'est que cette idée provoqua aussitôt une compétition féroce entre les trois républiques.

Un peu plus tard, deux experts américains très engagés dans l'intégration des pays post-communistes dans l'espace euroatlantique, le démocrate Ron Asmus et le républicain Bruce Jackson, firent valoir qu'il devait y avoir de la place pour les trois, et pas seulement pour un seul, et les encouragèrent à créer, en 2000, le «groupe de Vilnius» afin d'avancer collectivement sur le chemin de l'OTAN; aux trois Etats baltes s'ajoutèrent la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Albanie, la Macédoine du Nord et, ultérieurement, la Croatie.

Antanas Valionis a 74 ans, il a connu Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022), Zbigniew Brzezinski, Colin Powell, George W. Bush et Vladimir Poutine, et le sujet le passionne. Au lendemain du sommet de Prague en novembre 2002, se souvient-il, le président Bush prit l'avion pour Saint-Pétersbourg afin d'y rencontrer le président Vladimir Poutine, qui ne souleva pas d'objections à ce projet d'élargissement de l'OTAN. De là, Bush rejoint Vilnius, où l'on cite encore une phrase de son «discours historique» prononcé devant les trois présidents baltes réunis pour l'occasion: «A partir de maintenant, tout ennemi de la Lituanie sera aussi l'ennemi des Etats-Unis.» «C'était la première visite d'un président américain en Lituanie, explique Antanas Valionis. Pour nous c'était incroyable. C'était un changement existentiel.» «Un tournant», renchérit un Estonien.

Il faut écouter les Baltes qui ont vécu cette période entre deux eaux, lorsqu'ils avaient quitté l'orbite russe mais pas encore totalement intégré la famille occidentale, pour comprendre pourquoi Washington n'a eu aucun mal à les ranger derrière sa bannière irakienne, aussi douteuse fût-elle. Pour eux, c'était non seulement une question de profonde reconnaissance, mais aussi la manifestation d'un immense désir de sécurité.

Bruce Jackson les connaissait bien. Etonnant personnage que cet homme sur lequel circulaient de multiples théories – il aurait été agent secret puis lobbyiste pour la firme du secteur de la défense Lockheed Martin, il avait épousé une Biélorusse dont le mari avait été assassiné par le régime du dictateur Alexandre Loukachenko – mais qui semblait consacrer sa vie à aider les pays postcommunistes. Il était donc le messager tout désigné pour apporter aux ambassadeurs des «dix de Vilnius» à Washington, courant janvier 2003, un bref texte concocté avec les officiels américains: une lettre de soutien à la position américaine sur l'Irak, qu'ils étaient chargés de faire signer par leurs ministres des affaires étrangères et qui sera ensuite rendue publique. A ce stade, les ambassadeurs des «Dix» ignoraient l'existence de la «lettre des Huit», qui allait être publiée le 30 janvier.

«C'était à prendre ou à laisser», raconte un haut diplomate présent, qui préfère ne pas être nommé: on était dix, il n'était pas question de se mettre à négocier. Une phrase cruciale du texte, malgré tout, en fait tiquer quelques-uns: «Les Etats-Unis ont apporté au Conseil de sécurité des Nations unies les preuves indiscutables de la possession par l'Irak de programmes d'armes de destruction massive.» «Indiscutables? Mais on ne les a pas vues!», s'étonne l'un des ambassadeurs. Bruce Jackson se fait alors patelin: «Vous ne nous faites pas confiance?»

C'est que, «honnêtement, on leur faisait confiance! Je me suis dit: "OK, c'est vrai"», poursuit le diplomate. Les ambassadeurs expédient le texte à leurs capitales, où leurs ministres n'hésitent pas longtemps: «Lorsque j'ai reçu le texte, relate Antanas Valionis, j'ai compris qu'il était impossible de décliner. Nous venions tout juste d'être invités à rejoindre l'OTAN!» Il lui revient que son collègue slovène a des états d'âme; qu'à cela ne tienne, il l'appelle et le convainc.

L'ambassadeur de Lituanie de l'époque, Vygaudas Usackas, est même plus explicite dans ses Mémoires (*Diplomatine Misija*, Ed. Vaga, Vilnius, non traduit): «C'était dans notre intérêt national vital, écrit-il. Il était évident que si la Lituanie exprimait son soutien à la position américaine, nous en toucherions les dividendes, de la part du président des Etats-Unis, du Congrès, du Pentagone et de l'opinion publique américaine, qui était favorable à 80 % à l'opération militaire.» Les «dividendes» se concrétisent le 8 mai 2003,

avec la ratification de l'adhésion des pays candidats à l'OTAN par le Sénat américain à l'unanimité. Vygaudas Usackas affirme ne jamais avoir «ressenti une telle émotion» que ce jour-là.

La lettre des «dix de Vilnius» est rendue publique le 5 février 2003, à l'issue d'un dîner qui réunit plusieurs de leurs ministres à l'ambassade de Lituanie à Washington, quelques heures après la fameuse prestation de Colin Powell au Conseil de sécurité, où le secrétaire d'Etat américain, ex-général, brandit une fiole comme preuve de la possession d'armes chimiques par le régime de Bagdad. Colin Powell découvre tardivement que son discours a été préparé par l'équipe de Dick Cheney, et non par la conseillère à la sécurité de Bush, Condoleezza Rice, et que le dossier monté par la CIA ne repose sur rien. Un souvenir «douloureux»: «Ce fut un énorme échec de nos services de renseignements, et c'était profondément dérangeant», avouera-t-il à la chaîne de télévision PBS en 2016.

Pour les Baltes, la question de savoir si ces armes de destruction massive existaient ou non passait après la question prioritaire: fallait-il rejoindre la coalition montée par Washington? Zygimantas Pavilonis, aujourd'hui député lituanien, a vécu cette question comme un drame familial, car son père, alors recteur de l'université de Vilnius, militait contre la guerre en Irak; il s'était même enchaîné aux grilles de l'université pour la dénoncer. «C'était compliqué», confie-t-il, mais cela n'avait pas ébranlé sa foi en l'Amérique: «Les Américains ne nous ont jamais abandonnés. Lorsque nous avons été occupés par les Soviétiques, la France a donné notre ambassade à Paris à l'URSS, alors que les Etats-Unis nous ont permis de la garder. Pendant cinquante ans, on a eu un ambassadeur à Washington dans ce bâtiment sur la 16^e Rue que la Lituanie occupe depuis 1918. Certains sont devenus fous, sans argent et sans gouvernement!»

«DÉSOLÉ, JE NE SUIS PAS CONVAINCU»

Zygimantas Pavilonis n'a pas non plus oublié le message adressé par le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl le 26 avril 1990 au président du Parlement lituanien, Vytautas Landsbergis, lui demandant de mettre en sourdine les velléités d'indépendance des élus et de privilégier le «chemin classique du dialogue» avec Moscou. En 2003, explique un responsable estonien, «nous étions des gosses de 12 ans qui venaient d'entrer dans la pièce. On croyait en la cause, on avait une foi naïve dans la démocratie. On essayait d'intégrer l'OTAN et l'UE en même temps, mais on sentait que la France et l'Allemagne ne nous soutenaient pas. L'adhésion à l'Union européenne se fait sur le mérite, par étapes, mais l'Alliance atlantique, c'est une décision purement politique – et ce sont les Américains qui décident. Une fenêtre de possibilités s'était ouverte, il fallait sauter avant qu'elle se referme». Voyaient-ils déjà Vladimir Poutine comme une menace? «Il ne s'agissait pas de Poutine, il s'agissait de la Russie.»

De l'autre côté de l'Atlantique, l'Europe se déchire. La Grèce, qui occupe la présidence tournante de l'UE, n'a pas été informée de la «lettre des Huit», dont cinq signataires sont membres de l'Union – les dix de Vilnius n'en font pas encore partie. Malgré une opinion espagnole majoritairement opposée à la guerre en Irak, le premier ministre Aznar affirme aux Cortes: «Nous savons tous que Saddam Hussein détient des armes de destruction massive.» Ana Palacio, sa ministre des affaires étrangères, accuse Paris et Berlin de vouloir dicter leur loi à l'Union.

A la Conférence de Munich sur la sécurité, le 8 février, l'élite de la défense et de la diplomatie occidentale est accueillie par une gigantesque manifestation pacifiste. Le chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer, leader des Verts, monte à la tribune après le chef du Pentagone, Donald Rumsfeld, abandonne son discours prévu et improvise un plaidoyer passionné pour la primauté du droit international sur l'aventurisme militaire. Tellement enfiévré qu'il se rend compte qu'il perd son auditoire, accroché aux casques de traduction. Alors il passe à l'anglais, regardant Donald Rumsfeld droit dans les yeux: «Dans une démocratie, il faut plaider sa cause, et je suis désolé, mais je ne suis pas convaincu! Je ne suis pas convaincu! Et je ne vais pas aller dire à mes compatriotes, allez, partons en guerre pour des raisons auxquelles je ne crois même pas!»

Le 14 février, Dominique de Villepin prononce son célèbre discours au Conseil de sécurité au nom de la «vieille Europe» contre la position américaine. Mais c'est Jacques Chirac qui porte l'estocade trois jours plus tard, le 17, à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles, en s'en prenant devant la presse aux jeunes démocraties signataires des

deux lettres: «Ces pays ont été à la fois, disons le mot, pas très bien élevés et un peu inconscients des dangers que comportait un trop rapide alignement sur la position américaine. Je trouve que la Roumanie et la Bulgarie ont été particulièrement légères de se lancer ainsi, alors que leur posture est déjà très délicate à l'égard de l'Europe. Entrer dans l'Union, cela suppose tout de même un minimum de concertation. (...) Ce n'est pas un comportement bien responsable. Donc je crois qu'ils [ces pays] ont manqué une bonne occasion de se taire.»

«Manqué une occasion de se taire»: ces propos resteront inscrits en lettres de feu dans toutes les capitales d'Europe centrale et orientale comme le symbole du mépris français pour les nouvelles démocraties. Il faudra attendre vingt ans et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, justifiant tragiquement les préventions de ces pays à l'égard de Moscou, pour qu'un successeur de Chirac, Emmanuel Macron, vienne effacer l'outrage en déclarant à Bratislava: «Nous avons manqué une occasion de vous écouter.»

Lorsque le 20 mars 2003, les Etats-Unis lancent l'invasion de l'Irak, qui se soldera par l'évitement de Saddam Hussein, la reconnaissance de l'absence d'armes de destruction massive et un chaos qui n'en finit pas d'embrasser le Moyen-Orient, dix-neuf pays européens les soutiennent. A Washington, la France et l'Allemagne paieront cher leur rébellion. Mais certains alliés des Etats-Unis vont déchanter: en novembre 2003, dans le *Washington Post*, le Polonais Radek Sikorski, futur ministre des affaires étrangères, dénonce amèrement l'ingratitud des Etats-Unis, qui accaparent les contrats de reconstruction en Irak, refusent de compenser les pertes des entreprises polonaises ou bulgares implantées localement et de libéraliser le régime des visas américains pour les ressortissants de la «nouvelle Europe».

Daniel Fried était en 2003 aux premières loges de l'affrontement transatlantique, comme directeur des affaires européennes au conseil national de sécurité de George W. Bush. «Les Français et les Allemands ont eu raison sur l'Irak, nous dit-il aujourd'hui en marge d'une réunion à Tallinn (Estonie). Rétrécissant, leurs arguments étaient valides. Le problème, c'est que Chirac et Schröder ont très mal géré l'affaire.» D'après lui, Jacques Chirac s'était montré «agressif et moralisateur» avec George W. Bush lors du sommet UE-Etats-Unis à Göteborg, en Suède, en juin 2001, marqué par un vrai différend sur le protocole environnemental de Kyoto. «Je me suis dit, Chirac essaie de jouer des muscles, de se positionner en néogauliste contre les Etats-Unis, quel gaspillage!», explique Daniel Fried.

George W. Bush lui aurait donc gardé rançune de cette attitude. Quant au chancelier allemand, affirme Daniel Fried, «il a menti à Bush. Au cours d'un déjeuner à la Maison Blanche, fin janvier 2002, Schröder a dit au président: si vous voulez aller en Irak, allez-y, faites vite, et je vous soutiendrai. J'étais là comme preneur de notes, j'ai assisté à cet échange.» Gerhard Schröder contestera plus tard avoir formulé ainsi cet engagement, dont le président américain a fait état dans ses Mémoires. Pour la plupart des Européens, la crise irakienne, cependant, dépassait les questions de personnes. Louis Michel, alors ministre des affaires étrangères de Belgique, l'a dit avec lucidité: «Nous le savons tous mais nous hésitons à le dire: c'est bien la relation transatlantique qui est en jeu.» C'était aussi l'identité européenne, transformée par l'élargissement aux nouvelles démocraties et le contrecoup de la fin de la guerre froide qui bousculait le tandem franco-allemand.

Les plus optimistes ont mis cette crise sur le compte de l'égarement néoconservateur. Dick Cheney a été diabolisé, Donald Rumsfeld a disparu en 2021, Barack Obama a succédé à George W. Bush. Comme dit Daniel Fried, on s'est reconciliés et on a oublié. Avec le retour de Donald Trump, épaulé par un vice-président aussi idéologue que l'a été Dick Cheney, 2003 apparaît pourtant comme les prémisses du divorce plus que comme un égarement passager. Même l'enthousiaste Antanas Valionis en est revenu: «En 2024, dit-il, j'ai dû faire pas loin de vingt discours pour célébrer le 20^e anniversaire de notre adhésion à l'OTAN. Et aujourd'hui, regardez, tout est si fragile! Les Européens ont maintenant une chance unique, avec la France et l'Allemagne, de faire ce que vous avez toujours voulu faire: mettre l'Europe au centre du monde libre. Et la Lituanie vous soutiendra, j'en suis sûr.» ■

SYLVIE KAUFFMANN

Prochain épisode 2011, l'échec de la stratégie américaine en Libye

La bibliothèque personnelle de Wolfgang Tillmans

Le photographe a, de façon inédite, installé ses œuvres visuelles et sonores au niveau 2 du Centre Pompidou, avant sa fermeture

RENCONTRE

Nul autre que Wolfgang Tillmans n'aurait pu relever le défi fou d'habiter et d'habiller ainsi les 6 000 mètres carrés du deuxième étage du Centre Pompidou, pas du tout prévus pour accueillir une exposition. C'est ce qui vient en tête lorsqu'on découvre le site de la Bibliothèque publique d'information (BPI) où, pendant plus de quarante ans, tant d'étudiants ont révisé leurs partiels aux côtés de SDF assoupis.

Dans ce lieu mythique, à la fois métamorphosé et resté fidèle à lui-même, on déambule parmi les rayonnages et les tables, comme un lecteur curieux errant dans les rayons d'une bibliothèque inconne, en quête de découvertes ou de souvenirs. Des tirages immenses et des photos minuscules scotchées au mur, des photocopies agrandies, des vidéos, de la musique, des objets, des textes, des affiches, des journaux, des livres, et même une salle de reproduction en libre accès racontent l'univers bouillonnant du photographe allemand, âgé de 56 ans.

Wolfgang Tillmans, dans les années 1990, fut d'abord le héros d'une photographie décomplexée au croisement de l'art et de la mode, montrant une jeunesse à la folle liberté, enivrée par la musique techno des clubs. Il s'est imposé sur la scène contemporaine avec une œuvre capable d'intimité comme d'abstraction, entre témoignage et mise en scène, multipliant les formats et les supports pour ses images, dynamitant les pratiques d'exposition classique afin d'inventer toutes les façons possibles de traduire son époque.

Rencontré sur place, juste avant l'ouverture, vendredi 13 juin, de son exposition intitulée « Rien ne nous y prépare – Tout nous y prépare », l'artiste raconte d'une voix douce et posée qu'il n'a pas beaucoup hésité devant la carte blanche offerte par le président du Centre Pompidou, Laurent Le Bon. « Etre invité à faire quelque chose de complètement différent et nouveau, pas une grande exposition du genre "White Cube" comme j'ai fait récemment à New York, j'ai trouvé que c'était un grand cadeau. Le Centre Pompidou, pour moi, incarne une expérience futuriste, utopique, formelle, une audace propre à l'époque où j'étais enfant. »

Tables et moquette recyclées

En hommage à l'architecture, le photographe a d'ailleurs installé une table recouverte de miroir pour inciter les visiteurs à admirer, au-dessus de leurs têtes, les canalisations colorées et les poutres de métal du bâtiment de Renzo Piano et Richard Rogers. Pour autant, l'artiste ne cache pas les défis de cet espace immense, où il n'a dressé quasiment aucun mur. « C'était un saut dans le vide, dit-il. Car une chose était claire pour

moi : vu que le Centre Pompidou allait déménager, il n'était pas question de construire une architecture d'exposition. Comment en faire quelque chose d'attrayant, qui n'ait pas l'air désert et à l'abandon ? Je me suis appuyé sur le fait que, pendant vingt ans, j'ai travaillé avec des tables pour exposer, et que j'adore faire des livres, des imprimés, des médias et des journaux. »

Pour son exposition, le photographe a gardé nombre d'éléments existants de la bibliothèque : des rayonnages utilisés comme cimaises ou supports de livres, des postes d'autoformation qui accueillent ses vidéos, ainsi que les longues tables de lecteurs recyclées en vitrines où il a installé œuvres, journaux, divers documents. Il a même joué avec les deux couches de moquette successives, qui forment au sol d'intrigants motifs géométriques : « Retirer 6 000 mètres carrés de moquette aurait pris tellement de temps que nous aurions dû retarder l'expo ! Mais ces morceaux de l'ancienne moquette bordeaux, qui étaient restés cachés sous les meubles, je les ai vus comme des photogrammes. J'ai travaillé avec l'empreinte de la bibliothèque. »

Un « centre d'étude de la vérité »
Le titre « Rien ne nous y prépare – Tout nous y prépare » résonne pour le photographe avec l'inquiétude d'une époque où montent les voix réactionnaires et les attaques contre la démocratie. « Dans ce titre, il y a l'idée de partir de maintenant pour faire un inventaire, dit-il. Avec la grande question, qui est : à quel moment l'idée de progrès a-t-elle cessé de séduire autant de parties de la société ? »

Ces dernières années, on a vu Wolfgang Tillmans éditer des posters contre le Brexit, contre l'extrême droite allemande ou en faveur de l'Union européenne – des affiches que l'on peut retrouver dans la bibliothèque. Actuellement, il a une exposition à Kharkiv en duo avec l'artiste ukrainien Boris Mikhaïlov. « Je n'ai jamais considéré mon travail comme un plaidoyer, précise cependant le photographe. Dans les années 1990 et 2000, j'avais le sentiment qu'en construisant un monde inclusif dans mes images, et non un monde qui exclut, j'aurais un langage universel qui parlerait au plus grand monde. Je n'ai donc jamais voulu être un artiste gay, ni une sorte d'artiste militaire. Je voulais que les gens voient

avant tout la curiosité visuelle et la recherche formelle. Même si j'ai toujours eu le sentiment qu'il y avait une responsabilité à jouter des libertés d'une vie progressiste européenne... Et puis, finalement, j'ai été comme forcée à en parler. »

C'est à partir des années 2000 qu'il s'est fait plus ouvertement politique, frappé par « la montée du fondamentalisme, de type chrétien et islamiste, et le mouvement antirationaliste qui était déjà visible dans certaines arènes politiques ». Ses expositions intègrent un « centre d'étude de la vérité » sous forme de tables où il étaie photos, photocopies de coupures de journaux et textes consacrés à des thèmes divers (poids de la religion, sondes spatiales, peine de mort aux Etats-Unis...). Mais, dans ses œuvres au mur, l'engagement est surtout poétique et métaphorique. La photo intitulée *L'Etat dans lequel nous sommes* (2015) prend la forme d'une mer à la surface agitée. Et son *Mémorial aux victimes des religions organisées* (2024) montre un alignement de tirages monochromes, faussement hiératique et monumental. « Quand on s'approche, on s'aperçoit que certaines feuilles ne sont pas noires, mais bleu très foncé, et que leur surface brillante est griffée, abîmée, note l'artiste. C'est un jeu visuel sur l'absolu qu'exige normalement la religion. »

Car, au plus fort de son engagement politique, le photographe n'a jamais perdu de vues ses recherches formelles sur la perception et sur le processus photographique,

multippliant les expérimentations, faites parfois sans appareil dans la chambre noire. Comme son projet *Freischwimmer*, de grands tableaux purement abstraits consacrés à l'action de la lumière, qui occupent une salle à part dans l'exposition. Ou ses *Lighters*, morceaux de papier photo couleur qui portent les traces de leur manipulation, soulignant l'importance de l'objet dans la fabrique de l'image. « On a toujours l'impression que la photographie arrive comme ça, mais c'est une chose folle ! », souligne-t-il. Traduire un monde tridimensionnel sur un papier en deux dimensions couvert d'encre, c'est une sacrée tâche. »

Image et musique
L'artiste raconte avoir « appris un nouveau langage » lorsqu'il est passé, en 2009, de l'analogique au numérique, avec des appareils haute définition aux capacités sans commune mesure avec celles de l'œil humain. Il désigne un paysage vu d'en haut, aux Etats-Unis, dans l'Utah, presque dénué de couleur, où les montagnes rocheuses succèdent abruptement à la plaine, dessinant des plis naturels. « C'est une question de chiffres », résume-t-il. Des millions de photos sont prises chaque jour. Il y a une chance infime que mes photographies parviennent à rester. Dans ce genre de la photo aérienne, je joue contre les photos scientifiques, qui sont intéressantes mais sans émotion, et contre les photos touristiques, qui n'ont souvent qu'un intérêt anecdotti-

L'artiste raconte avoir « appris un nouveau langage » lorsqu'il est passé, en 2009, de l'analogique au numérique

photos de night-club des années 1990. Une des tables montre tous ses portraits de musiciens depuis 1984 jusqu'à aujourd'hui. L'ancienne BPI vibre au son d'une pulsation, venue d'une vidéo où résonne le battement du sang dans les veines.

Après une première plongée dans la musique dans son adolescence, Wolfgang Tillmans s'est remis à composer et à publier des albums à partir du milieu des années 2010, et il a sorti *Moon in Earthlight* en 2022. Sans jamais considérer l'image et la musique comme deux activités séparées. « Enregistrer du son, c'est comme en photographier un échantillon », résume l'artiste, qui s'est déjà servi du bruit que faisait l'impression de ses images pour en faire une chanson, *Make It Up as You Go Along*. « Il y a toujours une méfiance quand les artistes changent de domaine. Mais la musique et le son viennent d'un endroit qui a toujours été présent dans mon travail », note le photographe, branché en permanence sur les vibrations du monde : « Je n'ai jamais arrêté de danser. » ■

CLAUDE GUILLOT

« Rien ne nous y prépare – Tout nous y prépare », au Centre Pompidou, niveau 2, jusqu'au 22 septembre. De 14 à 17 euros, gratuit pour les moins de 18 ans. Catalogue, 272 pages, 30 euros, éd. Centre Pompidou (à paraître). Également : Wolfgang Tillmans – Textes, 384 pages, 39 euros, éd. Centre Pompidou.



Wolfgang Tillmans, à la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, à Paris, en janvier. CENTRE POMPIDOU

« Vu que le Centre Pompidou allait déménager, il n'était pas question de construire une architecture d'exposition »

La sonate franco-cubaine des Nuits de Fourvière

Le pianiste Roberto Fonseca et le violoncelliste Vincent Ségal ont joué, à l'Odéon de Lyon, dimanche

LYON - envoyé spécial

Plus encore que le Théâtre antique de Lugdunum, l'Odéon attenant, quoique plus modeste, avec sa jauge de 1200 places, est un lieu dévolu à la musique, puisque celle-ci y résonnait dès le II^e siècle après Jésus-Christ. Cadre, comme son voisin, du festival pluridisciplinaire des Nuits de Fourvière, dont la 76^e édition a débuté le 2 juin pour se prolonger jusqu'au 26 juillet, il était tout indiqué pour accueillir une première en concert, dimanche 15 juin : le dialogue entre un pianiste cubain, Roberto Fonseca, et un ancien élève du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon, le violoncelliste Vincent Ségal.

Le second, qui s'est fait connaître à la fin des années 1990 avec Bumcello, duo formé avec le batteur et percussionniste Cyril Atef, s'est souvenu, sur la colline, de ses années lyonnaises : « *J'habitais en bas, à Saint-Paul [un quartier du Vieux Lyon] et je faisais des allers-retours à Fourvière pour y faire la fête* », a-t-il rappelé aux spectateurs. Depuis, Vincent Ségal y est retourné à plusieurs reprises, mais côté scène, en compagnie

du joueur de kora malien Ballaké Sissoko ou des Egarés, quatuor formé avec ce même musicien, l'accordéoniste Vincent Peirani et le saxophoniste Emile Parisien, qui a remporté la Victoire du jazz du concert de l'année en 2024.

Vincent Ségal est réputé, dans le métier, pour sa grande polyvalence, aussi à l'aise dans le jazz que dans la musique mandingue, le rap (avec Oxmo Puccino) que la chanson française (Vanessa Paradis). Avec Roberto Fonseca, il a trouvé une sorte de pair havanais, qui porte l'héritage des rythmes afro-cubains et du latin jazz tout en se tournant vers l'electro, le hip-hop ou le reggaeton. Ces frères d'âme ont sympathisé au palais Farnèse, à Rome, alors que Ségal était de passage avec Bum-

La rencontre ne manque ni de charme ni de singularité, sans que l'on puisse dégager d'idée directrice

cello, et Fonseca avec le groupe cubain le plus connu du grand public : Buena Vista Social Club.

Enfant de la balle, le fils du batteur Roberto Fonseca Jr. et de la chanteuse de boléro Mercedes Cortes Alfaro, avait rejoint cette amicale d'anciens en 2001 pour devenir ensuite directeur musical du chanteur Ibrahim Ferrer (1927-2005) et de sa consœur Omara Portuondo. C'est en compagnie de celle-ci qu'il avait découvert les Nuits de Fourvière en 2019.

Langage nourri de syncrétisme
Six ans plus tard, le leader de *La Gran Diversion* (2023), une reconstitution avec force cuivres de La Cabane cubaine, cabaret montmartrois où l'on dansait mambo et rumba dans les années 1930, a

voulu montrer une facette plus intime de sa personnalité musicale. Sur scène, la disposition des instrumentistes, sur des kilims, est déjà celle de deux interprètes s'apprêtant à jouer une sonate dans un auditorium classique.

Ségal alterne mélodies à l'archet dans une veine évoquant l'école française du début du XX^e siècle et son indéniable point fort, une assise en pizzicati – sur *Soul Kiss*, que le violoncelliste a déjà interprété avec son auteur, le chanteur américain Vic Moan. La structure

offre à son partenaire, le regard tourné vers le ciel, de déployer son art stupéfiant de l'improvisation et du rebond rythmique. A partir d'un langage nourri de syncrétisme, puissant aussi bien, dans l'île, chez le modèle Lili Martinez (pianiste d'Arsenio Rodriguez, l'inventeur du son montuno) ou Bola de Nieve (dont le *No puedo ser feliz* est repris en rappel) que dans les échappées virtuoses du jazzman Oscar Peterson.

La rencontre entre les deux musiciens ne manque ni de charme ni

de singularité – un *Té extraño* à la beauté toute percussive. Sans que l'on puisse dégager d'idée directrice. Dix titres ont été enregistrés dans un studio de Meudon (Hauts-de-Seine). Fonseca, qui a étudié la composition à l'Instituto Superior de Arte de La Havane, s'est, à l'évidence, appuyé sur sa formation classique – il cite le *Prélude n° 20* de Chopin – en apportant des thèmes que Ségal a enrichis d'évasions flamencas ou orientales, d'élan et de brisures presque punks. ■

BRUNO LESPRIT



Vincent Ségal et Roberto Fonseca, aux Nuits de Fourvière, à Lyon, dimanche 15 juin. PAUL BOURDREL/NUIT DE FOURVIÈRE

Bedri Baykam, artiste kitsch et engagé

La galerie S/Beaubourg, à Paris, expose des œuvres du peintre turc néo-expressionniste multicasquette, opposant notoire à Erdogan

RENCONTRE

L'artiste turc Bedri Baykam expose à la galerie parisienne S/Beaubourg une œuvre considérée comme néo-expressionniste, qui peut dérouler tant elle paraît kitsch. A 68 ans, il ose à peu près tout, jusqu'à des travaux qui utilisent comme support des feuilles lenticulaires, lesquelles provoquent un effet 3D et cinématique des plus bizarres.

C'est à l'image de l'homme, qui a eu plusieurs vies : *wonder boy* multifacette, il dit avoir fait ses premières expositions à l'âge de 6 ans, a participé, dans les années 1970, au championnat turc de tennis, publié, hors catalogues d'exposition, 32 livres, dont la moitié concerne la politique de la Turquie au XX^e siècle, mais aussi *Monkeys' Right to Paint*, en 1994 (Littératur, en anglais, non traduit), qui est un plaidoyer pour un regard sur l'art non européenocentré.

Il y critique une histoire de l'art qui ignore des pans géographiques entiers (dont la Turquie moderne), ce qui l'a conduit à en écrire une autre, une sorte d'organigramme, diffusé sous forme d'estampes, dont deux exemplaires sont exposés à Paris.

C'est dans cet esprit militant qu'il a adhéré à l'Association internationale de l'art de l'Unesco, dont il a été président en 2015. Il a aussi créé, en 2006, à Istanbul, un centre d'art, Piramid Sanat. C'est en voulant y aller sans en connaître l'adresse qu'on a passé notre téléphone au chauffeur de taxi, lequel est soudain devenu volubile. On a pensé que le trajet devait être

complexe, mais non : les deux hommes parlaient football. Bedri Baykam est en effet une figure des supporters de Fenerbahçe, dont il commente les matchs sur la chaîne du club. Il publie des chroniques politiques ou culturelles hebdomadaires dans le quotidien de centre gauche *Cumhuriyet* et est membre du CHP, le Parti républicain du peuple, et laïque, fondé par Mustafa Kemal Atatürk.

« Un peintre libre »

Il est un proche de son président, Özgür Özal, comme du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, principal opposant du président Erdogan, candidat à la présidence de la République et actuellement emprisonné... Cela ne va pas sans risques. En 2011, alors qu'il proteste publiquement contre la destruction ordonnée par Erdogan d'une sculpture de Mehmet Aksoy, le *Monument de l'Humanité*, réalisée en 2008 dans la région de Kars et dédiée à la paix et à la fraternité entre Turcs et Arméniens, il est victime d'une tentative d'assassinat, poignardé, ainsi que son assistante, par un fundamentaliste. L'un et l'autre s'en sortent par miracle.

Precisons que le tableau est inspiré d'un fameux bordel catalan, autrefois situé dans la calle d'Avignon. En bon citoyen turc, Baykam lui a imaginé une réplique, où est inscrit à la verticale le mot « VAROL », qui n'est une allusion ni à la grande figure du pop art ni à une maladie sexuellement transmissible, mais simplement le nom d'un établissement légendaire à Istanbul, où des générations de jeunes Stambouliotes furent déniaisés. Comme il aime notre pays (il a étudié à la Sorbonne, et son français est parfait), il rend également hommage à Madame Claude : une exposition à déconseiller aux esthètes, aux prudes et pudibonds, voire aux puceaux. ■

HARRY BELLET

« *Malheureusement, d'autres n'ont pas eu cette chance*, explique-t-il. Je suis né musulman, mais je me suis engagé en politique après mon retour d'un long séjour aux Etats-Unis, parce que j'ai constaté que mon pays glissait lentement vers l'islamisme. En tout cas un islam politique, qui, avec Erdogan, a désormais le pouvoir. Moi, je rêve d'un gouvernement qui, plutôt que des mosquées

et des prisons, construirait des musées. D'un Etat de droit où l'on peut s'habiller comme on veut, penser et dire ce qu'on veut, peindre comme on veut. »

Sur ce dernier point, il ne craint personne. « *Je suis un peintre libre* », proclame Bedri Baykam, qui avoue aussi son admiration pour deux devanciers, eux aussi diletantes, Francis Picabia et Arthur Cravan, et deux autres artistes, presque ses contemporains, Martial Raysse et Sigmar Polke. Son travail ne ressemble à rien de connu, à un point qui en est presque choquant. Surtout quand il choisit, comme ici, de rendre hommage aux *Demoiselles d'Avignon* (1907), de Picasso.

Precisons que le tableau est inspiré d'un fameux bordel catalan, autrefois situé dans la calle d'Avignon. En bon citoyen turc, Baykam lui a imaginé une réplique, où est inscrit à la verticale le mot « VAROL », qui n'est une allusion ni à la grande figure du pop art ni à une maladie sexuellement transmissible, mais simplement le nom d'un établissement légendaire à Istanbul, où des générations de jeunes Stambouliotes furent déniaisés. Comme il aime notre pays (il a étudié à la Sorbonne, et son français est parfait), il rend également hommage à Madame Claude : une exposition à déconseiller aux esthètes, aux prudes et pudibonds, voire aux puceaux. ■

HARRY BELLET

Le Monde

Abonnement quotidien + numérique

Pour une information hiérarchisée, approfondie et rigoureuse

27 € /mois
la première année
sans engagement



- Le journal, ses suppléments et M le magazine du Monde livrés chez vous
- L'accès à l'intégralité des contenus numériques sur le site et l'application du Monde

En cadeau

Le sac banane Le Monde



Abonnez-vous en ligne : abo.lemonde.fr/PAB

Le poids des stéréotypes mis en lumière par des expériences

Sur France 2, « Sommes-nous tous racistes ? » interroge nos préjugés

TÉLÉVISION

C'est un sujet inflammable », de l'aveu même d'Arnaud Poivre d'Arvor, à l'origine de « Sommes-nous tous racistes ? ». Ce qui explique que l'émission ait mis du temps à trouver sa place dans la grille des programmes de France Télévisions. « Les discussions ont été longues », confirme au *Monde* celui qui en est également le producteur. Cette émission se voit finalement programmée alors que la question du racisme en France a été relancée après les meurtres d'Aboubakar Cissé, le 25 avril, et de Hichem Miraoui, le 31 mai.

Arnaud Poivre d'Arvor explique avoir eu l'idée de cette émission atypique après avoir vu sur Channel 4 « How Racist are you ? » (« à quel point êtes-vous raciste ? », en 2009), programme inspiré de l'expérience menée en 1968 aux Etats-Unis par une institutrice après la mort de Martin Luther King. « Elle avait artificiellement créé une discrimination dans sa classe entre les élèves aux yeux marron (minoritaires, dévalorisés et discriminés) et [ceux aux] yeux bleus », majoritaires et survolentés. Cette discrimination arbitraire a divisé les enfants en deux groupes : le premier dominant, aux yeux bleus, s'est montré agressif et méprisant vis-à-vis du second, aux yeux marron, qui s'est positionné en victime.

Cinquante « cobayes »

Le producteur s'est aussi souvenu du *jeu de la mort* (diffusé en 2010 sur France 2), adapté de l'expérience de Stanley Milgram en 1963 : des candidats de bonne foi obéissaient à des consignes jusqu'à accepter de torturer l'un d'eux – du moins le croyaient-ils – en lui envoyant des décharges électriques. « J'avais été très marqué par ce jeu, se souvient Arnaud Poivre d'Arvor, mais j'ai préféré travailler sur un programme hybride d'infotainment », alliant information et divertissement.

Présentée par Jamy Gourmaud (*C'est pas sorcier*), « Le Monde



Lucien Jean-Baptiste,
Marie Drucker,
Jamy Gourmaud
et Sylvain Delouvé.

BENJAMIN DECOIN/FTV

de Jamy (...) et Marie Drucker, l'émission a fait appel à l'acteur et cinéaste martiniquais Lucien Jean-Baptiste. Et, pour la caution scientifique, à Sylvain Delouvé, maître de conférences en psychologie sociale à l'université Rennes-II, avec lequel a été élaborée la douzaine d'expériences, certaines menées en caméra cachée.

Cinquante « cobayes », hommes et femmes (32 Blancs et 18 « non-Blancs ») ont été sélectionnés pour participer à l'émission. Ils pensaient participer à des expériences sur « les mystères de notre cerveau ». La production leur a menti, mais Arnaud Poivre d'Arvor l'assume. « On leur a révélé le véritable titre à la fin. Tous ont accepté. »

A la question posée par le titre de l'émission, la réponse est plus complexe qu'un simple oui ou non

La première expérience met en scène deux jeunes hommes en costume (Florian, blanc, et Jean-Philippe, noir) assis dans une salle d'attente, une chaise laissée vide à côté de chacun d'eux. A tour de rôle, une dizaine de participants entrent dans la pièce, et on observe près de qui ils s'assoient... Résultat, dans une grande majorité, ils se rapprochent du Blanc. Explication du psychosociologue : ce comportement ne serait pas « raciste » mais « reptilien », l'humain cherchant d'instinct son semblable.

Autre expérience tout aussi sidérante : un jeune homme, prétextant avoir égaré ses clés, scie l'antivol d'un vélo. Face à un garçon blanc, les réactions des passants, filmés en caméra cachée sont bienveillantes, certains proposant leur aide ; face à un autre homme au profil maghrébin, la suspicion se transforme vite en accusation, l'une des passantes allant même jusqu'à appeler la police. Toutes les conclusions des expériences menées illustrent « des résultats qui font consensus dans la littérature scientifique », précise l'universitaire.

A la question posée par le titre de l'émission, la réponse est plus complexe qu'un simple oui ou non. Son but est d'inviter chacun à s'interroger sur ses préjugés vis-à-vis des personnes qui ne lui ressemblent pas. « On a une responsabilité en termes d'éducation », souligne Lucien Jean-Baptiste, qui dit, non sans émotion, avoir souvent été confronté à des situations discriminantes, surtout dans son enfance, en raison de sa couleur de peau.

« L'émission va forcément déclencher des polémiques », anticipe Arnaud Poivre d'Arvor. Mais si on ne peut plus parler de ce sujet en France, c'est problématique. » Une fois la « tromperie » révélée aux participants, en fin d'émission, leurs réactions sont positives. Vanessa, étudiante en droit, se déclare ainsi fière de contribuer à déconstruire les mécanismes inconscients qui font adopter des attitudes qui peuvent être jugées racistes. ■

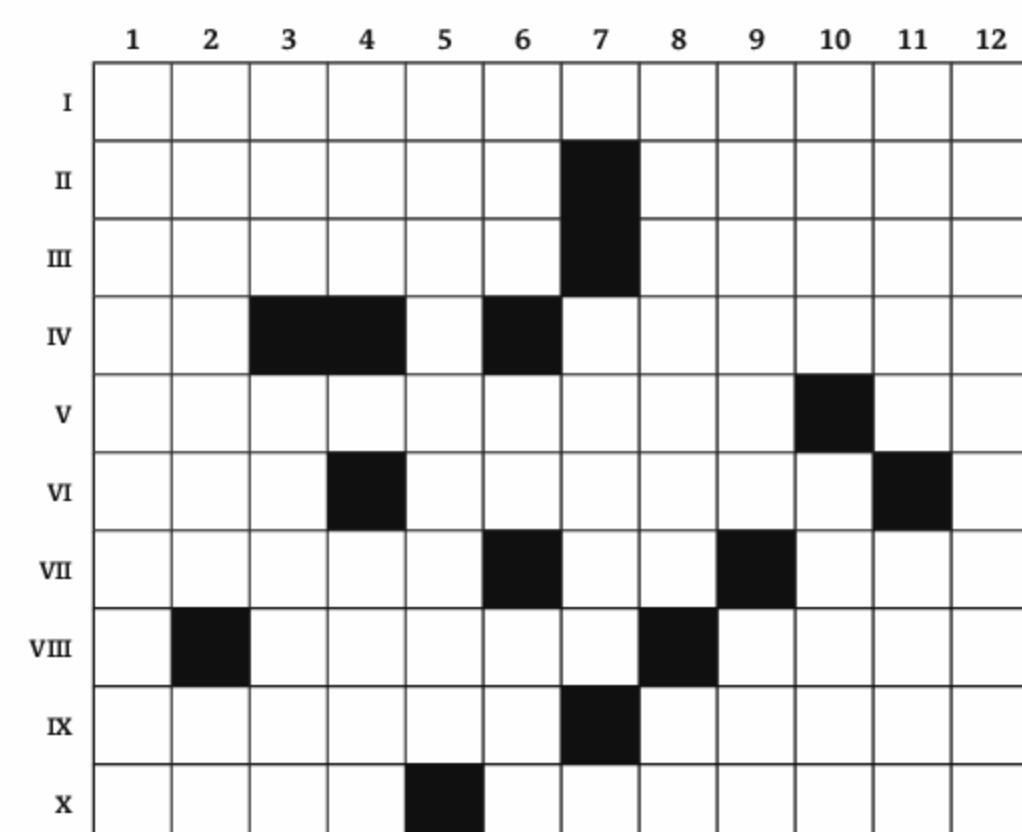
CATHERINE PACARY

Sommes-nous tous racistes ?, magazine (Fr., 2025, 105 min). Mardi 17 juin à 21h10 sur France 2.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 138
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 137

HORizontalement 1. Déflagration. 2. Epuisé. Lente. 3. Plissage. Tac. 4. Rot. Enraciné. 5. Ereinté. OM. 6. Se. Mésalliés. 7. Serpe. Sied. 8. Aisé. Brest. 9. Orbe. Rare. Fe. 10. Nues. Grésils. 11. Intimide. 12. OTAN. Sel. 13. Nécessités.

Verticalement 1. Dépression. 2. Explorée. Ru. 3. Fuite. Rabe. 4. Lis. Impies. 5. Assénées. 6. Géants. Erg. 7. Gréas. Ar. 8. Aléa. Libre. 9. Té. Colères. 10. Intimidé. 11. OTAN. Sel. 12. Nécessités.

HORIZONTALEMENT

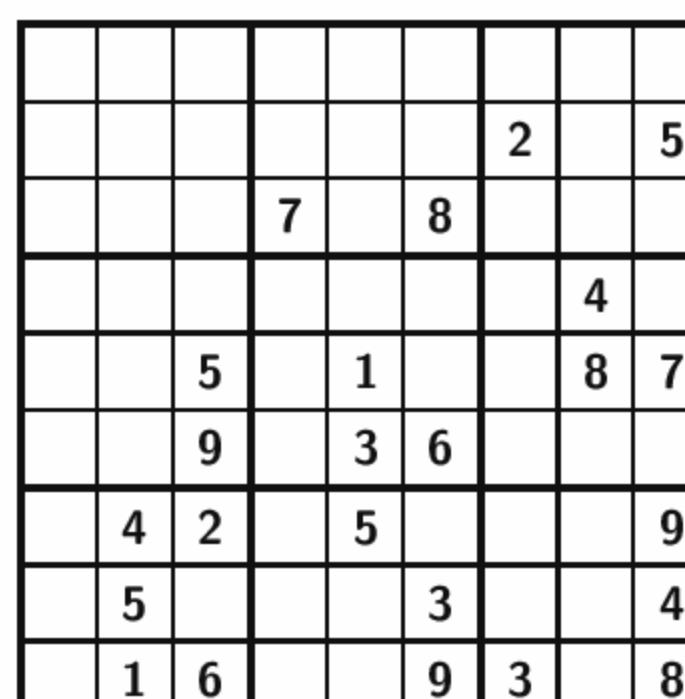
I. Sa plume ne brille ni par sa finesse ni par son originalité. II. Mégote sur tout. Prend parfois la place de l'info. III. Encore et toujours dans le discours de Danton. Une mère et son enfant. IV. Tout sur vous en deux lettres. Sac d'embrouilles. V. Garniture couverte de pâte. Tête de statue. VI. Dieu sans tête. Etres pensants chez Kant. VII. Habilla d'un sari. Support intérieur. La télévision serait le huitième. VIII. Avoir en main. Couche familiale. IX. Portés avant de boire. Mouvement économique. X. Crochet. Mise en valeur.

VERTICAMENT

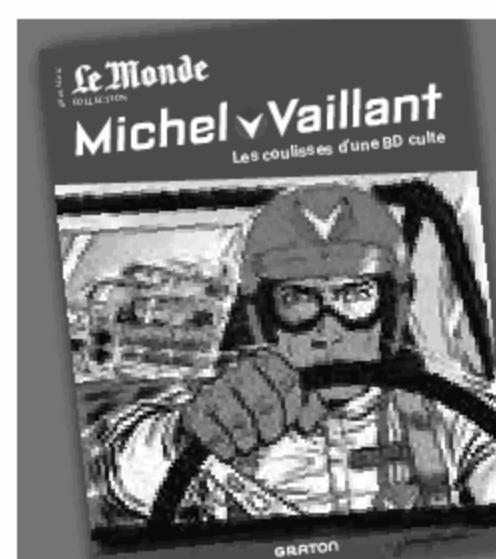
1. N'offre pas la moindre résistance. 2. Travailler comme un artiste. Travaille à la chaîne. 3. Vous entraîne dans un autre monde. Doubles chauvements. 4. Rapprocha intimement. Réfléchit avant de se lancer. 5. Ne devrait pas s'arrêter. 6. A perdu un E à Maastricht. Pour les proches. Baie nippone. 7. En tête en sortant. 8. Beaucoup de graisses. Renforce la théorie. 9. Pape canonisé. Bon dans son domaine. 10. Dans l'ensemble. Du cochon chez les orfèvres. 11. Lâches les gaz. Courroie de transmission. 12. Politesse des monarques.

SUDOKU

N°25-138



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)



MICHEL VAILLANT

LES COULISSES D'UNE BD À 100 À L'HEURE

UN HORS-SÉRIE *Le Monde*

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ET SUR LEMONDE.FR/BOUQUETIQUE

124 PAGES - 11,99 €

Le Monde est édité par la Société éditrice du *Monde* SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

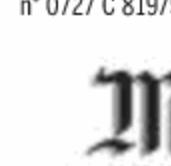
Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs : Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60 La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 PARIS
Tél. : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Mid-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : PIto = 0,0083 kg/tonne de papier

« J'ai trouvé intéressant de faire de ma musique du frevo de carnaval »

Le Brésilien Lenine s'associe au SpokFrevo Orquestra pour réinterpréter ses chansons

ENTRETIEN

Lenine, chanteur et guitariste comptant parmi les musiciens brésiliens les plus créatifs de l'époque, revient en France dans une configuration inédite, ici, accompagné par le SpokFrevo Orquestra. Des cuivres qui claquent et qui swinguent, des percussions canailles, une musique solaire et réjouissante pour un big band de fière allure : 18 musiciens sous la direction du saxophoniste Inaldo Cavalcante de Albuquerque, dit « Spok ». Cet orchestre est consacré à une redéfinition originale et épataante du frevo, la pulsation du carnaval de Recife, capitale de l'Etat du Pernambouc, au Brésil (centre-est de la région Nord-Est), d'où est originaire Lenine, qui l'a quittée pour Rio en 1979.

Avant un concert ensemble au Théâtre du Châtelet, à Paris, le 16 juin, ils se sont produits, la veille, à Rio Loco, dans le cadre d'un focus sur la saison croisée « France-Brésil 2025 », proposé par le festival toulousain. Joint au Brésil quelques jours avant son arrivée en France, Lenine évoque ses concerts avec SpokFrevo, son prochain album et rit de son prénom, avec lequel il s'est fait un nom.

Comment est née cette idée de relecture de vos chansons avec SpokFrevo, avec qui vous avez joué au carnaval de Recife ?

Le frevo, j'en ai entendu très tôt, pendant mon enfance à Recife. Mon père a biberonné ses enfants aux deux grandes fêtes du Pernambouc, le carnaval et les fêtes de la Saint-Jean, au mois de juin. Le frevo, j'ai donc baigné dedans. Spok et moi, nous avons ça en commun. J'ai trouvé intéressant d'apporter ma musique pour en faire de la musique de carnaval. Cela fait deux ans que nous traillions ensemble.

Vous sentez-vous toujours en phase avec le président Lula ?

J'ai appuyé Lula à certains moments et, récemment, il nous a sauvés d'une menace très grave,

« Mon prénom est l'écho de la croyance très forte qu'avait mon père envers le communisme »

celle de retomber dans le « Moyen Age » avec Bolsonaro. En plus, c'est un personnage incroyable. Sa vie est une épopee. Tant qu'il sera un représentant de l'humanisme, de la défense des pauvres, de la lutte contre la faim (il poursuit la pensée du grand sociologue Josué de Castro [1908-1973], dont je suis en train de relire *Géopolitique de la faim* [1951], mon livre de chevet actuellement), tant qu'il sera dans ce combat, je serai de son côté.

Votre père a choisi de vous appeler Lenine. Ce prénom vous a-t-il embarrassé ?

En fait non. C'est celui avec lequel je suis arrivé là où je suis aujourd'hui. Je cohabitais très bien avec lui. Il est l'écho de la croyance très forte qu'avait mon père envers le communisme. Ce qui est rigolo, c'est que, dans notre famille, papa donnait le nom des garçons, et maman, elle, celui des filles. Comme elle était catholique et très croyante, mes sœurs ont eu des noms de saintes.

Avez-vous un projet d'album ?

Je suis en cours de mixage sur mon prochain album qui doit paraître normalement en octobre. Il se nomme *Eital*, avec un point d'exclamation. C'est une expression idiomaticque qui peut prendre différents sens selon la façon dont tu le prononces. « Oh putain ! », « Chouette ! », un constat, un cri d'indignation, une interrogation... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LABESSE

Lenine et SpokFrevo Orquestra au Théâtre du Châtelet, Paris 1^{er}, le lundi 16 juin (20 heures).

La décision prise par l'armée israélienne de lancer, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, l'opération « Rising Lion » (« lion qui se lève »), ciblant les infrastructures militaires et nucléaires iraniennes, s'inscrit dans la continuité de la stratégie mise en place par Benyamin Nétanyahou depuis des années et qui s'est renforcée au lendemain des massacres commis par le Hamas le 7 octobre 2023. Celle-ci a consisté, en 2010, à développer un virus informatique, Stuxnet, qui avait touché les centrifugeuses iraniennes et de ce fait ralenti le programme, et à éliminer plusieurs scientifiques en charge de ce programme au fil des années. Même si ces opérations n'ont pas été revendiquées, les regards se sont tournés vers Israël et les Etats-Unis.

Puis, en riposte au 7-Octobre, tout en dénonçant le rôle de Téhéran, l'objectif a été de détruire les infrastructures du Hamas, de décapter le commandement du mouvement pour, ensuite, s'attaquer au Hezbollah, mouvement chiite libanais, tout en bombardant régulièrement les bases militaires syriennes, en particulier après la chute du régime de Bachar Al-Assad [le 8 décembre 2024]. Il s'agissait de toucher et d'affaiblir l'« axe de la résistance » soutenu par l'Iran.

Ainsi, une opération a été menée par Israël en avril 2024 contre le consulat iranien à Damas, ce qui a provoqué une réaction iranienne contre le territoire israélien, suivie d'une autre en octobre, après l'assassinat du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah [survenu le 27 septembre 2024]. Les ripostes iraniennes étaient alors considérées comme « mesurées », Téhéran ne voulant pas prendre le risque de rentrer dans une guerre dont il sortirait perdant.

Escalade dangereuse

Israël a toujours dit qu'il n'accepterait à aucun prix qu'un pays de la région dispose de l'arme nucléaire – le réacteur Osirak, construit en Irak avec l'aide de la France, a été bombardé en juin 1981 – et le premier ministre ne cesse de répéter qu'il est hors de question que l'Iran développe des capacités nucléaires, y compris civiles. C'est la raison pour laquelle il s'était opposé à l'accord signé en 2015 par Barack Obama et le régime iranien, dont sont sortis les Etats-Unis, en 2018, lorsque Donald Trump est arrivé à la Maison Blanche.

Agnès Levallois Israël entraîne le Moyen-Orient dans un engrenage guerrier

Pour la spécialiste du Moyen-Orient, l'inquiétude que suscite l'attaque lancée dans la nuit du 12 au 13 juin contre l'Iran dans les pays de la région fait oublier l'horreur de la situation humanitaire à Gaza

Aujourd'hui, Benyamin Nétanyahou, fort de ses succès militaires contre le Hamas et le Hezbollah, provoquant de fait l'affaiblissement de l'Iran, sans oublier la chute du régime d'Al-Assad, entend poursuivre son objectif et détruire l'ensemble des capacités iraniennes. Cette escalade est particulièrement dangereuse car, comme l'a rappelé le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les sites nucléaires ne doivent jamais être pris pour cible, quelles que soient les circonstances.

« Ces attaques sont lourdes de conséquences pour la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires, et nuisent également gravement à la paix et à la sécurité régionales et internationales », a déclaré Rafael Grossi devant les membres du Conseil de sécurité des Nations unies, vendredi 13 juin. Le dernier rapport publié par l'AIEA faisant état de l'accélération du programme d'enrichissement d'uranium, notamment l'enrichissement à 60 %, seuil qui est proche de celui de 90 % pour la fabrication de l'arme atomique, a été le prétexte pour lancer les frappes.

Ces évolutions inquiètent fortement les pays sunnites de la région, qui préfèrent garder une neutralité vis-à-vis des derniers développements, même s'ils se satisfont d'un affaiblissement de leur voisin iranien. Le risque d'une déflagration régionale ne va pas dans le sens de leurs intérêts. Le prince héritier saoudien [Mohammed Ben Salman] a lancé de grands projets, afin de diversifier l'écono-

mie du royaume, dont la réalisation est retardée par la situation géopolitique.

Ce dernier épisode rend encore plus difficile aujourd'hui l'hypothèse d'une normalisation avec l'Etat hébreu, comme si ce dernier avait abandonné ce processus qui a débuté en 2020 avec les accords d'Abraham, auquel il semblait pourtant très attaché. Il est vrai que la destruction de la bande de Gaza et le blocus étanche du territoire, qui a pour conséquence d'affamer sa population, ne permettaient déjà plus un rapprochement entre les deux pays, coup dur pour Donald Trump, qui en était à l'origine.

Territoire coupé du monde

Côté iranien, la marge de manœuvre est extrêmement limitée. La riposte de Téhéran doit rester mesurée, car le pays n'a pas les moyens de rentrer en confrontation militaire avec l'Etat hébreu et, s'il s'en prend à des militaires américains stationnés dans la région, la réaction de Washington sera terrible. Il semble d'ailleurs que les officiels iraniens ne s'attendaient pas au lancement de l'offensive israélienne avant le sixième round de négociations qui devait se tenir le 15 juin à Mascate, au sultanat d'Oman.

Israël entraîne le Moyen-Orient dans un engrenage guerrier, ce qui sert le premier ministre israélien. Benyamin Nétanyahou subissait quelques pressions quant à la situation humanitaire intolérable de la bande de Gaza, alors que l'aile la plus extrémiste de son gouvernement

le pousse à poursuivre dans cette voie en refusant toute négociation. Les partis d'opposition ont essayé de le faire tomber, jeudi 12 juin, en présentant un projet de loi visant à la dissolution du Parlement afin de provoquer des élections anticipées, sans succès. L'inquiétude suscitée par la montée des tensions au Moyen-Orient fait oublier l'horreur de ce qui se passe à Gaza.

Le territoire est coupé du monde depuis quelques jours, car les réseaux de téléphonie et d'Internet ne fonctionnent pas et le bilan humain, à la suite de la mise en place du système de distribution d'aide à travers la Gaza Humanitarian Foundation, ne cesse de s'alourdir au lieu d'améliorer la situation des Gazaouis. Les pays européens, dont la France, qui avaient commencé à éléver la voix contre la politique de Nétanyahou se taisent désormais sur la situation à Gaza pour lui apporter leur soutien, dramatique renversement de situation qui laisse un peu plus les Palestiniens dans un profond désespoir d'être, une fois encore, abandonnés à leur sort pour de sombres calculs politiques. ■

**LA RIPOSTE DE
TÉHÉRAN DOIT RESTER
MESURÉE, CAR LE
PAYS N'A PAS LES
MOYENS DE RENTRER
EN CONFRONTATION
MILITAIRE AVEC
L'ÉTAT HÉBREU**

Agnès Levallois est présidente de l'Institut de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (iReMMO)

Benjamin Hautecouverture Retarder l'avancée du nucléaire iranien ne peut être l'objectif final d'une politique de sécurité durable

Le programme nucléaire iranien ne peut sans doute plus être éliminé par la force, car le savoir-faire en la matière est, pour Téhéran, un acquis historique, estime l'historien et politiste

L'opération militaire « Rising Lion » (« lion qui se lève »), lancée par l'armée israélienne dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, a coordonné l'engagement vers plus de cent cibles réparties sur l'ensemble du territoire iranien. Ce n'est pas une simple action de contre-prolifération. La diversité des cibles, au-delà des installations des programmes nucléaire et balistique, en atteste autant que les appels consécutifs du premier ministre israélien au changement de régime à Téhéran. Mais l'on peut considérer qu'il s'agit d'une application élargie de la « doctrine Begin » de dissuasion conventionnelle assise sur les moyens d'une contre-prolifération préventive.

Pour mémoire, après l'attaque menée avec succès le 7 juin 1981 par huit chasseurs bombardiers F-16 israéliens contre le réacteur nucléaire irakien d'Osirak (opération « Opera »), le premier ministre Menahem Begin (1913-1992) formula une sentence devenue historique : « Nous n'accepterons sous aucune circonstance que l'ennemi développe des armes de destruction massive contre notre nation. Nous défendrons les ci-

toyens d'Israël, au bon moment et avec tous les moyens à notre disposition. »

Depuis, la doctrine Begin est l'un des piliers de la stratégie de dissuasion iranienne. La planification et la mise en œuvre de raids éclair ciblés, à vocation préemptive ou préventive, en sont des éléments centraux. Ils visent également à démontrer aux yeux de l'adversaire une supériorité militaire totale. La doctrine Begin fut à nouveau illus-

trée par le bombardement du réacteur nucléaire en construction de Al-Kibar dans le gouvernorat de Deir ez-Zor, en Syrie, le 6 septembre 2007 par des chasseurs bombardiers F15I (opération « Orchard »), là encore avec succès.

Au moment où cette tribune est écrite, l'opération « Rising Lion » se poursuit. L'Iran a également lancé une riposte dans la nuit de vendredi à samedi. Il est donc trop tôt pour en tirer des leçons définitives sur le terrain comme au plan stratégique. Planifiées depuis l'automne 2024, les premières cibles avérées du raid conjoint des objectifs individuels, militaires conventionnels, nucléaires, balistiques.

Qu'il s'agisse du principal site iranien d'enrichissement d'uranium à Natanz, du centre de Khondab, ou du réacteur de recherche à eau lourde d'Arak (qui n'est toujours pas en service, même si cela est prévu pour 2026), l'ampleur des destructions est encore inconnue. D'autres installations secondaires semblent avoir été ciblées dans les environs d'Ispahan, de Khorramabad et près de Parchin. Une partie du programme nucléaire est

clandestin, et une partie de ce programme clandestin est souterrain, c'est le cas du site d'enrichissement de l'uranium de Fordo, par exemple.

L'action de contre-prolifération armée peut difficilement endommager ces objectifs, l'aviation israélienne ne disposant pas de bombes « antibunkers » pour les engager. De plus, si l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut déterminer le nombre de centrifugeuses présentes sur les sites de Fordo et de Natanz, elle ne peut pas savoir combien d'autres centrifugeuses ont été fabriquées et déployées sur un ou plusieurs sites clandestins.

Issue incertaine

Ainsi, il n'est pas encore possible d'affirmer dans quelle mesure le développement du programme nucléaire iranien a été entamé. En revanche, l'on peut avancer l'hypothèse selon laquelle Israël ayant lancé une opération militaire de cette envergure pour retarder durablement l'avancée du programme nucléaire adverse, l'état-major n'y mettra pas un terme avant d'avoir atteint assez d'objectifs tactiques pour s'en assurer.

Au vu de l'ampleur du programme et de sa dispersion dans le temps et dans l'espace, si l'ambition est d'éliminer la menace nucléaire iranienne et non d'en retarder la progression, l'issue de l'initiative est incertaine. L'aven-

ture nucléaire iranienne inquiète parce qu'elle s'approche peut-être de son aboutissement. La contre-prolifération israélienne a toujours visé à gagner du temps, qu'il s'agisse de l'emploi du ver

informatique Stuxnet découvert en 2010 ou des campagnes d'assassinats ciblés menées depuis les années 2010.

Mais, aujourd'hui, le programme ne peut plus être éliminé par la force parce que le savoir et le savoir-faire sont des acquis historiques du régime iranien mais probablement aussi de l'Etat-nation. En particulier, le droit à l'enrichissement de l'uranium est devenu un marqueur identitaire qui cimente le pays au-delà des revendications portées par sa diplomatie.

Retarder de quelques années l'obtention d'un premier engin explosif nucléaire par un régime autoritaire peut être considéré comme un succès qui pourra être répété à l'avenir si nécessaire, y compris au prix de la stabilité stratégique de la région. Mais ce ne peut être l'objectif final d'une politique de sécurité durable.

Cibler les installations nucléaires civiles d'un pays souverain comporte des risques de nature politique et diplomatique. Au passage, les démocraties libérales feraient bien de soutenir les opérations armées israéliennes avec discréction, au risque de voir leurs condamnations fragilisées quand il s'agira d'attaques semblables

contre des installations nucléaires ukraines, par exemple.

Pour le reste, les négociations sur le nucléaire iranien, entamées il y a plus de vingt ans, ont toujours été entrecoupées d'affrontements qui les ont relancées et les ont infléchies. Elles continueront sous des formes diverses avec le régime en place comme avec un autre régime, le cas échéant. L'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (Joint Comprehensive Plan of Action) de juillet 2015 n'était pas une solution mais un résultat bancal et insuffisant. Il n'y a jamais eu de solution négociée avec l'Iran sur son programme nucléaire qui tienne plus de quelques semaines avant d'être remise en cause sur le terrain.

Aussi brutale soit-elle, l'action de contre-prolifération armée israélienne ne ruine pas les chances de négociation, mais modifie durablement les options des protagonistes. En particulier, le maintien de l'Iran comme Etat non doté de l'arme nucléaire au sein du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est désormais sérieusement mis en doute. ■

**CIBLER LES
INSTALLATIONS
NUCLÉAIRES CIVILES
D'UN PAYS
SOUVERRAIN
COMPORE DES
RISQUES DE NATURE
POLITIQUE ET
DIPLOMATIQUE**

Benjamin Hautecouverture est politiste, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique

Jean-Paul Delahaye La convention citoyenne ne devrait pas se cantonner aux temps scolaires

L'ancien inspecteur général de l'éducation nationale estime qu'il faudrait élargir le champ des débats citoyens aux inégalités perpétuées, budgets, socle de savoirs, contribution du privé, conditions de travail...

A près les conventions citoyennes sur le climat et sur la fin de vie, le président de la République a annoncé le 2 mai une nouvelle convention sur les temps scolaires, sujet essentiel qui mérite bien un débat national. Le président a précisé dans *Le Parisien* du 2 mai qu'il voulait «faire en sorte que l'organisation des journées de nos élèves soit plus favorable à leur développement et aux apprentissages, qu'un équilibre soit trouvé aussi pour faciliter la vie des familles».

Soit, mais cette soudaine prise de conscience est sans doute l'expression d'un repentir dans la mesure où, en 2017 et sans concertation, le président a rétabli, de fait, la semaine de quatre jours à l'école primaire, organisation si néfaste pour les enfants qu'aucun pays au monde n'a songé à l'imiter. Rappelons que les milieux populaires, c'est le ministère lui-même qui le montrait dans une étude de juin 2017, souhaitaient majoritairement une semaine de cinq jours, eux qui n'ont que l'école pour émanciper leurs enfants.

Ce désir présidentiel de concertation sur le temps scolaire s'exprime alors même que le budget 2025 supprime les crédits qui permettaient aux dernières communes restées courageusement à la semaine de cinq jours de financer des activités pé-

riscolaires. La semaine catastrophique de quatre jours sera ainsi généralisée à la rentrée. Quel sens peut avoir une convention citoyenne dans ces conditions?

En réalité, si cette convention n'est pas une opération de diversion, il ne faudrait pas en limiter le champ aux temps scolaires, mais saisir ce moment pour débattre, entre citoyens, de l'ensemble des questions posées à notre pays par la situation de l'école. Ce débat national devrait être centré sur un unique but : faire en sorte que la France ne soit plus le pays de l'OCDE dans lequel l'origine sociale détermine autant les destins scolaires. Au pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, est-ce trop demander de travailler en priorité à la réussite scolaire des enfants des milieux populaires?

Il faudrait commencer par poser un diagnostic partagé sur la situation de l'école pour que tous les milieux sociaux, et pas seulement les milieux initiés, puissent comprendre les enjeux et peser sur les politiques publiques. Les pays qui s'en sortent mieux que nous dans la lutte contre les inégalités scolaires ont su construire sur la durée un consensus politique et se rassembler autour de leur école et de ses personnels. Sans prétendre à l'exhaustivité, citons quelques sujets qui pourraient nourrir cette convention citoyenne.

Notre pays dépense moins que les autres pour son école primaire et son collège, c'est-à-dire pour le temps de la scolarité obligatoire, et les enfants des milieux favorisés et intellectuels reçoivent du budget de l'éducation nationale plus d'argent que les enfants des pauvres, notamment parce qu'ils font en moyenne des études plus longues. Une double question pourrait être posée à la convention citoyenne : l'argent de la nation est-il bien réparti entre les degrés d'enseignement et va-t-il en priorité aux plus démunis ?

Séparatisme social

La réflexion pourrait aussi être engagée sur les savoirs enseignés. On demeure dans l'expectative d'un socle de connaissances et de compétences qui soit vraiment commun pour structurer la scolarité obligatoire – soit en effet le temps du commun, pas celui du tri et de la sélection précoce. L'enjeu est de taille : veut-on une école de la culture pour tous ou laisse-t-on en l'état une école qui fracture ?

Reste aussi toujours à trouver les moyens de construire davantage de mixité sociale à l'école. Il s'agit de rechercher un équilibre entre les familles qui veulent la liberté de choisir le meilleur pour leurs enfants (et c'est bien légitime), et l'obligation, au nom de l'intérêt général, d'encadrer cette liberté pour préserver un minimum de mixité sociale et scolaire.

On ne peut promouvoir à l'école la mixité sociale tant qu'on permettra à certaines communes de refuser d'avoir leur quota de logements sociaux moyenant le paiement d'une pénalité. On ne

peut par ailleurs éluder la question de la participation des établissements privés sous contrat au «scolariser ensemble». Il faudra bien un jour exiger des contreparties à un enseignement privé financé à 76 % sur fonds publics, mais qui est très peu contrôlé et qui s'est érigé, contrairement à l'esprit et à la lettre de la loi Debré de 1959, en système éducatif parallèle prolongeant le séparatisme social.

Enfin, toutes les études internationales le montrent, il y a une concordance entre le degré de satisfaction des enseignants dans leur métier et les résultats de leurs élèves. Or, dans l'enquête internationale TIMSS 2023 [qui mesure des élèves de quatrième année de primaire et deuxième année secondaire], la France est le pays européen où les enseignants de l'école primaire sont les moins satisfaits de leur métier. Difficile de garantir une école de

la réussite quand les métiers de l'éducation continuent à être aussi mal payés, aussi peu considérés et attractifs : il est nécessaire d'investir dans la rémunération des personnels et dans leur formation initiale et continue.

Les dysfonctionnements de notre école, qui ne parvient pas à réduire les inégalités, ne nuisent pas à tout le monde – et c'est une partie du problème. Globalement, ils ne nuisent pas aux enfants des milieux favorisés et des milieux intellectuels. Le problème, c'est que les bénéficiaires potentiels d'une politique éducative visant l'intérêt général, notamment les 10 millions de pauvres et leurs enfants, ne sont pas associés aux choix pédagogiques qui les concernent.

Si, depuis une vingtaine d'années, les milieux populaires glissent vers la désertification des urnes ou le vote à l'extrême droite, soyons assurés que le sort réservé à leurs enfants à l'école de la République n'y est pas indifférent. Quand l'humiliation scolaire vient renforcer une situation d'exclusion et d'injustice sociale vécue par la part la plus fragile de la population, alors c'est notre pacte républicain que nous mettons en danger. Ce n'est pas d'un choc des savoirs dont nous avons besoin, c'est d'un choc citoyen de fraternité. La convention citoyenne sur l'école pourrait en être l'occasion. ■

Jean-Paul Delahaye est inspecteur général de l'éducation nationale honoraire, ancien directeur général de l'enseignement scolaire

Julia Schmitz La question de la surpopulation carcérale nécessite du courage politique

La France, dont les prisons sont surpeuplées, est l'un des plus mauvais élèves européens, rappelle la juriste. Il y a plus que jamais urgence, selon elle, car, dans les conditions actuelles, «la prison ne sert à rien»

APRÈS L'URGENCE, IL FAUDRA REMETTRE AU CENTRE DE NOTRE CONTRAT SOCIAL UNE «PRISON RÉPUBLICAINE»

Le choix des mots est désormais difficile pour qualifier la situation carcérale française, excepté pour dénoncer l'absence de choix politique : «inertie», «délassement coupable», selon les termes du Contrôleur général des lieux de privation de liberté. Déraisonnable obstination, pourrait-on dire également, à ne pas entendre les nombreuses critiques et recommandations.

Il y a vingt-cinq ans déjà, une commission d'enquête du Sénat parlait d'*«humiliation pour la Ré-*

publique» au sujet des prisons. Depuis, les alertes parlementaires se succèdent pour «en finir avec la surpopulation carcérale» (2016), lister les «dysfonctionnements et manquements» de la politique pénitentiaire (2022), appeler à la mise en place d'un mécanisme de régulation carcérale (2023), jusqu'à la remise, en mars, du rapport de la mission relative à l'exécution des peines recommandant d'adopter des mesures d'urgence pénitentiaire.

Malgré ces mises en garde répétées, la question de la surpopulation carcérale n'a toujours pas trouvé de réponse politique. Il est pourtant urgent d'agir.

Un énième record

Tout d'abord parce que la France ne respecte pas ses engagements internationaux et se met en infraction continue avec le droit européen. Condamnée, le 30 janvier 2020, par la Cour européenne des droits de l'homme dans le retentissant arrêt J.M.B. pour atteinte à la dignité humaine, la France comptait toujours, en 2023, parmi les mauvais

élèves en matière de surpopulation, en troisième position, derrière Chypre et la Roumanie. En 2024, le comité des ministres du Conseil de l'Europe faisait part de sa «profonde préoccupation» quant à ce problème structurel qui perdure à ce jour.

Comme le disait Albert Camus, «une société se juge à l'état de ses prisons». La France a bien été jugée, mais la foudre européenne n'a pas eu d'impact sur l'emballage des chiffres. En 2022, les projections de la population car-

cérale étaient de 74 996 personnes détenues pour 2027. Elles sont déjà largement dépassées, avec un énième record historique. Au 1^{er} mai, avec 83 681 personnes détenues pour 62 570 places et 5 234 matelas au sol, le taux de densité carcérale atteint 200 % dans plusieurs maisons d'arrêt accueillant les personnes en détention provisoire et les courtes peines.

Ces chiffres ne disent rien de la réalité derrière les murs : entassement, insalubrité, troubles psychiques et suicides, absence d'intimité, d'activités et de perspectives de réinsertion, climat de violence, épuisement du personnel. Le caractère massif et généralisé de ces constats se traduit par une conséquence inéluctable et inquiétante : l'échec de la lutte contre la récidive.

Il est également urgent de s'atteler à une véritable refondation de la politique pénale, car les causes de ce mal endémique, certes complexes et multiples, sont cependant connues et largement documentées : multiplication et aggravation des sanctions pénales, allongement des durées d'incarcération, recours massif à la détention provisoire, recours accru aux procédures pourvoyeuses d'incarcération telles que la comparution immédiate.

Les solutions jusqu'ici adoptées sont insuffisantes, voire contre-productives. Le programme immobilier visant à construire 15 000 places de prison d'ici à 2027 est déjà sous-dimensionné avant même d'avoir été achevé et s'avère de surcroît

inopérationnel en raison des difficultés de recrutement.

Les réformes pénales – les lois du 23 mars 2019 de programmation et de réforme pour la justice et du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire – ont enrichi la boîte à outils des alternatives à la détention à disposition des magistrats : obligation d'aménager les très courtes peines, libération sous contrainte de plein droit. Ces mesures cosmétiques n'ont eu aucun effet, voire des effets contraires sur l'inflation carcérale.

Souci des principes républicains

Ce mal systémique n'est pas incurable, mais il exige des réformes structurelles pour s'attaquer aux causes profondes de la surpopulation, qui appellent des mesures sociales en faveur de la lutte contre la précarité, de l'aide sociale à l'enfance ou encore de la santé mentale. La situation est telle qu'elle nécessite cependant une action d'urgence, exigeante, là encore, du courage politique pour dépasser les réponses électoralistes comme les réticences judiciaires, en mobilisant toutes les propositions déjà mises sur la table : numerus clausus, amnisties, réductions de peine exceptionnelles...

Après l'urgence, il faudra remettre au centre de notre contrat social une «prison républicaine», comme l'appelait de ses vœux Robert Badinter, car la prison fait bien partie de notre société, elle en est même un certain reflet. Le souci des principes républicains devrait conduire les responsables politiques à tenir

compte des difficultés du quotidien vécu dans des cellules de 9 mètres carrés occupées par trois personnes vingt-deux heures sur vingt-quatre, des difficultés de l'administration pénitentiaire au pied du mur car située au bout de la chaîne pénale et tenue à l'impossible, à savoir accueillir, quelle qu'en soit sa capacité, la totalité des personnes placées sous écrou par les autorités judiciaires. Le souci de l'intérêt général appelle à tenir compte et à rendre compte des conséquences, économiques, sanitaires et sécuritaires, pour la société dans son ensemble, du fléau de la surpopulation carcérale.

Il faudra donc interroger la nécessité du recours à la détention, poser la question de l'utilité et du sens de la peine. S'il s'agit d'enfermer plus ou d'enfermer mieux, en favorisant l'accompagnement social et les efforts de réinsertion. Dans les conditions actuelles, la prison ne sert à rien, elle n'a pas de sens. La prison ne réinsère pas, ne répare pas, elle ne venge même pas. Au contraire, elle produit de la précarité et de la délinquance, et contribue à l'insécurité du personnel pénitentiaire comme des citoyens. Elle fabrique surtout de la souffrance et de l'indignité, et son ombre ne fait que mettre en lumière l'imobilisme politique. ■

Julia Schmitz est maîtresse de conférences en droit public à l'université Toulouse-Capitole

Arthur Pouliquen

« Les mouvements autonomes sont en déclin »

Dans son essai, « Le Monde ou rien », le spécialiste de l'histoire des idées politiques revient sur l'évolution de l'autonomie et son influence depuis les années 1970



LE LIVRE

C'est une histoire méconnue, complexe et passionnante. Dans *Le Monde ou rien* (Cerf, 304 pages, 24 euros), Arthur Pouliquen retrace le parcours sinuex de la mouvance autonome, ces militants qui se construisent dans le refus radical de toute institution et qui veulent s'autonomiser de tout pouvoir (politique, syndical, policier ou judiciaire). Le titre s'inspire du slogan des autonomes lors du mouvement contre la loi « travail » en 2016, tiré d'une chanson du groupe de rap PNL. Fille illégitime de la révolte de Mai 68 et de l'opposition au léénisme et à l'hégémonie du Parti communiste français et de la CGT, l'autonomie a de multiples influences et ramifications : les conseillistes du début du XX^e siècle, et plus récemment, les situationnistes, les maoïstes, les libertaires... Souvent, ces différents courants se haïssent cordialement. D'où la difficulté d'en tirer une idée générale. En suivant l'évolution chronologique, l'auteur conduit le lecteur sur la trace des autonomes depuis un demi-siècle, dans tous ses méandres, y compris la tentation du terrorisme, au début des années 1980, avec Action directe. Au-delà de cette image sulfureuse, ces courants de pensée peuvent être riches. Certaines de leurs analyses restent d'actualité, notamment dans la critique des médias ou dans la lutte contre les violences policières, les combats environnementaux ou féministes. Mais derrière cette histoire se niche un véritable constat d'échec : l'influence marginale de l'autonomie française sur le cours des choses.

ENTRETIEN

Arthur Pouliquen est docteur en sciences politiques, spécialiste de l'histoire des idées politiques et des radicalités. Dans son dernier ouvrage, *Le Monde ou rien* (Cerf, 304 pages, 24 euros), il dépeint la multitude de nuances qui composent la mouvance autonome, ces militants de la gauche révolutionnaire, qui n'ont pas renoncé à l'action violente. Engageant volontiers la confrontation avec les forces de l'ordre lors des manifestations, ils développent également une pensée théorique riche et complexe.

Comment définir la mouvance autonome ?

Plus qu'une idéologie, ou qu'un ensemble de courants minoritaires et radicaux, il s'agit d'une position, voire d'une posture, qui prend forme notamment après Mai 68. C'est le refus radical des institutions, partis, syndicats, etc. Et donc une rupture avec les manières conventionnelles de faire la politique. C'est aussi un ensemble de théories, de personnes qui font leur synthèse à partir du marxisme, de l'anarchisme, mais aussi de différentes écoles de pensée comme la French theory [qui rassemble des auteurs tels Michel Foucault, Gilles Deleuze ou Jacques Derrida]. Ce qui donne des choses très diverses d'un point de vue idéologique.

Quelles sont les principales composantes ?

Dans les années 1970, différents groupes réinterprètent le marxisme en s'inspirant de ce qui se fait ailleurs, notamment en Italie. L'idée est de comprendre la réalité de l'époque en sortant de ce que propose l'extrême gauche traditionnelle. Il y a aussi la réactivation d'un héritage anarchiste illégaliste, typiquement français, qui remonte à la Belle Epoque, avec le syndicalisme sauvage (grèves non déclarées, sabotage), mais aussi les braquages, ce qui avait été mis de côté depuis les années 1920 et qui revient avec l'autonomie.

Comment l'autonomie a-t-elle évolué depuis les années 1970 ?

Le rapport à la violence a changé. C'est un mouvement dur dans ses modes d'action et de vie : l'illégalisme est difficile à assumer au quotidien. C'est donc un mouvement juvénile où il y a assez peu de vétérans. Les renouvellements générations sont ainsi conséquents : la génération des années 1970 disparaît quasiment dans les années Mitterrand, puis il y a un retour dans les années 2000. Par ailleurs, la violence politique a décliné rapidement en France, mais le rejet de la violence politique a crû bien plus vite. Ce qui donne un paradoxe : on annonce en permanence un retour de l'« ultragauche », mais le niveau de violence est beaucoup plus faible que dans les décennies 1970 et 1980. Aujourd'hui, il n'y a plus de groupe pratiquant la lutte armée dans cette mouvance politique.

Contrairement à l'Italie, en France, l'autonomie reste extrêmement marginale, très peu implantée dans les usines, et se dit pourtant « révolutionnaire ». Pourquoi la greffe des autonomes n'a-t-elle pas pris chez les ouvriers ?

La vraie différence de la France, notamment avec l'Italie, c'est que la contestation de la gauche plus radicale, telle qu'elle est incarnée par le PCF [Parti communiste français] et la CGT, vient d'abord des organisations trotskistes, mieux représentées au sein de la classe ouvrière. Ils ont laissé peu de place aux autonomes et les ont forcés à adopter des modes d'action plus durs pour se démarquer.

Existe-t-il un héritage autonome ? Qui a pu faire la transmission entre les générations ?

On retrouve quelques situationnistes [militants inspirés par la pensée de Guy Debord et sa critique radicale de la société de consommation] dans l'Encyclopédie des nuisances [groupe qui édite une revue du même nom entre 1984 et 1992], des anciens de la Gauche prolétarienne [GP, groupuscule d'inspiration maoïste, 1968-1973] à Action directe [groupe terroriste, qui revient avec l'autonomie].



YANN LEGENDRE

« ENTRE LES AUTONOMES ET LA GAUCHE, L'INTERPÉNÉTRATION EST ASSEZ FORTE, MALGRÉ UN REJET RÉCIPROQUE »

actif dans les années 1980], au Mouvement de libération des femmes ou au sein du Mouvement des travailleurs arabes. Mais on parle de quelques individus. Cependant, ce qui est intéressant à souligner, c'est que, malgré sa courte vie, la GP a marqué une génération de militants. Ces quelques milliers de personnes vont irriguer différents mouvements, par exemple dans les comités de chômeurs, les luttes régionalistes, les mobilisations pour l'environnement... Ils n'agissent pas en réseau, mais ils ont des modes d'action issus de cette période.

L'autonomie influence-t-elle les autres courants de la gauche ?

Malgré le rejet radical réciproque des autonomes et de l'ensemble de la gauche, l'interpénétration est assez forte. Les autonomes se nourrissent de tout un monde intellectuel. Ils le métabolisent et ont pu être des passeurs ou des

vulgarisateurs dans le milieu universitaire, via des revues ou dans la critique situationniste des médias et du spectacle. Après le mouvement contre la loi « travail » [2016], on a eu aussi une petite mode où des collectifs qui n'étaient pas issus de l'autonomie pouvaient être sensibles à son imaginaire ludique et festif.

A cette époque, les idées du Comité invisible, collectif anonyme auteur de « L'Insurrection qui vient » (La Fabrique, 2007), grand succès de librairie, ont irrigué la jeunesse. Est-ce encore le cas aujourd'hui ?

Leur influence était à son acmé en 2016. Aujourd'hui, ils sont en déclin. D'abord à cause des dissensions internes suite à la fin de la mobilisation autour de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes contre le projet d'aéroport. Puis ils ont fortement divergé dans l'analyse de la pandémie de Covid-19 et du confinement.

Y a-t-il encore un sens à se dire autonome aujourd'hui ?

On est dans une énième période de reflux, mais ça reviendra. Une politique autonome a un toujours sens quand les partis et les syndicats manquent à leur devoir de représentation des revendications et des luttes radicales. L'autonomie a donc un avenir, mais dans des formes qui restent encore à inventer. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ABEL MESTRE

L'intégration des Kurdes, lueur d'espoir en Syrie

ANALYSE

Le 10 mars, un accord historique entre le président de transition syrien, Ahmad Al-Charaa, et le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde), le général Mazloum Abdi, a été signé pour l'intégration des institutions autonomes kurdes du Nord-Est syrien dans l'Etat. Trois mois plus tard, le général Michael Kurilla, qui dirige le commandement unifié des forces américaines au Moyen-Orient, a tiré un bilan positif. L'intégration se déroule bien en dépit de points de frictions, à témoigné le haut gradé devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants américaine, à Washington, le 10 juin. Et la Turquie, engagée militairement contre les forces kurdes depuis 2016, joue un rôle positif.

L'accord du 10 mars a apporté une lueur d'espérance face à l'ampleur des défis, sécuritaires et économiques, qui se posent aux autorités de Damas depuis la chute du dictateur Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2014. Il a sauvé M. Charaa de l'opprobre international après les massacres perpétrés, début mars, contre la minorité alaouite, par ses propres forces. L'unité retrouvée de la Syrie, morcelée par les revendications autonomistes druze et kurde, dépendra du succès de ce processus, dont la date butoir est fixée à la fin de l'année.

Les pressions américaines ont été déterminantes pour faire émerger cet accord. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche,

che, la perspective d'un retrait américain de Syrie se profile. Partenaires stratégiques des Etats-Unis dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) depuis 2014, les forces kurdes ne bénéficieront plus du bouclier protecteur américain face aux menaces de la Turquie. Cette dernière considère les FDS comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), désigné comme organisation terroriste par Ankara.

Un désengagement graduel a été décidé par l'administration Trump et sa mise en œuvre a débuté mi-mai. Il prévoit une réduction des troupes de 2000 à 1000 hommes et la préservation d'une seule des huit bases dans le Nord-Est syrien. Le retour de la souveraineté de Damas sur l'ensemble de son territoire est réclamé par Washington, qui s'est rapproché de Damas depuis la rencontre entre MM. Trump et Al-Charaa à Riyad, le 14 mai, et l'annonce de la levée des sanctions américaines sur la Syrie.

Ahmed Al-Charaa a fait preuve de patience et d'ouverture envers les Kurdes, conscient qu'un accord avec le général Abdi lui servirait à amadouer Washington. L'entente qui s'est nouée entre les deux hommes a fait le reste. Tous deux s'étaient déjà émancipés des organisations transnationales dans lesquelles ils ont évolué – Al-Qaida pour M. Charaa, le PKK pour M. Abdi – pour bâtir un projet national pour la Syrie. Attaché à l'unité du pays, le président Al-Charaa a plaidé auprès de la Turquie, un allié proche, pour qu'elle s'abstienne

d'intervenir militairement contre les Kurdes et lui laisse le champ libre pour négocier.

La Turquie a donné son feu vert à l'accord du 10 mars, laissant à M. Charaa le soin d'imposer le démantèlement de l'administration autonome du nord-est de la Syrie et la dissolution des FDS – deux exigences de longue date d'Ankara.

Discussions secrètes

Ce revirement est intervenu dans le cadre des négociations de paix entre la Turquie et le PKK. Le 27 février, le leader historique du PKK, Abdullah Öcalan, a ordonné au parti de déposer les armes et de se dissoudre, après quarante ans de lutte armée contre l'Etat turc. Le 12 mai, la direction, basée dans les montagnes du Kurdistan irakien, a annoncé sa dissolution. Les appels d'Israël, hostile aux nouvelles autorités syriennes, à l'attention des FDS, ont achevé de convaincre la Turquie.

Des discussions secrètes ont aussi eu lieu entre des responsables turcs et kurdes syriens, notamment en France et en Suisse, en 2024, puis sous égide américaine, ont révélé les médias en ligne *Al-Monitor* et *Middle East Eye*. La Turquie serait disposée à une normalisation des relations, à la condition que les Kurdes ne se voient pas octroyer une autonomie formelle. Le commandant Abdi a confirmé l'existence de ces pourparlers, soulignant qu'ils avaient permis de décréter, en mars, un cessez-le-feu avec les forces syriennes soutenues par Ankara autour du barrage

de Tichrine, dans le nord-ouest du pays. Une future rencontre entre Mazloum Abdi et un haut dirigeant turc est évoquée.

Les négociations entre Damas et les forces kurdes ont déjà donné des résultats. Début avril, un premier échange de prisonniers a eu lieu et un mécanisme de gestion conjointe des deux quartiers kurdes d'Alep, Achrafieh et Cheikh Maksoud, a été mis en place. Début juin, les deux parties ont à nouveau procédé à l'échange de 400 prisonniers. Elles ont scellé un accord pour le retour de familles syriennes du camp d'Al-Hol vers les zones dont elles sont originaires. A terme, Damas doit reprendre le contrôle de ces camps et des prisons du nord-est syrien, où sont détenus près de 40 000 djihadistes de l'EI et leurs familles, ainsi que des postes frontières, de l'aéroport, et des champs pétroliers et gaziers.

Ahmad Al-Charaa et Mazloum Abdi doivent encore, pour cela, trouver une formule pour l'intégration des institutions politiques et militaires kurdes dans l'Etat syrien. Fin mai, le général Abdi a estimé que ce processus pourrait prendre des années. Il a exigé un accord politique qui reconnaîsse une forme de décentralisation pour le Nord-Est syrien et la prise en compte de l'identité kurde comme composante intégrale de l'Etat. M. Charaa, partisan d'une centralisation rigide, n'est pas opposé à ce que les Kurdes gèrent leur propre police et leurs municipalités. Il rejette néanmoins toute idée d'une autonomie kurde. ■

HÉLÈNE SALLON (SERVICE INTERNATIONAL)


ÉCONOMIE | CHRONIQUE

PAR STÉPHANE LAUER

Budget: Trump et ses promesses intenables

Il y a eu d'abord la stupéfaction générale, puis l'incompréhension inquiète des uns et la crédulité confondante des autres. Désormais, c'est le doute qui domine le regard porté sur la politique économique menée par Donald Trump. Il a fallu moins de cent cinquante jours pour que les solutions de pré-tendu «*bon sens*» pour réparer les dégâts de la mondialisation se cognent au réel. Les promesses de la stratégie de la tronçonneuse pour réduire les dépenses publiques se sont transformées en illusions. L'instauration du rapport de force permanent avec la terre entière se heurte à des résistances croissantes.

Elon Musk, nommé avec fracas à la tête du département de l'efficacité gouvernementale, a piteusement plié bagage, fin mai. Les économies de bouts de chandelle que le patron de Tesla a réussi à obtenir n'ont fait que semer le désordre au sein de l'administration. A défaut de servir la nation, il l'a utilisée pour accéder aux données privées des citoyens et pousser la notion de conflit d'intérêts avec ses propres entreprises à des niveaux jamais atteints dans l'histoire américaine. A partir de chiffres manipulés, d'objectifs fantasmagoriques et de méthodes aussi brutales qu'inefficaces, Elon Musk a apporté la preuve qu'un Etat ne se gère pas comme une entreprise.

Seul résultat tangible de la séquence, un combat de coqs entre le président et le patron sous kéttamine, qui a tourné à l'avantage de celui qui détient le plus de pouvoir, c'est-à-dire Trump. Menacé de voir ses contrats avec le gouvernement rayés d'un trait de plume, Musk a ravalé ses critiques sur le projet de budget poussé par la Maison Blanche. Après avoir qualifié le texte d'*«abomination répugnante»* et déclaré que le Congrès *«menait l'Amérique à la faillite»*, il a dit regretter certains de ses propos, admettant être *«allé trop loin»*.

Pompier pyromane

Pourtant, pour une fois, c'est lui qui a raison. La *«grande et belle loi»* (One Big Beautiful Bill Act) de Trump défie dangereusement les lois de l'apésanteur budgétaire. Sur les six derniers mois, le déficit dépasse les 7 % du produit intérieur brut (PIB), alors que les Etats-Unis sont dans une situation de plein-emploi. Au lieu de tenter de rééquilibrer les comptes publics, le Congrès est sur le point d'adopter des baisses d'impôts qui ne sont pas financées et qui vont encore alourdir le poids de la dette de plusieurs milliers de milliards de dollars. Trump est un pompier pyromane, dont l'obsession consiste à honorer des promesses de campagne intenables. Mais le prix à payer risque d'aller bien au-delà du creusement du déficit en menaçant la stabilité du système financier international.

Les alertes se multiplient. Jamie Dimon, le directeur général de JP-Morgan Chase, a averti le 1^{er} juin que l'accumulation de dettes pourrait *«fissurer»* le marché des bons du Trésor. Larry Fink, le patron de BlackRock, le plus important gestionnaire d'actifs financiers au monde, estime que, si la croissance ralentit, *«les déficits*

AU PREMIER TRIMESTRE, LE PIB AMÉRICAIN S'EST CONTRACTÉ, UNE PREMIÈRE EN TROIS ANS

LES PROMESSES DE LA STRATÉGIE DE LA TRONÇONNEUSE SE SONT TRANSFORMÉES EN ILLUSIONS

vont *«submerger le pays»*. Ken Griffin, fondateur du fonds d'investissement Citadel, parle d'*«irresponsabilité budgétaire»*. Les agences de notation financière sonnent le tocsin. En affirmant que les Etats-Unis ne *«feraient jamais défaut»*, le secrétaire au Trésor, Scott Besent, a davantage inquiété que rassuré. Evoquer l'improbable, c'est déjà le matérialiser.

La fébrilité sur les marchés obligataires face à la fuite en avant budgétaire proposée par Trump est aggravée par sa guerre commerciale. Après avoir fait miroiter de *«magnifiques»* accords avec les pays accusés de profiter de l'Amérique, ceux signés se comptent sur les doigts d'une main. De renoncements en ultimatums aussi fumeux qu'aléatoires, les coups de menton du président américain n'ont pas l'air d'impressionner Xi Jinping. Le président chinois a même trouvé un moyen d'inverser le rapport de force grâce au quasi-monopole de Pékin sur les terres rares, incontournables dans l'industrie de pointe.

«Trump Always Chickens Out», le sobriquet dont le *Financial Times* a affublé Trump, que l'on peut traduire par *«Trump se dégonfle toujours»*, fait florès. Au-delà de la plaisanterie, les dégâts sont réels : l'incertitude est généralisée, la crédibilité de la parole américaine gravement endommagée. Personne n'y comprend plus rien. Tandis que les droits de douane étaient censés provoquer un afflux d'investissements vers les Etats-Unis, la *«section 899»* du projet de budget en cours de discussion risque de conduire à l'exact contraire. Elle vise à taxer les investissements étrangers en provenance de pays accusés par les Etats-Unis de pratiques fiscales *«déloyales»*, sans que l'on sache ce que le terme recouvre. Cette *«revenge tax»*, cet impôt de la vengeance, fruit de la paranoïa du président, ne peut avoir que des effets délétères sur l'attractivité des Etats-Unis en donnant de bonnes raisons aux investisseurs de penser que les actifs américains ont définitivement perdu leur statut de *«valeur refuge»*.

Les thuriféraires de Donald Trump affirmaient qu'il fallait le laisser gouverner avant de porter un jugement. On commence à avoir une petite idée. Au premier trimestre, le PIB américain s'est contracté, une première en trois ans. A partir de l'été, les anticipations d'inflation provoquées par les menaces de droits de douane vont commencer à se diffuser dans l'économie. Le manque d'appétit des investisseurs pour acheter de la dette américaine se fait déjà sentir. La hausse actuelle du rendement des bons du Trésor américain promet de gonfler dans les prochaines années les dépenses consacrées aux intérêts de la dette, qui tutoient déjà les 1000 milliards de dollars (866 milliards d'euros).

Alors que se profilent les élections de mi-mandat, en novembre 2026, l'administration républicaine place tous ses espoirs dans l'adoption de la loi budgétaire que Trump a promis de signer pour le 4 juillet, date de la fête nationale. Si elle était adoptée en l'état par le Sénat, le feu d'artifice pourrait être tiré par les marchés financiers. ■

AU G7, DONALD TRUMP FACE AUX AUTRES DANS LE CHAOS DU MONDE

ÉDITORIAL



l'environnement immédiat des pays du G7 : la guerre russe en Ukraine et, depuis vendredi, l'affrontement Israël-Iran. Les droits de douane américains ne sont plus une menace mais une réalité dont le montant est en cours de négociation, et les organisateurs ont trouvé un moyen efficace de contourner le problème de la déclaration finale commune : il n'y en aura pas. Quant au successeur de Justin Trudeau, Mark Carney, il se trouve dans la situation originale d'accueillir un président américain qui ne cesse de revendiquer son pays, le Canada, comme le 5^e Etat des Etats-Unis et auquel il a dû expliquer que son pays n'était pas à vendre.

Tout le monde sait aujourd'hui que la présidence Trump est beaucoup plus offensive que la première. Les divisions au sein de ce qu'il est difficile d'appeler encore la «famille occidentale» sont maintenant exposées au grand jour ; les efforts déployés par les Européens visent essentiellement à éviter la rupture brutale avec les Etats-Unis plutôt qu'à masquer l'inconfort de la division. A l'aune de cette nouvelle réalité, un sommet réussi est un sommet sans psychodrame et sans affrontement majeur. Limiter les dégâts est devenu un but en soi.

Dans une telle atmosphère, la priorité des Européens doit être d'afficher un front uni. Même si elle pèsera sur les discussions, la question des droits de douane, qui sème le chaos dans le commerce mondial, doit être

laissée aux négociations entre Etats-Unis et Union européenne. Des convergences peuvent être trouvées sur certains sujets sélectionnés par la présidence canadienne pour faire l'objet de travaux séparés dans le domaine de la sécurité énergétique, des minéraux critiques ou des technologies émergentes.

Pour le reste, les dirigeants européens et celui du Japon ont face à eux un président américain qui est revenu à la Maison Blanche, en janvier, en se targuant de pouvoir faire la paix en Ukraine et à Gaza et de pouvoir faire renoncer l'Iran à se doter de l'arme nucléaire et qui a échoué sur tous les fronts. Ils vont donc devoir rester fermes sur la question de l'Ukraine et mettre à profit la présence de son président, Volodymyr Zelensky, lors d'une séquence du sommet, pour de nouveau tenter de rallier Donald Trump à leurs positions sur la Russie. Ce dernier propose régulièrement de réinventer la Russie dans le G7 ; c'est évidemment hors de question, de même que l'idée, dont il a fait état dimanche, d'une médiation russe dans le conflit entre Israël et l'Iran.

Sur ce nouveau conflit brûlant qui risque cependant d'accaparer les débats avec ses risques d'escalade et ses conséquences sur les marchés de l'énergie, obtenir du président Trump des éclaircissements sur sa stratégie serait, déjà, un progrès. Si tant est qu'il en ait une. ■

LITTÉRAIRE

Le Monde Nouvel Obs Télérama'

• 21 JUIN •

LAURE ADLER, CONSTANTIN ALEXANDRAKIS, CHRISTINE ANGOT, PÉNÉLOPE BAGIEU, EMMA BECKER, CARYL FEREY, FRANÇOISE GILLARD, LOUISE CHENNEVIERE, LUCAS HARARI, REBECCA LIGHIERI, SUSIE MORGENSTERN, OLIVIER NOREK, DENIS PODALYDES, ABEL QUENTIN, BLANDINE RINKEL, LA GRANDE SOPHIE, ALBIN DE LA SIMONE, VANESSA SPRINGORA, GUILLAUME VIRY

ENTRÉE GRATUITE

MOT

EN MUSIQUE

POUR MOTS

MARRAINÉ PAR LOLA LAFON

• 22 JUIN •

BERTRAND BELIN, CHRISTELLE DABOS, MARYLINE DESBIOLLES, ANDRÉ COMTE-SPONVILLE, SHANE HADDAD, MATHILDE HENZELIN, CATHERINE MEURISSE, MARIE NDIAYE, CAMILLE LAURENS, GUILLAUME POIX, FLORENCE SEYVOS, NEIGE SINNO, ESTHER TEILLARD, ADÈLE YON, GABRIELLA ZALAPI, CORALY ZAHONERO, VALÉRIE ZENATTI

21-22 JUIN

LA VILLETTÉ

DESIGN GRAPHIQUE : CHEET

RENCONTRES SUR RÉSERVATION MOT-POUR-MOTS.FR



CHANEL

Région Île-de-France

CNL

CFC

CP

la Villette

CC

VILLE DE PARIS

insee